

Editorial

Moins de quinze jours ont séparé le second tour des élections municipales et la grève de la SNCF. Prévues pour une journée, elles n'ont pas été terminées au moment où cet éditorial est écrit. Elle se poursuit alors que les ouvrières et les ouvriers de Danone sont en grève et que les salariés de Marks & Spencer s'organisent (1). Les rapports de force ont beau être fortement en faveur du capital « mondialisé », bénéficiaire de la libéralisation et de la dérégulation organisées par les gouvernements, les travailleurs n'en résistent pas moins. Cette résistance fait de la France, aux yeux de la bourgeoisie des autres pays, le maillon faible dans la chaîne de la domination du capital financier mondial. Nous reviendrons sur le lien avec les élections dans un instant. Il faut s'arrêter sur la nature des conflits et de ce qui est en jeu.

DEUX CONFLITS QUI SOULEVENT LA

DE LA PROPRIÉTÉ DE L'OUTIL DE TRAVAIL

La résistance des salariés de ces deux secteurs a une importance d'autant plus grande que leur combat les conduit à éclairer parfaitement la nature des enjeux. La question qui est posée, dans des conditions spécifiques au groupe Danone et à la SNCF, est celle des rapports des producteurs, les salariés, que le capital veut licencier, à l'outil de production qu'ils ont contribué à créer. C'est au niveau de la propriété de cet outil et des droits qui lui sont liés que les problèmes se situent. Pas seule-

ment de façon « fondamentale », mais de façon très concrète, immédiate. D'autant plus urgente que, dans quelques semaines, la même question sera posée dans le groupe AOL-Air Liberté, dans le groupe André et dans un certain nombre de très grands groupes qui s'apprentent à multiplier les plans massifs de licenciements.

Les usines LU sont-elles la « propriété » des actionnaires de Danone et des dirigeants qu'ils ont nommés, avec le « droit » d'en disposer à leur guise, donc de les démanteler et de les détruire, ou sont-elles de façon autrement plus légitime une propriété collective que les ouvrières et les ouvriers de Danone ont contribué à construire ? Ceux-ci ont montré par la teneur de leurs propos qu'ils commencent à prendre conscience que c'est cela qui est en jeu, même si personne ne les aide à dire que c'est bien la propriété privée des moyens de production qui est en cause fondamentalement. C'est un thème que les lecteurs retrouveront plus loin dans l'article à propos du « partage des richesses ».

La propriété publique dans des secteurs comme ceux des transports, de la santé ou de l'éducation est une modalité de la propriété sociale. Modalité gravement altérée parce qu'insérée dans une économie dominée par les rapports de propriété et de

(1) Chez Marks & Spender et chez Danone, le problème n'est pas tant celui du boycott des produits que celui, comme à la SNCF, de la grève générale, et du soutien à organiser auprès de l'ensemble des salariés de ce pays. Quant aux larmes de crocodile de Fabius, Guigou ou Jospin, le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont une honte...

La grève des tramways de Rouen, qui a duré 38 jours, a révélé à sa façon la complicité entre les politiciens municipaux de la Gauche plurielle et le groupe Vivendi. Elle a aussi montré les points faibles comme les points forts du mouvement ouvrier sur l'agglomération rouennaise. Sans prétendre tirer de cette lutte des conclusions générales sur l'état de la classe ouvrière en France, son analyse peut contribuer à mieux situer les enjeux et les obstacles à franchir dans d'autres luttes de salariés. Elle illustre aussi à sa façon la profondeur de la rupture entre les travailleurs et ceux qui se présentaient jusqu'alors sur le plan politique et syndical comme leurs représentants institutionnels inamovibles.

La grève à la TCAR

Les tramways de Rouen face à Vivendi et aux politiciens de la Gauche plurielle

MOTUS, VIVENDI !

Les transports urbains de l'agglomération rouennaise (TCAR) étaient jusqu'en 1994 sous régie communale. C'est à cette date que le SIVOM, devenu depuis Communauté de l'Agglomération de Rouen ou CAR, a décidé de céder ces transports à une filiale de Vivendi. Le SIVOM était dirigé alors par Laurent Fabius ! Cette mesure de privatisation sous prétexte de moderniser le réseau est passée comme une lettre à la poste sans qu'aucun élu de la gauche plurielle ne proteste. Le fait était si peu connu

des habitants que c'est seulement au cours de la grève de cet hiver que des militants d'extrême-gauche ont révélé largement le pot aux roses. C'est alors que certains Verts, qui avaient besoin de se démarquer en vue de présenter leur propre liste aux élections municipales, protestèrent contre la cession du Zénith décidée le 15 décembre dernier à la filiale Véga du même groupe Vivendi. C'était en tout cas à leur actif d'avoir voté contre à la Communauté d'Agglomération et d'être solidaires des tramways.

Dans le cas du Zénith, le maître

d'œuvre de cette opération était Yvon Robert, maire socialiste de Rouen (qui vient de perdre les élections municipales).

Arrêtons-nous un instant sur la carrière de cet ancien énarque. Il a été responsable du cabinet de Michel Rocard lorsque celui-ci fut premier ministre. Ensuite selon les déclarations d'Yvon Robert : « Alors que j'étais secrétaire national à l'Éducation, Laurent Fabius, dont j'ai été le conseiller, m'a proposé en septembre 1988 un challenge intéressant : gagner le Sivom et construire une agglomération, une vraie. » En la livrant au groupe Vivendi, faut-il ajouter. Premier temps de la manœuvre, Yvon Robert est élu sur la liste PS à Grand-Quevilly, en banlieue de Rouen, à l'époque où Fabius y est premier adjoint. Puis en 1989, il devient vice-président du SIVOM. L'heure de gloire arrive en 1995 avec son élection comme maire de Rouen, à la faveur des divisions au sein de la droite.

En 1994, le passage de la gestion de la TCAR au groupe Vivendi n'avait évidemment pas échappé aux traminots qui constatèrent rapidement un durcissement de ton à l'égard de leur nouveau patron. Le niet à leurs revendications était d'autant plus choquant que les opérations de prestige sont allées bon train avec l'argent des contribuables. Pour permettre à Fabius de choisir la couleur du métrobus, on lui présenta deux wagons de couleurs différentes, envoyés ensuite à la casse. D'un air boudeur, il avait choisi une troisième couleur. L'esthétique était une priorité. La station TCAR de Sotteville-lès-Rouen, dont le maire est socialiste, fut d'une architecture grandiose, digne d'une tribune du Stade-de-France. Par contre les usagers se sont retrouvés à maintes reprises dans des bus qui

tombaient en panne, faute de personnel suffisant pour les entretenir.

UN SECTEUR COMBATIF

QUE VIVENDI

VOULAIT BRISER

Les travailleurs de la TCAR n'avaient pas fait grève en novembre-décembre 1995, essentiellement du fait de l'opposition de certains dirigeants syndicaux. Mais en 1996, ils emboîtèrent le pas aux chauffeurs-routiers pour obtenir la retraite à 55 ans, une réduction du temps de travail et des embauches massives. Le mouvement de grève qui se déroula en deux temps dura 17 jours. L'année suivante, ils repartirent en grève, toujours pour les mêmes raisons car la direction se retranchait derrière le fait que la loi Robien sur la RTT ne permettait pas l'application de l'accord conclu en 1996. Le Conseil d'État trancha le débat en faveur des grévistes. Un camouflet pour le patron qui poussa les manettes contre les traminots sur tous les plans : harcèlement contre des salariés combattifs, augmentation dérisoire de 0,5 % par an, prime d'intéressement minorée en cas « d'absentéisme et de dégradations ». De 7000 francs promis en janvier, on arrivait ainsi à 1500 francs en novembre !

En 2000, la direction fit traîner les négociations salariales de juin à novembre. En décembre, on en était toujours au même point : les syndicats CGT et FO exigeaient 5 % d'augmentation pour l'année 2000. Les traminots, qui s'étaient prononcés pour un préavis de grève, étaient 643 sur 900 salariés en CDI. Le 19 décembre la grève démarrait. A l'approche des fêtes elle n'était guère populaire, mais à ce stade de blocage de la direction, les traminots

n'avaient pas envie de reporter la riposte à plus tard.

Ils n'étaient pas d'humeur à lutter tandis que des non grévistes continueraient à faire circuler des véhicules en attendant tranquillement l'augmentation obtenue par les grévistes. Des piquets furent mis en place pour empêcher la sortie des bus et des rames. Au bout de cinq jours, la direction ne proposait que 0,8 % d'augmentation en janvier et 0,55 % en septembre. Onze jours plus tard, le 29 décembre, la direction avait un peu reculé. Les syndicats signaient un accord prévoyant 1,85 % d'augmentation en janvier et 0,5 % au 1^{er} septembre. Mais l'accord était assorti de l'annonce que des mesures disciplinaires seraient prises contre des grévistes. La grève ne pouvait que repartir aussitôt, même si des traminots commençaient progressivement à reprendre le travail.

Le 5 janvier, le couperet tombait : cinq traminots recevaient une lettre de licenciement et deux autres des mises à pied de 21 et 15 jours.

LE DROIT DE GREVE

EN CAUSE,

LE MOUVEMENT

SE DURCIT

La direction invoquait des actes de sabotage et « des procédés dignes d'une guérilla sociale » au moment où les piquets étaient encore en place avant qu'ils soient levés à la suite d'un référé du tribunal. Ce délire provocateur à propos de quelques bus aux pneus dégonflés ou d'une porte de bus noircie par des pneus brûlés visait au passage à rendre la grève encore plus impopulaire et à désamorcer la solidarité avec les grévistes de la TCAR qui « seraient allés trop loin ». Il est indéniable que ces

calomnies ont renforcé des réactions de rancœur à l'égard des grévistes, en particulier dans les quartiers déshérités des hauts de Rouen. Mais le but principal de la direction était de s'attaquer au droit de grève en licenciant au hasard cinq travailleurs du rang ayant participé à un piquet de grève. La direction locale, en accord avec celle de Vivendi, voulait casser une bonne fois pour toute ce secteur très combatif. L'agression patronale était ciblée et avait valeur « d'exemple » : ces cinq grévistes, connus pour leur combativité, n'avaient plus de mandat syndical depuis peu de temps.

La colère générale se mélangeait à un sentiment d'impuissance. Une nouvelle donne est apparue à l'initiative de sept grévistes. Ils décidèrent immédiatement de leur propre chef d'entamer une grève de la faim pour annuler les sanctions. Ils reçurent un appui très chaleureux de la part des autres grévistes. Le message était clair pour tout le monde : pas de bradage possible du mouvement et annulation des licenciements. Ce mode d'action ne signifiait donc pas que le mouvement était à bout de souffle, au contraire.

Les grévistes de la faim, en s'installant ostensiblement dans le hall de l'hôtel de ville de Rouen, mettaient très mal à l'aise Yvon Robert et ses coéquipiers. La campagne des municipales commençait à battre son plein. L'implication du maire socialiste de Rouen était directe en tant que président de la Communauté d'Agglomération et donc « donneur d'ordres » en matière de transports en commun. Son vice-président est le maire socialiste de Canteleu, commune en banlieue de Rouen. L'action des grévistes de la faim mettait également certains dirigeants CGT de la TCAR dans une situation déli-

cate. Par bien des attitudes, ils montraient qu'ils ne voulaient pas mettre en difficulté les élus municipaux de la gauche plurielle. Lors d'un conseil municipal où un groupe de grévistes et de syndicalistes de la région étaient présents, les dirigeants de la grève se gardèrent bien d'interpeller Yvon Robert et ses amis pour leur demander dans quel camp ils étaient, celui de Vivendi ou celui des grévistes. La possibilité de créer un clivage entre les élus de gauche en les interpellant clairement ne fut pas tentée.

Mais la lutte était relancée, car le mauvais coup portée par les patrons de la TCAR avait indigné de nombreux travailleurs et syndicalistes, surtout ceux proches de l'extrême-gauche. La CGT du dépôt SNCF de Sotteville appela à une grève de 24 heures. L'idée d'une manifestation de rue avait été proposée à l'assemblée qui avait suivi l'annonce des sanctions par des militants d'extrême-gauche. Les responsables syndicaux les moins chauds n'avaient pu s'y opposer car elle coulait de source pour les grévistes. Le mardi 9 janvier, plus de mille personnes manifestaient dans les rues de Rouen avec beaucoup de dynamisme. La présence d'Alain Krivine dans le hall de l'hôtel de ville et ensuite dans le cortège fut appréciée par les grévistes. Les militants d'extrême-gauche dans leur ensemble contribuèrent à donner un tour offensif à la manifestation. Le slogan lancé par la LCR « Vivendi licencie, licencions Vivendi » fut très repris, en particulier sous forme d'autocollants.

LUTTE, DEMOCRATIE

ET SYNDICALISME

Pour toute la suite du conflit, il est apparu souvent une tension et des

désaccords au sein de l'équipe dirigeante CGT. Tout en étant totalement impliqués dans le mouvement, certains étaient hésitants, ne sachant pas trop quoi proposer, sans doute désarmés devant l'absence de coup de main de l'UL et de l'UD. Ils voyaient d'un mauvais œil, surtout au début, les actions de solidarité nombreuses localement. Ils espéraient une issue positive par les négociations et entretenaient des illusions sur les interventions d'un médiateur ou du « conciliateur » Yvon Robert. Ils avaient parfois tendance à verrouiller les débats au cours des assemblées générales, assez peu démocratiques dans l'ensemble. Le secrétaire du CE Yves Herment, le principal responsable CGT, répondait ainsi en AG quand des propositions ne lui convenaient pas : « Si vous n'êtes pas d'accord, je m'en vais. » Ce sont les mêmes qui étaient réticents ou hostiles face à une agitation soutenue des traminois sur l'agglomération. Agitation qui s'est faite cependant en direction des entreprises et de la population mais de façon dispersée et parfois à l'insu du syndicat.

D'autres responsables syndicaux, dont Jean-Claude Blot, secrétaire du syndicat CGT, allaient davantage dans le sens de la lutte, étaient à l'écoute des grévistes et n'étaient pas prêts à négocier dans n'importe quelles conditions. Leurs limites étaient d'ordre politique. Que chacun voit dans cette remarque un constat et non un reproche. En invoquant le fait que seules des entreprises comme Vivendi disposent des capitaux nécessaires pour de gros investissements, ils ne contestent pas sur le fond la légitimité de Vivendi d'exploiter la TCAR et donc de faire des profits sur le dos des traminois et des usagers (voir l'interview de Jean-Claude

Blot dans Rouge du 11 janvier 2001). Du coup ils ne pouvaient pas non plus mettre en cause les notables socialistes et leurs liens d'intérêt avec Vivendi.

Ce sont les limites du syndicalisme, même le plus combatif.

GOVERNEMENT,

NOTABLES DE GAUCHE,

BUREAUCRATES

SYNDICAUX,

MÊME COMBAT

Ce qui est remarquable dans cette grève et le mouvement de solidarité qui l'a accompagnée est l'absence totale d'intervention de l'UL et de l'UD CGT. Des traminois disaient avec une ironie féroce : « Ils sont comme nous, ils sont en grève. » Les syndicalistes liés à la gauche plurielle ou ayant une vision étroitement corporatiste (l'un n'excluant pas l'autre) ne bougèrent pas. Le syndicat Sud du dépôt de Sotteville se refusa à appeler à la grève de soutien avec la CGT animée par des militants d'extrême-gauche.

Inutile d'insister sur le fait qu'au niveau fédéral ou confédéral, personne n'a levé le petit doigt pour soutenir les traminois rouennais. Une grève dans les Transports avait été programmée pour le 26 janvier. Les bureaucrates syndicaux avaient choisi une date suffisamment lointaine pour que le mouvement de la TCAR se soit terminé entretemps. Il n'était pas de saison, dans la conjoncture électorale, d'appuyer et d'essayer d'étendre un mouvement dynamique contre la multinationale Vivendi, qui a bénéficié de toutes sortes de cadeaux au niveau de municipalités de grandes villes (de gauche comme de droite d'ailleurs) mais aussi de l'ap-

pui du gouvernement Jospin, qui a facilité les fusions souhaitées par Jean-Marie Messier, P-DG de Vivendi. Il est significatif que lorsque les traminois montèrent à Paris pour manifester au ministère des Transports, ils furent reçus par un sous-fifre du ministre des Transports PCF, Gayssot, qui ne prit aucun engagement.

De leur côté, les patrons de la TCAR avaient continué, quelques jours avant, à tester la détermination des grévistes par une proposition qui était une provocation flagrante : une prime de 50 000 francs aux licenciés à conditions qu'ils renoncent à toute procédure contre la TCAR devant les prud'hommes ! Les travailleurs concernés refusèrent avec mépris et les grévistes de la faim affichèrent plus que jamais leur détermination. Il était inutile de spéculer sur un pourrissement du mouvement. Une deuxième manifestation avec à nouveau un millier de personnes se déroula le 17 janvier.

LA FIN MOUVEMENTÉE

DE LA GRÈVE

La mission d'un médiateur officiel ayant échoué, ce fut Yvon Robert qui joua les messieurs bons offices « pour rapprocher les positions des parties en présence ». On imagine sans peine que le maire de Rouen était en communication permanente avec Jospin et Jean-Marie Messier pour gérer le dossier avec doigté, au mieux des intérêts communs du gouvernement, de Vivendi et accessoirement du maire de Rouen. Tandis que la solidarité du côté des traminois continuait à s'exprimer sous forme de collectes, d'une intervention des sans-papiers, d'une manifestation de 150 motards, Yvon Robert tentait de faire accepter aux licenciés une mu-

tation dans d'autres filiales de Vivendi pour trois d'entre eux et pour l'un une embauche en CDI dans le cadre de la CAR. Le cinquième avait accepté de prendre son compte avec une prime de 250 000 francs. Dans un premier temps les mutations furent refusées. Les grévistes avaient à l'esprit des « arrangements » de ce genre qui s'étaient soldés ultérieurement par des déqualifications ou des licenciements en toute discrétion. Si Yvon Robert commençait à sérieusement se discréditer avec sa proposition soufflée en catimini en haut lieu, il était de plus en plus évident que l'on ne pouvait plus espérer de nulle part un appui qui modifierait le rapport des forces. La rage et le découragement chez les grévistes permettaient d'espérer du côté du maire de Rouen et de Vivendi que le travail aurait repris avant la journée nationale sur les retraites du 25 janvier. Que les bus et métrobus fonctionnent ce jour-là aurait été une victoire morale pour la direction de la TCAR. Peine perdue. Elle avait tellement voulu finasser et manœuvrer la veille au niveau des négociations que les grévistes avaient pris le coup de sang dans l'après-midi. Ce furent leurs femmes et les personnes présentes solidaires de leur combat qui bloquèrent tous les bus de la place de l'hôtel de ville pendant plusieurs heures. Bien plus, le blocage des deux dépôts le lendemain, dès trois heures du matin, fut décidé et mis en œuvre par les mêmes « éléments extérieurs » afin que les traminois ne soient pas frappés de nouvelles sanctions. Le secrétaire du CE CGT vint sur place essayer de les convaincre de quitter les barrages mais ce fut en pure perte. Ce dernier rebond du mouvement permit aux traminois de manifester la tête haute le 25 janvier avec 10 000 salariés

dans les rues de Rouen contre les menaces sur les retraites et de ne reprendre le travail que le lendemain.

FORCE ET FAIBLESSE DE L'EXTRÊME-GAUCHE

Comme on le voit, un fort noyau de grévistes avait fait preuve d'une remarquable combativité et d'une grande réactivité. Surtout compte tenu des nombreux obstacles que leur ont opposé ouvertement ou insidieusement leurs patrons, des politiciens de gauche et un certain nombre de responsables syndicaux.

Des militants de diverses tendances révolutionnaires, notamment de la Ligue Communiste Révolutionnaire, de la Gauche Révolutionnaire et de la Fraction minoritaire de Lutte Ouvrière, ont fortement contribué à surmonter ces obstacles. La plupart des formes de soutien se sont faites à leur initiative : collectes importantes sur les entreprises, mobilisation en vue des manifestations, tracts pour populariser le mouvement et dénoncer le « Vivendiland » rouennais, grève de 24 heures au dépôt SNCF, etc. Ce que l'UL et l'UD CGT se sont refusé à faire, l'extrême-gauche l'a accompli à la mesure de ses forces qui se sont révélées n'être pas négligeables sur l'agglomération. A cela il faut ajouter que, devant les carences de leurs propres responsables syndicaux, les grévistes de la TCAR, non seulement appréciaient toutes les formes de solidarité, mais étaient preneurs de toutes les idées et suggestions des militants révolutionnaires pour renforcer leur lutte. Sur le terrain, devant les entreprises, sur les marchés, devant les grandes surfaces ou à la fac, les grévistes ont pu compter sur la présence active de militants d'extrême-gauche et de syndicalistes combattifs, ce qui leur a

permis de s'adresser directement à une bonne partie de la population.

Le bilan ne serait pas complet et ne préparerait pas les luttes futures, si on ne relevait pas aussi ce qui a été la faiblesse de l'extrême-gauche et des associations anti-capitalistes ou anti-mondialisation. Au niveau national, personne n'a pris l'initiative d'un mouvement de solidarité alors que le droit de grève était en cause.

Bien que le mouvement ait fini par être assez fortement médiatisé, le licenciement pour fait de grève de cinq salariés anonymes à Rouen n'a suscité qu'une faible indignation en comparaison de celle provoquée par la poursuite en justice de José Bové à Millau. Je me réjouis sans réserve que les attaques contre des syndicalistes de la Confédération paysanne entraînent de fortes mobilisations. Je souhaite simplement qu'il en soit de même à l'avenir, concernant des ouvriers inconnus, se battant contre une multinationale française comme Vivendi dont le pouvoir de malfaisance n'est pas moindre que celui de la multinationale américaine McDonald.

Les faiblesses locales que les militants des associations et des groupes révolutionnaires de Rouen se doivent de relever ensemble ne sont pas sans rapport avec les faiblesses nationales : l'état de division et des préoccupations encore beaucoup trop centrées sur ses propres intérêts d'organisation sont le lot commun de l'extrême-gauche et du mouvement associatif.

Les révolutionnaires n'ont pas encore pris pleinement conscience qu'il est de plus en plus à leur portée de penser une politique dans des luttes telles que celle de la TCAR, d'en dégager tous les enseignements après coup. Nous ne pouvons plus nous satisfaire et nous contenter d'avoir

été « bien dans le coup », réactifs et efficaces dans les actions de solidarité. Plus aucune lutte ne peut être abordée seulement en termes de soutien ni comme s'il s'agissait seulement d'une lutte locale. Les travailleurs qui se battent attendent davantage de nous.

Pendant toute une longue période les révolutionnaires ont été condamnés à avoir un rôle « d'opposants de service » aux directions réformistes et bureaucratiques ou de supplétifs en matière de solidarité. Ce positionnement n'est plus de mise devant le recul du PCF et la défection de l'appareil de la CGT qui libère un espace d'intervention politique, dans un dialogue permanent entre révolutionnaires et travailleurs en lutte. Cela doit aussi conduire les révolutionnaires à établir d'autres relations entre eux.

A Rouen, spontanément, les militants qui tenaient à aider les grévistes se sont retrouvés « tous ensemble », œuvrant dans le même sens, indépendamment de leur appartenance ou non-appartenance à tel ou tel groupe. Il en est ainsi surtout depuis novembre-décembre 1995. Et cela s'est vérifié dans tous les mouvements importants sur l'agglomération (ceux des cheminots, des routiers, des ouvriers de Ralston et l'an dernier celui des parents et des enseignants). L'habitude qui avait été prise en 1997 et 1998 de faire des assemblées communes aux diverses tendances doit être à l'avenir reprise afin de permettre la mise en commun des informations et des idées, à chaud pour renforcer les luttes en cours, et après pour en dégager toutes les leçons.

Cela vaut pour toutes les villes et régions. Il est évident que de telles assemblées au cours des luttes à venir devront être ouvertes à tous les ac-

teurs du mouvement ouvrier et du mouvement social qui souhaiteraient y participer. Il est très juste de crier dans la rue « Tous ensemble, tous ensemble », surtout si on se préoccupe d'en donner une traduction efficace au travers d'idées, d'actions et d'assemblées adéquates. C'est évidemment à la portée de tous ceux qui veulent changer la société et défendre les droits fondamentaux du monde du travail et de la société. N'attendons pas que les divers groupes d'extrême-gauche parviennent à se regrouper dans une formation commune à l'échelle nationale. Ce serait peut-être attendre trop longtemps et rater des opportunités de reconstruire, au travers des luttes, un mouvement ouvrier fort et démocratique.

LA GAUCHE PLURIELLE ROUENNAISE SANCTIONNÉE

A Rouen, comme dans quelques autres villes, des maires liés à la gauche gouvernementale et capitaliste ont perdu les élections dans un contexte social combatif sur leurs villes. La grève de la TCAR n'est sans doute pas la seule cause de l'échec d'Yvon Robert au deuxième tour. Sa liste n'a obtenu que 48,75 % des voix contre 51,25 % au candidat de droite Albertini. Mais elle a pesé incontestablement. Les Verts qui avaient obtenu 10,35 % au premier

tour, ont eu beau fusionner avec le PS au second, la défaite cuisante de la gauche plurielle n'a pu être évitée. Les voix d'extrême-gauche de LO et de la LCR (5,34 % au total) se sont transformées pour une large part en abstentions au deuxième tour. Au grand dam du PS, la liste de la LCR de Rouen n'a pas changé de position ; elle n'a pas appelé à « battre la droite » au deuxième tour. Une bonne partie de l'électorat des salariés et des chômeurs, à Rouen comme ailleurs, est en rupture de plus en plus flagrante avec les partis de la gauche plurielle. Ces partis s'imaginaient les « représenter » éternellement, même s'ils agissaient sur tous les terrains en faveur des groupes capitalistes.

RUPTURE FONDAMENTALE ET ATTENTE

Cette évolution est extrêmement positive. La force des travailleurs ne peut être pleinement efficace que dans la mesure où ses « avocats » autoproclamés, qu'ils soient politiciens ou bureaucrates syndicaux, ne font plus recette. Ils ne sont plus respectés puisqu'il est devenu évident aux yeux d'un nombre croissant de travailleurs qu'ils ont partie liée avec les capitalistes.

D'un autre côté, les révolutionnaires sont en situation de gagner du crédit auprès des travailleurs, surtout s'ils

comprennent que les électeurs d'extrême-gauche se moquent de leurs divisions, de leurs étiquettes et de leurs bannières différentes. Les travailleurs sont preneurs des idées renforçant leurs luttes et ouvrant des perspectives, d'où qu'elles viennent. Ils ne sont pas seulement en rupture ouverte avec les partis de gauche et les appareils syndicaux sclérosés, ils sont réceptifs à une orientation politique nouvelle, clairement formulée, qu'on leur proposerait pour changer la société.

Les militants qui luttent pour une alternative au capitalisme doivent percevoir ce phénomène de rupture et d'attente dans toute son ampleur, dans sa globalité et dans tous ses aspects. Ce travail de compréhension est la tâche de l'heure.

27/03/01

L'analyse des élections municipales et de la situation politique qu'elle exprime ont fait l'objet d'une discussion politique au Comité de rédaction du 24 mars 2001.

L'article qui suit en reflète la teneur et exprime, dans le style et avec les mots propres de l'auteur, les positions communes qui se sont dégagées au terme de cette discussion.

A propos du résultats des élections municipales la rupture...

En février mars 2000, des centaines de milliers d'enseignants, de personnels de l'Education nationale déferlent dans les rues, au grand dam des dirigeants syndicaux ; par la grève et la manifestation, ils s'opposent frontalement à la politique du ministre, comme à sa personne, mélange de vulgarité, d'arrogance et de provocation libérale : Claude Allègre est de surcroît un ami du Premier ministre. Un symbole du « réalisme de gauche ».

Dans le même temps, au ministère des finances, les salariés des impôts bloquent les centres, manifestent, mènent une grève dure contre le « plan de réforme de l'État », préparé par D.S.K., mis en œuvre par son successeur, Christian Sautter. Le mouvement menace de bloquer l'institution...

Quelques jours plus tard, les deux ministres, plus celui des fonctionnaires, M. Zucharelli, sont éjectés du gouvernement. Lionel Jospin fait appel à ses « amis » Laurent Fabius et Jack Lang. À l'époque, nous avons

dans Carrérouge souligné le caractère inédit de la situation. Le Premier ministre de la gauche plurielle reculait en rase campagne devant l'assaut des salariés, pour une grande partie ses électeurs, et était contraint de former un nouveau gouvernement. Pour la première fois depuis 1981, un gouvernement de « gauche » avait volé en éclat dans un affrontement classe contre classe.

On ne peut pas dire que cette appréciation ait fait florès parmi les militants révolutionnaires. Y compris au sein des A.G. de Carré Rouge, nombreux étaient les camarades qui considéraient que l'éviction de Claude Allègre ou de Christian Sautter du gouvernement marquait certes un recul du gouvernement, mais ne changeait pas la donne politique. Que Lang et Mélenchon poursuivaient (ce qui était vrai) la même politique, avec d'autres mots, d'autres comportements.

Une majorité d'entre nous insistait sur la multiplicité des signes « politiques » qui s'exprimaient : grèves nombreuses, dures, longues se suc-

cédant. Multiplication des ruptures au sein des organisations syndicales, entre des groupes de syndiqués et leurs appareils. Créations de plus en plus nombreuses de syndicats SUD. Résultats d'élections professionnelles où la C.G.T. perdait souvent des milliers de voix au profit d'organisations syndicales moins gouvernementales, etc.

Dans les derniers numéros de la revue, nous manifestons la quasi-certitude que ces processus moléculaires finiraient par se cristalliser. Que la rupture d'une fraction des salariés, dans la lutte des classes, s'exprimerait d'une manière politique.

Un an après les grèves d'enseignants et de salariés des impôts, les élections municipales viennent de fournir une réponse d'ampleur et en même temps nuancée à l'ensemble de ces affirmations, de ces discussions.

UN MESSAGE CLAIR

DE LA PART

DES SALARIÉS

ET DES EXPLOITÉS

Les résultats de ce scrutin national sont probablement les plus « lisibles » et surtout les plus positifs pour les salariés et les exploités depuis la fondation de la V^e République.

Alain Duhamel déclarait à la radio, au lendemain du second tour, en substance : La gauche gagne trois villes de droite, Paris, Lyon, Dijon (à Paris et Lyon, la droite reste majoritaire en voix) et perd des dizaines de ses bastions traditionnels... Elle gagne au centre et perd à gauche. Effondrement du P.C.F., recul du P.S. au profit des Verts, émergence de l'extrême-gauche, tels sont les éléments déterminants de ces résultats.

Grosso modo, nous partageons cette analyse. Dans le document que Carré rouge a publié avant les municipales, nous étions parmi les rares à ne pas céder au matraquage des sondages qui annonçaient une « vague rose ». Au contraire, nous pronostiquions un échec gouvernemental, mais nous l'assortissions encore d'une préoccupation relative à ce que nous nommions le « piège » du chantage au vote du second tour. Ainsi écrivions-nous :

« Comment ce rejet va-t-il se traduire au moment du vote ?

Telle est l'une des questions qui préoccupent Lionel Jospin et les dirigeants du Parti socialiste. Ces signes de rejet vont-ils se traduire, comme aux élections européennes ou lors du référendum, par une abstention massive, en particulier des salariés et des jeunes ? Vont-ils se porter sur les listes qui dénoncent avec une clarté plus ou moins grande la politique de plus en plus évidente de Lionel Jospin en faveur des « intérêts des milieux d'affaire », en déchirant le voile du « discours de gauche » qui tente de la masquer ? Combien vont encore porter leurs suffrages sur les candidats officiels du PCF, c'est-à-dire vont se laisser encore une fois piéger par l'apparence d'un « discours encore plus de gauche » ?

Et surtout, parmi ces « mécontents » de plus en plus nombreux, combien vont marquer leur colère au premier tour en votant pour des listes « contestataires », mais céder au second tour au piège classique : « l'essentiel, c'est de battre la droite ! » ? La question qui se pose aux dirigeants du Parti socialiste avec le plus d'acuité est bien celle-ci : le piège du « vote utile » fonctionne-t-il encore ?

Il ne leur est pas indifférent que les listes de Lutte ouvrière, de la Ligue

communiste, du Parti des travailleurs et maintenant des membres dissidents du PCF captent de plus en plus de voix au fil des scrutins. Car cela reflète une conscience au moins partielle de la réalité de leur politique. Il n'est pas indifférent à la direction du Parti socialiste que des listes de « citoyens » et de jeunes (comme à Toulouse ou à Ivry) apparaissent, certes confuses, mais toutes signes de ce mécontentement, de cette envie de faire de la « politique autrement », c'est-à-dire de rompre avec le double langage, avec la confiscation de leurs votes au profit d'une politique qui leur est hostile.

Mais tout cela ne sera pas bien grave pour Lionel Jospin et la direction du Parti socialiste si, au deuxième tour, tous rentrent dans le rang en appelant, même avec des réserves, à se rassembler sur le candidat « de gauche » le mieux placé pour « faire échec à la droite ». Car alors l'essentiel serait préservé : rien de net ni de clair n'émergerait pour représenter et organiser ce « mécontentement » CONTRE les partis de la « gauche plurielle », pour lui offrir une issue politique positive ». Ce pessimisme, nourri par beaucoup de déceptions passées, a été complètement démenti.

LE RÉSULTAT

EST FORMIDABLE

Non seulement le P.C.F. s'effondre littéralement. Non seulement Lang, Mélenchon, Tasca, Guigou, Moscovici, Gayssot, Voynet, Richard (aux cantonales), sont battus. Non seulement l'extrême-gauche (malgré sa division) obtient des scores exceptionnels, dans des villes ouvrières ; mais de surcroît et c'est déterminant, le piège qui jusqu'alors permettait qu'au premier tour un vote exutoire

se manifeste par l'abstention ou le vote contestataire, et qui au second tour aboutissait à ce qu'une partie de cet électorat vienne au secours des appareils, pour soi-disant battre la droite, ne fonctionne plus. Des dizaines de milliers de salariés ont utilisé ces élections non pour « avertir » ou « sanctionner » ce gouvernement, mais pour rompre avec lui. Définitivement.

NI DÉSAVEU, NI ÉCHEC

CONJONCTUREL : C'EST

UNE RUPTURE DE

AVEC LE PC ET LE PS.

Les marxistes, et au-delà les militants anticapitalistes, savent que si, dans l'action, grève ou manifestation, les salariés s'expriment comme membres d'une classe exploitée, grande est la difficulté pour les salariés de se comporter de la sorte avec cette netteté, cette clarté, sur le plan électoral.

En cela, les résultats électoraux sont toujours l'expression amoindrie, affaiblie, déformée des véritables rapports de forces, et des nuances politiques qui se manifestent dans chaque camp. En cela, sans crier au miracle, les résultats aux élections municipales sont passionnants. L'abstention continue certes d'être considérable dans les secteurs populaires (plus de 60 % à Lille !). Mais un mouvement positif s'amorce : un mouvement qui va s'amplifier. Une fraction (encore faible, mais significative) cesse de s'abstenir pour voter pour les candidats d'extrême-gauche ou les listes d'opposants du PCF, ou Motivés... Et dans ce processus, commence à apparaître (c'est un début) une nouvelle géné-

ration qui vient à la politique, à l'action collective. Les milliers de jeunes qui se rassemblaient avec les listes Motivés à Toulouse, Rennes, ou les listes autonomes à Ivry et dans de très nombreuses villes de banlieues ouvrières, l'attestent. Ce processus très confus, signifie essentiellement : nous voulons des listes à nous, contrôlées démocratiquement par la base, des élus respectant leur mandat. Voilà qui mérite d'être suivi de près.

L'EFFONDREMENT

DU PCF

Cette fois les derniers moignons du mur du néo-stalinisme se sont écroulés. Certes, il reste des militants, des groupes de militants se réclamant du PCF. D'ailleurs, souvent, lorsqu'ils s'en réclament, c'est contre Hue et sa politique. L'ampleur, la signification symbolique des pertes enregistrées (Drancy, Argenteuil, Tarbes, Montluçon, l'Allier aux cantonales, etc.) ne signent pas encore la mise en bière du parti dirigé par Hue, Gayssot, Bocquet mais l'annoncent, d'autant que le groupe dirigeant n'entend pas répondre aux députés Gérin, Carvalho, Haage, et aux très nombreux militants qui l'appellent à quitter le gouvernement et à démissionner. Au contraire ce groupe joue son va-tout en organisant de fait une scission (à droite avec le Nouveau Parti Communiste) et en rejetant, par exemple, l'appel de Chevènement à quitter le gouvernement...

Que sortira-t-il de l'affrontement entre la gauche communiste, au sens général du terme, et l'appareil ? Quelle sera l'action réelle des opposants à Robert Hue se situant sur un terrain de classe (par opposition aux refondateurs) ? La réponse leur appartient. Nous discutons fraternelle-

ment avec nombre d'entre eux. Constatons que pour l'heure, les velléités, les manœuvres d'appareil l'emportent encore sur l'action politique offensive. Peut-être les récents résultats leur donneront-ils énergie et audace.

Qu'il soit bien clair que pour Carré rouge, l'effondrement des restes du parti stalinien est en soit positif, d'autant qu'il peut, peut-être, libérer des forces qui convergeraient avec celles qui veulent bâtir un parti anticapitaliste démocratique luttant pour le socialisme.

DU COTÉ

DU PARTI SOCIALISTE

Résumons. Une semaine avant le premier tour, Laurent Fabius présentait un séisme pour la droite, « sentait la victoire » ; quant à Jack Lang, il pronostiquait un « nouveau printemps socialiste ». C'est dire à quel point les « sommets » de l'État et du Parti socialiste s'intoxiquent, loin de la réalité. Georges Frêche, député-maire de Montpellier, dénonce dans Le Parisien « Un gouvernement détaché du pays réel », caractérisant Lionel Jospin comme un « Raymond Barre de gauche ». Le marketing de la communication les rend aveugles et sourds. En effet, sauf à Paris, les militants socialistes en campagne en province étaient plutôt réservés. Pour avoir discuté avec des camarades du Puy-de-Dôme et de l'Allier quelques semaines avant le premier tour, j'en témoigne. Bref, si le Parti socialiste conquiert deux villes de droite, quasiment offertes par la corruption et l'ampleur des divisions de leurs candidats (Paris et Lyon), il ne gagne pas la seule grande ville sociologiquement et politiquement de gauche, Toulouse, et perd des dizaines de villes, enlevées

lorsque le Parti socialiste, dans les années 70-80, se reconstruisit comme parti anti-capitaliste, au moins dans les mots. Mais aussi dans le combat contre Giscard- Barre-Chirac. Comme toujours, des défaites de cette ampleur comportent des symboles. Ainsi Commercy, première ville conquise par les socialistes au XX^e siècle, tombe à droite. Mais aussi Rouen, ville fabiusienne. Les transports, l'eau et tutti quanti avaient été privatisés au profit de Vivendi, et la grève des tramonts s'est terminée, sans soutien du maire, par des licenciements... Et encore Epinay, ville symbole du Congrès fondateur du Parti socialiste. Ce qui est proprement stupéfiant quant à l'état du P.S. ce sont les réactions des vaincus ou des vainqueurs.

Côté vaincus. Adeline Hazan à Reims, déclare : « Les pauvres ont perdu l'habitude d'aller voter » !. Ou encore Guigou et Gaysot dénonçant le RPR pour avoir « recyclé » les voix du Front National, interdisant de fait des triangulaires... ! Au point que François Hollande et Lionel Jospin devront donner de la voix pour rappeler que le P.S. était pour... la disparition politique de l'extrême-droite ! Tu nous rassures, Arthur...

Côté vainqueurs. Delanoë annonce un audit financier de la ville de Paris, en insistant sur le fait qu'il ne s'agit pas pour lui « d'aller fouiller dans les poubelles ». Jean Tibéri acquiesce au fair play du nouveau maire. Pas question de nettoyer les écuries d'Augias de la chiraquie. Quant à Collomb, heureux de succéder au meilleur économiste de France, interrogé après sa victoire, il déclare : « Naturellement je n'ai pas la notoriété internationale de M. Raymond Barre. Nous poursuivrons donc la même politique, en nous occupant un peu plus du quotidien des lyon-

nais, propreté et insécurité ».

En clair, moins de crottes de chiens et plus de policiers !

Quelques jours après ces fortes paroles, la presse annonçait qu'en cinq ans le nombre de « pauvres » avait plutôt augmenté. Ces quatre millions (!) sont plus pauvres qu'en 1996... Tel est le résultat de la politique gouvernementale...

Le P.S. au lendemain de ces élections est plus proche qu'on ne croit d'une crise ouverte. Visiblement (soyons prudents : apparemment) à la différence de la gauche socialiste, le courant emmanueliste ne se couche pas devant Jospin-Fabius. S'il n'entre pas au gouvernement (en été ou à la rentrée) il constituera de fait un pôle de regroupement sur le terrain classique de la social-démocratie qui peut, dans certaines circonstances, et pour un laps de temps limité, être un centre de résistance. L'article d'Henri Emmanuelli paru le 27 mars dans Libération semble le confirmer lorsqu'il s'oppose ouvertement à la politique du Premier ministre et du premier secrétaire.

Le Parti socialiste perd sur sa gauche, en même temps il perd sur sa droite. Les Verts, vote composite s'il en est, constituent notamment un électorat de centre-droit. De « centre ville », précisait Pierre Mauroy en commentant avec mauvaise humeur les résultats du premier tour à Lille. Une partie de l'électorat du premier tour vote contre le P.S., le P.C., pour une meilleure qualité de vie, et, au second tour une partie de cet électorat se reporte... à droite. Rappelons que Brice Lalonde a été le premier ministre Vert, sous Mitterrand et Rocard... Il est aujourd'hui élu de droite. Pas d'incompatibilité. À cet égard, la conquête, au premier tour, de la capitale du Cadre Noir, Saumur, par un

Vert en dit plus que toutes les analyses sociologiques !

En clair, à partir du moment où Jospin affirme qu'il faut maintenir la « même politique économique » en renforçant la lutte contre l'insécurité, la messe est dite. Comme le titrait Libération, Jospin doit choisir entre « Bobo et prolo ». Le choix est fait. La gauche plurielle tiendra peut-être (?) jusqu'aux élections présidentielles, mais elle y arrivera dans le même état que Balladur à la veille du scrutin de 1995 : en loques, divisée. Les ordinateurs du ministère de l'intérieur ont rendu leur verdict. Le résultat des municipales, en projection, donne la majorité absolue à la droite aux législatives, avec huit élus communistes...

Mais cette fois, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, depuis la fin des années 20, une alternative politique est en mesure de rassembler des millions de salariés. Contre le patronat, ses partis, les gouvernements de droite ou de gauche. Pour la première fois, la défaite de la gauche capitaliste ne serait pas marquée par un recul, une défaite des salariés.

UN VOTE 100 %

ANTICAPITALISTE

Essayons d'être précis. Les dizaines de milliers d'électeurs qui ont voté pour les listes de l'extrême-gauche (présentes dans moins de 200 des 36 000 communes) l'ont fait pour signifier que le combat antigouvernemental était une absolue nécessité. Refusant dans nombre de cas de voter au second tour pour les listes de la gauche plurielle, ces électeurs ont commencé à marquer politiquement leur territoire : le piège, « votez pour nous, la gauche, même si nous ne sommes pas d'accord sur tout, sinon

vous ferez élire la droite », ne marche plus. En clair, ces électeurs savent, ont appris dans la vie et pas dans les livres, dans la pratique pas dans la théorie que privatisations, annualisation du temps de travail, refus de régulariser les sans-papiers, soutien et alignement derrière l'impérialisme US, blocage des salaires, attaques contre le service public, mise en œuvre de Maastricht sont le fait des gouvernements de droite et de gauche. Ils ne veulent ni de l'un ni de l'autre. La droite les exploite. La gauche les exploite et les trahit.

Les salariés citoyens n'ont pas voté pour une politique 100 % à gauche, mais pour une politique 100 % anti-capitaliste. Voilà ce qui rassemble opposants lutte des classes dans les syndicats, créateurs de SUD, militants d'ATTAC, animateurs des combats de tous les « sans », électeurs de l'extrême-gauche et opposants du PCF et du PS.

C'est donc avec eux, en s'adressant à eux, en dialoguant avec le bas, que peuvent s'élaborer à la fois un programme de résistance dans la lutte des classes et un projet théorique global pour construire un avenir civilisé, refonder un projet socialiste.

Aujourd'hui s'ouvre une situation politique exceptionnelle. Naturellement, elle est le produit de décennies de luttes des classes, de toute une expérience accumulée par la classe ouvrière française de 1968 en passant par 1981, 1995 et tant d'autres combats. Évidemment de la chute du Mur de Berlin, de la fin du stalinisme. Ce résultat est aussi le produit de l'existence en France d'une tradition trotskiste incarnée, pour le meilleur et le moins bon, par des organisations. Elles sont ce qu'elles sont, mais elles ont maintenu le fil de la continuité du combat révolutionnaire, internationaliste.

Naturellement ces processus qui peuvent se transformer qualitativement lors des prochains rendez-vous électoraux vont se manifester à nouveau, et essentiellement dans les luttes sociales.

Lorsque hier chez Mac Donald ou Pizza Hut, aujourd'hui à Auchan, Carrefour, les plus exploités, les précaires, ceux qui n'ont aucune garantie entrent en grève contre les 35 heures et les bas salaires, ce sont des signes sérieux de la profondeur des tensions, des explosions qui sont en gestation et qu'il faut aider à faire mûrir.

Quand ceux qui n'ont vraiment que leurs chaînes à perdre prennent ce risque, celui de faire grève, jeunes sans garanties, femmes précarisées, c'est également un signe politique. Sans ouvriérisme, c'est vers ceux-là, en bas, au sens général du terme, qu'il faut se tourner aujourd'hui.

Lionel Jospin a dû interrompre ses voyages « de soutien » lors de la campagne électorale car les manifestations d'ouvriers de l'usine JOB, d'infirmières, de paysans, étaient (selon ses conseillers) insupportables sur le plan de la communication.

Dans ces conditions, le plus probable, c'est que dans les mois qui viennent, le premier ministre ne pourra voyager en France qu'en voiture blindée...

Naturellement, cet article ne prétend pas être exhaustif. Écrit rapidement quelques jours après le second tour, il rend compte avec probablement trop peu de précision, de nuances, des premiers débats menés au Comité de rédaction de Carré rouge. S'agissant de la comparaison entre ce que nous avons analysé dans le supplément consacré aux élections municipales et la réalité, le consensus s'est établi sur un point : nous

nous sommes trompés en considérant que la division de l'extrême-gauche, le sectarisme de LO répondant à la politique de soutien critique de la LCR à la gauche plurielle, consacrerait une « occasion gâchée ». C'est faux. Malgré cette division, malgré le refus de dénoncer clairement la gauche capitaliste au gouvernement, des dizaines de milliers de salariés ont voté, appuyé les listes d'extrême-gauche. C'est le signe que le mouvement réel de radicalisation, de mûrissement politique est beaucoup plus profond que nous ne le pensions. Il est temps d'en tirer collectivement les conclusions. Aujourd'hui, si simplement dans chaque commune où ces listes étaient présentes, les militants convoquaient les électeurs et tous ceux qui le souhaitent à se réunir, à débattre, à préparer en bas, dans les communes, les entreprises, par la libre et fraternelle discussion, les futurs combats sociaux et politiques, bien des problèmes, progressivement, trouveraient naturellement leurs solutions. Si nous pensons que dans l'année qui vient, il conviendrait d'organiser des États Généraux de ces centaines de milliers de salariés, chômeurs, jeunes, d'avant-garde au sens large du terme (sans oublier les travailleurs immigrés) nous savons par expérience qu'il est peu probable à ce stade que les directions des organisations en prennent l'initiative. Essayons, si c'est possible, par en bas. Ce ne sera ni du temps perdu, ni de l'énergie gaspillée. Chacun d'entre nous a les moyens politiques de faire preuve d'audace.

Premier « atelier de travail théorique collectif » sur

la question de la démocratie

A la fin de la réunion du 30 septembre 2000, les participants ont décidé d'organiser des « ateliers de travail théorique collectifs », dont le but serait de contribuer à la reconstruction d'une perspective stratégique révolutionnaire en prenant les « têtes de chapitre » proposées par le document mis en discussion le 30 septembre (voir Carré Rouge n° 16-17). Il a été décidé de commencer par la question de la démocratie. Celle-ci a de très nombreuses facettes. Elle englobe l'organisation de la société dans le cadre du « socialisme » ou du « communisme » ; les structures et les formes de relations du nouveau parti anti-capitaliste des salariés qu'il est nécessaire de construire ; la revendication d'une représentation politique contrôlable et d'une participation effective à des décisions économiques et sociales, dont les salariés qui sont aussi des « citoyens » sont radicalement exclus aujourd'hui.

C'est surtout sous ce troisième angle, celui des enjeux politiques actuels de la démocratie, du « déficit démocratique » et de la « crise de légitimité du politique », que le premier « atelier », qui s'est tenu à l'AGECA le 9 décembre 2000, a abordé la question. Nous ne sommes pas équipés pour faire des comptes-rendus complets de discussions comme celles-ci. Nous pouvons seulement publier les interventions dont les auteurs nous ont fait parvenir le texte. C'est ce que nous faisons ici.

Aujourd'hui, comme hier, il faut chercher à intervenir à partir « des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux », ainsi que Marx et Engels l'ont fait à l'époque du Manifeste du Parti Communiste. Dire que la question de la démocratie acquiert une dimension stratégique, c'est dire qu'elle commence à surgir de processus sociaux majeurs, des contradictions qui sont engendrées par le capitalisme et des résistances sociales et des prises de conscience « subjectives » individuelles que celui-ci suscite

La démocratie comme question politique stratégique immédiate

Dans son entretien avec Carré Rouge (voir le n°15-16), Jacques Texier nous invite à apprécier la portée d'un texte d'Engels de 1895, écrit tout à fait à la fin de sa vie, rappelant aux révolutionnaires que « là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pourquoi elles interviennent avec leur corps et avec leur vie ». Des questions relatives à différentes dimensions de la démocratie sont l'un des terrains où cette compréhension se développe et pourrait très vite se développer encore plus. On observe la montée du souci des salariés de connaître des institutions et des rapports politiques qui soient susceptibles de leur garantir la capacité réelle de participer aux décisions collectives, de peser

vraiment sur les choix décisifs qui déterminent au niveau politique et « économique » (l'usage fait des moyens de production) leurs propres conditions d'existence, l'avenir de leurs enfants et celui de la société comme un tout.

LA PORTÉE DE « L'IDÉE-
MOT D'ORDRE »,
« UN AUTRE MONDE
EST POSSIBLE »

La vie sociale est devenue si inextricablement mêlée au capitalisme qu'il paraît difficile à la très grande majorité des gens, y compris ceux qui subissent l'exploitation et l'oppression le plus durement, de penser qu'il puisse en être autrement. Il faut donc prendre toute la mesure de ce que représente l'émergence d'un mouvement se structurant autour du mot

d'ordre « un autre monde est possible ».

Autant il faut avoir conscience des très grandes ambiguïtés qui marquent le mouvement pour une « autre mondialisation » (elles sont à la fois inhérentes à un tel mouvement et voulues par certains des courants qui l'ont lancé), autant il faut comprendre où se situe l'essentiel. Des dizaines et des dizaines de milliers de jeunes et de salariés, dans plusieurs pays capitalistes anciens, n'acceptent pas le verdict de « l'horizon indépassable du capitalisme », célébré par François Furet. Ils ont conscience de ne pas être seuls et ils recherchent avec les exploités et les opprimés des pays sous domination impérialiste (les « pays en développement », sièges des « marchés émergents ») des liens ne relevant pas de l'action humanitaire, mais de l'action politique sur des objectifs communs. C'est le sens de l'enthousiasme avec lequel le rassemblement de Porto Alegre se prépare, même si les fils de l'événement sont entre les mains de gens qui ne pensent généralement pas comme eux. Dans des cadres associatifs multiples, la conviction de ces jeunes et de ces salariés qu'un « autre monde » doit être possible se fortifie dans les discussions qu'ils ont entre eux.

Ces discussions incluent des questions « techniques », les sujets en négociation à l'OMC, la taxe Tobin, les paradis fiscaux, etc. Ceux qui les mènent annoncent ne plus accepter que « l'histoire soit faite par les spécialistes de métiers : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes », pour reprendre les termes de Trotski à la première page de L'Histoire de la révolution russe (la liste qu'il donne est aisée à mettre à jour). Ces jeunes et ces sa-

lariés cherchent de cette façon à « faire irruption dans l'arène politique », là où se décide normalement sans eux « le cours des événements historiques ». Ils le font de façon souvent maladroite parce que, la plupart du temps, ils sont encore isolés de la masse des ouvriers et des salariés, en raison d'obstacles d'organisation, de pensée et de langage hérités du passé, souvent sagement entretenus par ce qui reste des appareils politiques et syndicaux historiques de la classe ouvrière.

Dans la plupart des cas, les associations qui se saisissent des « affaires de la Cité » naissent par rapport à un sujet ou à une question assez circonscrite en apparence — l'organisation et la défense des chômeurs du fait de la défaillance des syndicats (AC!), la défense des sans-logis et des sans-papiers (DAL et Droits Devant), la question du Sida (ActUp), la Taxe Tobin et l'OMC (ATTAC et la CCOMC), etc. Elles ont en commun de se saisir de problèmes qui ont débordé très vite les limites du terrain initial et de requérir des solutions relevant de l'exercice du pouvoir politique. Ces associations voient donc réapparaître dans leurs débats, souvent très vite, les grands clivages qui sont ceux de toute action politique de fond : les solutions doivent-elles être recherchées dans les limites de la « société-telle-qu'elle-est », ou impliquent-elles inévitablement un combat à caractère anti-capitaliste ; faut-il taire cet anti-capitalisme ou l'explicitier ; faut-il rechercher des contacts et nouer des relations avec le personnel politique de la « gauche plurielle », au risque de se transformer en annexe du PS et de finir comme SOS Racisme, ou faut-il défendre de façon aussi claire et conséquen-

te que possible son indépendance politique et organisationnelle. Notre principale responsabilité est de contribuer à fortifier la volonté d'indépendance et de nourrir théoriquement les aspirations anti-capitalistes.

L'AFFAIBLISSEMENT

DE L'ETAT COMME

INSTRUMENT

DE DOMINATION

POLITIQUE « LÉGITIME »

L'autre grand élément qui donne à la question de la démocratie un caractère stratégique, ce sont les changements dans les formes dans lesquelles la bourgeoisie assure sa domination sociale. C'est la domination du capital sur le travail qui vertèbre cette domination, mais la bourgeoisie a recours à d'autres mécanismes et institutions. C'est ici qu'il y a eu des changements dont il faut apprécier la portée politique considérable.

Au niveau le plus profond, la domination du capital sur le travail est logée dans la formation et dans l'existence mêmes du prolétariat, c'est-à-dire des hommes et des femmes, devenus la majorité de la population, qui sont obligés de vendre leur force de travail. Sur ce plan la domination s'exerce à l'aide des deux mécanismes institutionnalisés qui « disciplinent » le prolétariat, l'ensemble des salariés au travail : celui du « marché du travail » et de la hantise d'être mis au chômage, jeté dans l'armée industrielle de réserve, mis au rebus ; celui de la fêrle patronale quotidienne sur le lieu de travail dont le but est de maximiser le rendement du travail qu'il a acheté, extraire le maximum de plus-value.

La violence de l'Etat est nécessaire

pour que cette forme fondamentale de domination puisse d'abord émerger (il faut relire les chapitres sur l'accumulation primitive du Livre I du Capital où Marx rappelle tout le temps le rôle de l'Etat) et ensuite se perpétuer. L'Etat a toujours mis et mettra toujours au service du capital, chaque fois qu'il le faut, les moyens de répression fondés sur l'usage « légal » de la violence, la police, les tribunaux et, dans les cas extrêmes, le recours à l'armée. Ces moyens ont eu et auront plus que jamais comme fonction de réimposer le respect total de ces deux mécanismes chaque fois que les prolétaires se rebellent, ou même qu'ils entreprennent des actions pouvant annoncer une révolte future, ne fût-ce qu'en formant des piquets de grève et en recourant à des moyens traduisant une forte détermination à défendre leurs revendications.

Nous sortons d'une longue période au cours de laquelle il a pu sembler que ce n'était pas le rôle essentiel joué par l'Etat. Pour des raisons relevant d'une fétichisation ancienne de l'Etat par l'aile sociale-démocrate du mouvement ouvrier, mais aussi pour des causes tenant au cours pris par les crises du capitalisme et par la lutte des classes pendant le XX^e siècle, l'importance du rôle joué par l'Etat comme mécanisme de domination a été obscurcie.

Le premier grand élément à jouer dans ce sens a été l'Etat social ou l'Etat-providence. Son émergence a été simultanément l'expression d'avancées sociales, produites par de très grands combats de classe, et un élargissement de l'action de l'Etat au service du capital au-delà de la seule activité répressive. Depuis la crise de 1929 et la Seconde Guerre mondiale et du fait de leurs conséquences, l'Etat est venu porter main-

forte, de façon décisive, au mouvement de mise en valeur du capital. L'Etat a pris en charge, sur la base de la fiscalité et de l'emprunt public, le financement d'intrants clefs de la production, l'énergie, les transports, les communications et l'éducation de la main d'œuvre. Le secteur public a pu sembler préfigurer une appropriation sociale authentique, encore que tout ait été fait au niveau de ses modes de gestion pour l'occulter. Il demeure qu'en tout état de cause, le secteur public a été l'un des piliers de l'accumulation capitaliste et qu'il a eu aussi une fonction de légitimation politique. Le secteur public a contribué à faire oublier l'action répressive de l'Etat.

Mais il y a plus. Dans les pays capitalistes avancés, l'Etat a pu paraître aux yeux d'une fraction importante de la classe ouvrière et du salariat, à la suite des lois votées en 1936 et en 1945-46, comme étant également un instrument de « domestication » du capital « externe » aux rapports de production, capable de « réguler » le capitalisme et d'en atténuer les « mauvais côtés ». Tout le poids politique du PCF et de la CGT comme de la social-démocratie a joué dans ce sens. L'Etat a même été présenté et perçu par beaucoup d'ouvriers et de salariés comme étant le garant des institutions qui ont codifié des conquêtes sociales, mais ont surtout traduit l'état des relations entre le capital et le travail, notamment celles relatives au salaire socialisé (retraites, protection santé et assurances chômage).

C'est dans cet élément, et là seulement, que le jeu politique de la démocratie parlementaire bourgeoise a puisé pendant une période sa « légitimité » : dans cette capacité que l'Etat a semblé posséder de pouvoir « réguler » le capitalisme, au moins

un peu, et de contribuer aussi à rééquilibrer un petit peu les rapports de force des salariés face au patronat. C'est parce que le PCF et le PS ont paru démontrer, au moins un peu, leur capacité à œuvrer dans ce sens que les salariés, en dépit de toutes les « déceptions », ont continué longtemps à se considérer comme étant politiquement représentés par leurs « partis ouvriers traditionnels ». L'ordre de cette « adhésion » toute relative à ces deux partis a changé précisément au moment où le PCF a rompu en 1977-78 l'accord électoral autour du Programme commun auquel son électorat et une large partie de ses membres croyaient.

UNE TENTATIVE POUR DOMINER PAR LE FÉTICHISME DE LA MARCHANDISE ET DE L'ARGENT

Aujourd'hui, nous sommes engagés dans une situation où les mécanismes et institutions qui ont jeté un voile sur le rôle de l'Etat comme défenseur sans fard de la propriété privée des moyens de production et d'échange, et qui ont en tout cas fortement atténué les réflexes des salariés et des opprimés de le considérer avant tout sous cet angle, sont en crise et sont en train de se défaire. A l'origine de cette situation, il y a la libéralisation et la déréglementation économiques et la « mondialisation du capital » qui en est résultée. C'est le capital lui-même qui nourrit la « crise de légitimité du politique », ou encore de la « crise de la république », dont les « affaires » et leur début très limité de débouché judiciaire, sont, non pas une cause, mais un indice et une conséquence.

Mais le sentiment que la société connaît un « déficit démocratique » important et croissant n'aurait pas une telle force sans la « nouvelle mue » ou la nouvelle trahison du réformisme social-démocrate et des courants staliniens repentis.

Aujourd'hui, on est face à des processus où le « politique » tend à être relégué (et accepte de l'être) à un rôle où sa principale tâche est d'assurer convenablement (pour les possédants, s'entend) la mise en œuvre des fonctions « sécuritaires » de l'Etat. Ce processus est alimenté en permanence par les formes prises par le mouvement général de l'accumulation capitaliste, sur le plan de sa centralisation et de sa concentration, comme sur celui de l'aire géopolitique et des modes de sa valorisation. Le processus de relégation du « politique » est aussi directement affecté, notamment dans ses rythmes, par les stratégies que les dirigeants institutionnels du patronat ont décidé d'adopter. Le capital financier estime que dans la mondialisation, et compte tenu des fusions et des alliances internationales qu'il est obligé de nouer, il a moins et peut-être plus besoin d'un secteur public dans son pays d'origine. Ses composantes les plus complètement financières en exigent le démantèlement et la vente en Bourse, morceau par morceau, des grandes entreprises du secteur nationalisé et du secteur public. Le capital financier voit les dépenses publiques d'enseignement et de santé comme de pures charges et veut voir leurs parties rentables transformées en marchés pour le capital privé. Les deux fonctions attendues de l'Etat sont d'accélérer son propre « désengagement » au profit du capital privé et d'assurer mieux qu'il ne le fait la défense de l'ordre établi par

la force.

L'arrogance du capital financier a été renforcée, au long des dernières décennies, par la facilité avec laquelle il a pu jouer du dernier grand mécanisme de domination, dont il n'a pas encore été question, celui qui joue sur l'imaginaire pour interioriser la soumission au monde bourgeois. Pour dominer les salariés et les exploités, ce mécanisme mobilise les ressorts du fétichisme de la marchandise et de l'argent, l'argent « magique », celui qui semble se multiplier en Bourse comme les pains bibliques. Les médias en sont le pivot, pas seulement en tant que plates-formes de moyens techniques, mais en tant que producteurs de thèmes d'aliénation et d'adhésion « volontaire » à la servitude du capital. S'y ajoute le rôle qu'ils jouent en collaboration extrêmement étroite avec les grands Etats, l'OTAN et les appareils militaires pour imposer la légitimation de la guerre impérialiste, comme en Irak et en Yougoslavie.

Le capital financier pense que les rapports de force entre lui, les syndicats et les salariés sont totalement en sa faveur. En France, le MEDEF ne fait plus mystère de vouloir mettre fin aux concessions qui ont dû être faites aux travailleurs par le patronat à une autre époque. Dans les autres pays de l'Union européenne comme en Suisse, il n'en va pas autrement. Le capital financier pense avoir une tâche relativement facile. Sa « divine surprise » a été d'avoir trouvé dans ce processus des alliés politiques inattendus, souvent beaucoup plus déterminés et fiables que les partis traditionnels de la bourgeoisie. Ces alliés sont les partis sociaux-démocrates et les partis ex-staliniens convertis au social-libéralisme, le PDS italien de

d'Alema, aussi bien que le PCF de Robert Hue. Le personnel dirigeant de ces partis est acquis à la mondialisation contemporaine à un degré très souvent bien plus fort que celui des partis traditionnels de la bourgeoisie. Cette alliance, ce soutien de ces partis au capital financier, ne font qu'accentuer la « crise de légitimité du politique » et donner à la question de la démocratie un contenu radical.

LA RECHERCHE D'ISSUES

À LA PERTE DE PRISE

SUR LE POLITIQUE

EST EN COURS

La possibilité stratégique de renouveler les conditions d'un combat anticapitaliste radical, ouvrant vers une prise de conscience révolutionnaire de larges masses, ne prend pas seulement appui sur le mouvement du capital et la mutation social-libérale de la social-démocratie. Elle prend appui aussi, et même surtout, sur des processus qui sont nés au sein des salariés et des opprimés. Ces processus sont à l'heure actuelle surtout perceptibles chez ceux que nous nommons à Carré Rouge « les militants », en donnant à ce terme un sens large et pour l'instant le plus souvent non-partidaire et même non-syndiqué. Mais dans les moments de lutte, les processus se manifestent dans une couche bien plus large de salariés.

Pas à pas, les salariés, les chômeurs, les opprimés, ont acquis la conscience à la fois de ne plus être représentés politiquement et d'être mis en demeure par les « partis de gauche » autant que par ceux de « droite » de se « moderniser », de « s'adapter à la mondialisation », de « s'adapter aux nouvelles technologies

». Ils constatent que les députés qu'ils élisent votent des lois qui sont contraires au mandat qu'ils ont brigué et qu'ils se refusent à se rebeller contre les directions de leurs partis. Ils constatent que, quelle que soit la pression exercée, Lionel Jospin et la gauche plurielle gouvernent au compte de la « nouvelle modernité », et ils voient que leurs chefs de file se font les apôtres de la NetEconomy. Ce qu'il y a de nouveau et de décisif, c'est que ce constat n'a pas provoqué chez eux un état de prostration. Le mouvement de l'hiver 1995 a sans doute été très important à cet égard.

La prise de conscience de perte de prise sur le politique et d'absence de représentation a provoqué plusieurs types de réponses. Aucune n'est figée. Elles sont souvent clairement contradictoires les unes par rapport aux autres. Sur le plan proprement électoral, la prise de conscience de ne plus avoir de représentation politique débouche dans l'immédiat sur toute une gamme de positions. Elles incluent l'abstention totale et le refus de voter au second tour pour le PS-MDC et le PCF de Robert Hue, mais aussi le vote, de plus en plus fréquent, pour les listes de Lutte Ouvrière et/ou de la LCR, éventuellement du PT, qui n'est pas un vote simplement « protestataire ». Sur le plan de l'action politique au sens original de volonté de se mêler des « affaires de la Cité », il y a l'adhésion massive aux associations nées au cours des années 90 à l'échelle nationale (et pas simplement locale) sur des questions « sociales », notamment à la suite des grandes grèves de l'hiver 1995. Enfin, il y a dans les grèves les assemblées souveraines, ainsi que les formes d'organisation originales, qui peuvent

naître au plan local d'une jonction avec les syndicats sur des revendications « classiques ». Les expressions les plus significatives sont celles qui ont émergé lors de jonctions parents-enseignants dans la grève des collèges de Seine-Saint Denis, puis dans celles du Gard et de l'Hérault.

La grande nouveauté de ce qui a fleuri au cours des grandes grèves de l'automne-hiver 1995 et depuis (en 1995, cela a commencé à être exprimé dans les assemblées générales et certains comités de quartier), c'est la façon nouvelle dont la question de la démocratie se pose ; elle peut donc être formulée par une pensée révolutionnaire renouvelée. C'est l'esprit de la Charte d'Amiens de fondation de la CGT qu'il faut retrouver. Il est celui de l'exigence des producteurs associés (ou des producteurs et des « usagers » associés) de récupérer la maîtrise des moyens de production, de communication et d'échange qui ont été accumulés grâce à leur intelligence et à leur travail. Certains la nomment « citoyenne ». Nous l'appellerons sociale, ou plus exactement encore collective.

L'enjeu le plus immédiat de la démocratie est double. Défendre la souveraineté des assemblées de grévistes et des comités de grève élus dans les mouvements revendicatifs. Dire en toute clarté, chaque fois qu'on le peut, que le contrôle de l'organisation du travail, de l'emploi des moyens de travail en vue de la satisfaction des besoins sociaux urgents, comme de l'organisation des échanges commerciaux entre les peuples, suppose qu'on cesse de considérer la question des formes de propriété des moyens de production, de communication et d'échange comme une question tabou, une

question que la faillite et l'effondrement de la propriété d'Etat, collectivisée de façon bureaucratique ou stalinisée, auraient réglée une fois pour toutes.

C'est là le sens de la contribution que Charles-André Udry, Claude Serfati et moi avons faite à la rencontre internationale de La Villette et à la préparation des rassemblements de Porto Alegre et de Zurich.

Il est frappant qu'aujourd'hui les forces sociales intéressées à des changements socio-économiques radicaux porteurs de libération ne considèrent pas la question de la démocratie comme une question en quelque sorte secondaire ou d'une portée limitée. Il semble bien qu'il y ait à ce sujet une évolution profonde par rapport à ce qui était pensé antérieurement, et il semble bien aussi que ce changement d'attitude soit lié à une prise en compte des échecs subis au cours du XX^e siècle par le mouvement ouvrier.

Sur l'actualité de la question démocratique*

L'EXPÉRIENCE DES RÉVOLUTIONS DU XXE SIECLE

Le mouvement ouvrier a été marqué depuis longtemps, sinon depuis toujours, par une division en deux ailes dont l'une seulement s'appelait révolutionnaire. Cette division s'est fortement accentuée au XX^e siècle. L'aile révolutionnaire ne rejetait pas la question de la démocratie. Elle prétendait même avoir à ce sujet un programme institutionnel aboutissant à une forme de démocratie nouvelle, infiniment plus démocratique que la plus démocratique des républiques « bourgeoises ». Mais l'essentiel était tout de même le choix de la révolution, c'est-à-dire la nécessité du recours à la violence pour mettre à bas le pouvoir de la bourgeoisie et du capital. Le texte le plus célèbre à cet égard est L'Etat et la Révolution de Lénine qui affirme que le passage au

socialisme ne saurait s'accomplir que par la violence, et que telle est l'essence du marxisme à ce sujet.

En liaison avec ce premier point concernant la violence, on en trouvait un second qui semblait lui aussi formuler un réquisit fondamental : l'exigence d'une période transitoire de dictature du prolétariat. À la vérité, tout le monde sait bien que ce concept présent dans l'œuvre de Marx et repris par Lénine était un concept sophistiqué. Il s'agissait de la dictature d'une classe tout entière et non d'un gouvernement. Bien loin d'exclure la réalisation d'une démocratie de type socialiste, ce concept l'impliquait nécessairement. L'idée de dictature était liée au concept d'Etat de classe. Un Etat est un instrument de domination ou de dictature d'une classe sur une (ou plu-

* Les intertitres sont de la rédaction de Car-

sieurs) autre (s) classe (s). Le concept était moins un concept politique qu'un concept en quelque sorte scientifique.

Malheureusement, dans la réalité effective, la dictature a été celle d'un parti unique, d'un appareil, voire celle d'un homme (c'était un trait du stalinisme) et le concept de Marx, qui énonçait sans doute des choses raisonnables quant aux conditions sine qua non de la réalisation du socialisme, est devenu un concept tout à fait vulgaire, synonyme d'absence de démocratie et de liberté. Le patrimoine théorique du marxisme y a gagné un nouveau concept. C'est la critique du « substitutisme » élaboré par le jeune Trotski au début du XX^e siècle dans sa polémique contre les positions de Lénine sur le parti (voir encadré), avant qu'il ne soit bolchevik et qu'il ne mette lui-même en pratique le dit substitutisme après la révolution d'Octobre.

Les expériences du XX^e siècle et les échecs subis par les premières grandes tentatives d'abattre le capitalisme ont conduit à penser que la question de la démocratie était vraiment une question cruciale. Si le capitalisme et la bourgeoisie l'ont emporté, c'est sans doute en rapport avec l'impressionnante efficacité de son système économique, mais c'est aussi parce que la bourgeoisie a, dans l'ensemble, pu maintenir des formes d'exercice du pouvoir qu'on pourrait appeler libéral-démocratique, pour signifier qu'il s'agit de formes d'Etat qui n'ont jamais mis en cause radicalement la domination du capital, tout en fonctionnant selon les principes du suffrage universel et de la souveraineté populaire. Cela suppose de sa part une grande capacité à la conquête de l'hégémonie et doit nous conduire à nous interroger sur la façon dont elle a maintenu cette

LA CRITIQUE DU « SUBSTITUTISME POLITIQUE » DANS NOS TACHES POLITIQUES.

« S'efforçant alors d'élever le débat jusqu'au régime même de la "dictature du prolétariat" et entreprenant de répondre aux gens de l'Oural sur les causes de la défaite de la Commune de Paris, Trotski écrit :

“ Si nous imaginons quelque peu les tâches colossales (non pas les tâches d'organisation, les problèmes de conspiration, mais les tâches socio-économiques et socio-politiques) que met en avant la dictature du prolétariat, ouvrant une nouvelle période historique ; si, en d'autres termes, la dictature du prolétariat n'est pas pour nous une phrase creuse, qui couronne notre "orthodoxie" formelle dans les luttes à l'intérieur du parti, mais une notion plus vivante, qui découle de l'analyse de la lutte sociale toujours plus large et plus aiguë du prolétariat contre la bourgeoisie, alors nous ne tirons pas comme les Ouraliens la conclusion stupide que la Commune a échoué faute de dictateur, alors que nous ne l'accusons pas d'avoir comporté "trop de disputes et trop peu d'action" et nous ne lui recommandons pas, a posteriori, d'éliminer les disputeurs (les intrigants, les désorganiseurs, les adversaires malveillants) par la "dissolution" et la "privation des droits". Les tâches du nouveau régime sont si complexes qu'elles ne pourront être résolues que par la compétition entre différentes méthodes de construction économique et politique, que par de longues "discussions", que par la lutte systématique, lutte non seulement du monde socialiste avec le monde capitaliste, mais aussi lutte des divers courants et des diverses tendances à l'intérieur du socialisme : courants qui ne manqueront pas d'apparaître inévitablement dès que la dictature du prolétariat posera par dizaines, par centaines, de nouveaux problèmes, insolubles à l'avance. [...] La classe ouvrière [...] devra absolument à l'époque de sa dictature —comme il le faut maintenant— nettoyer sa conscience des fausses théories, des modes de pensée bourgeois, et expulser de ses rangs les phraseurs politiques et tous ceux dont les catégories de pensée sont surannées. Mais on ne peut opérer une substitution de cette tâche complexe en mettant au-dessus du prolétariat un groupe bien sélectionné de personnes ou, mieux, une seule personne nantie du droit de dissoudre et de dégrader. [...] La Commune justement [...] a montré que la seule base pour une politique sociale non aventuriste ne peut être que le prolétariat autonome, et non une classe à laquelle on insuffle un "état d'esprit" en faveur d'une organisation forte et puissante au-dessus d'elle. ”

Trotski est ainsi sans doute le seul socialiste au monde à se préoccuper à cette date des problèmes de la future "dictature du prolétariat"... qu'il aura l'occasion d'explorer plus concrètement quelques années plus tard. »

P. Broué, Trotski, Fayard 1988

hégémonie, en particulier durant la période qui commence avec l'écrasement militaire du nazi-fascisme.

UNE CONFIGURATION

INATTENDUE : L'ETAT

PROVIDENCE

Ici se pose à nous une question qui

me semble avoir été soulevée par François Chesnais dans son intervention : celle de savoir comment nous analysons ce que l'on a appelé en France l'Etat-Providence, mais qui s'appelait en Grande Bretagne le Welfare State et plus généralement l'Etat social. Le XX^e siècle n'a pas connu que des dictatures fascistes ou des dictatures de type « sovié-

tique » (vous noterez les guillemets). Il a connu également le Welfare State. Et il faut croire que ce n'était pas une petite affaire puisque les deux dernières décennies du siècle ont été occupées par une lutte acharnée de la bourgeoisie pour reprendre ce qu'elle avait dû concéder en 1945-46 et pour abattre les conquêtes de toutes sortes qui ont été institutionnalisées par ce type d'Etat.

Ce n'est qu'après-coup que nous nous interrogeons sur la nature de ce type d'Etat, car il faut bien dire qu'à l'époque de sa mise en place et de sa plus grande vitalité, non seulement les partis de la IV^e Internationale, mais aussi les partis dits communistes, affichaient le plus souvent un grand mépris pour ces institutions qui n'étaient manifestement pas la réalisation du socialisme et auxquels avaient contribué dans un certain nombre de pays les partis socialistes et social-démocrates. Je dis « le plus souvent » car les choses sont assez complexes : la IV^e Internationale, au nom du Front Unique, et les partis communistes, au nom du Front Populaire, n'ont jamais exclu par principe des collaborations politiques avec l'aile réformiste. Les partis se réclamant d'une transformation radicale de la société n'ont jamais fait une croix sur les partis réformistes, étant donné les masses importantes qui leur accordent leur confiance et étant donné également que la masse des salariés ne croit à ses chances politiques que lorsque les partis qui la représentent réalisent leur unité, ou au minimum une forme de coopération. Il est vrai que cette question se pose toujours sous des formes nouvelles, mais elle s'est posée constamment, tout au long du XX^e siècle et cela particulièrement depuis le troisième et le quatrième congrès de l'Internationale Communiste.

C'est la question la plus complexe qui se pose et qui s'est toujours posée au mouvement ouvrier. Et, on ne gagne vraiment rien à la rendre plus simple qu'elle ne l'est, et encore moins à vouloir s'en débarrasser. L'hétérogénéité du mouvement ouvrier et socialiste lui est en quelque sorte consubstantielle. Trotski l'a théorisée clairement en 1936 dans La Révolution trahie en en tirant les conséquences sur la nécessité du pluralisme politique soviétique. Ce n'est pas ce point de vue qui a triomphé, mais celui dû par une pulsion simplificatrice et liquidatrice de l'hétérogénéité.

Aujourd'hui encore, dans beaucoup d'analyses visant à établir un bilan du XX^e siècle, il est question du « double échec de l'expérience soviétique et de l'expérience social-démocrate ». C'est une ritournelle que les communistes du PCF adorent fredonner quelle que soit leur tendance. Pour exprimer les dangers de dégénérescence qui guettent ce parti, les opposants au groupe dirigeant actuel disent qu'il tend à se social-démocratiser. S'agit-il bien de la menace réelle ? À mon avis, le soutenir, c'est se tromper d'époque. Il ne reste plus grand-chose de la social-démocratie, sauf une capacité de résistance non négligeable dans certains courants des partis social-démocrates ou socialistes, et la vérité c'est que nous sommes confrontés au danger d'une social-libéralisation, c'est-à-dire à une adaptation du néo-libéralisme aux partis et aux pays où les conquêtes sociales de l'époque antérieure sont encore farouchement défendues.

Pour revenir sur cette question de la nature de l'Etat-Providence, je renverrais volontiers aux analyses d'Hayek, qui est un bon connaisseur en ces matières. Hayek a toujours

soutenu l'idée que les institutions du Welfare State étaient anti-libérales, c'est-à-dire au fond, pour lui, déjà anti-capitalistes. Avec ces mesures « régulationnistes » nous étions déjà engagés sur « la route de la servitude », celle où la liberté du capital est déjà mise en cause, avant d'arriver à la servitude proprement dite qui est la fin du capital.

LA « RÉGULATION DU CAPITAL » PEUT ETRE COMPRISE DE DIFFÉRENTES

Cette question nous conduit à un deuxième problème, celui du « régulationnisme ». Les porte-paroles du parti socialiste présents à la Rencontre de la Villette définissaient encore un programme régulationniste (assez vague en vérité) pour se situer par rapport à la mondialisation financière du capital. En face d'eux, il n'y avait guère qu'un certain nombre de porte-paroles de l'extrême-gauche (dont ceux de Carré Rouge) qui définissaient plus radicalement un programme de socialisation. J'en ai été personnellement fort satisfait parce que je crois qu'il est fondamental qu'une expression authentique de la pensée socialiste-communiste se fasse entendre dans ces débats.

Mais je voudrais développer quelque peu ma pensée au sujet des mesures régulationnistes. Il faut savoir ce que l'on entend par là : le mot est polysémique. Mais en ce qui concerne notre problème, il a au minimum deux sens qu'il faut bien distinguer, car ils correspondent à des formes bien différentes d'intervention de l'Etat. Disons tout d'abord que l'Etat intervient toujours, il est toujours pré-

sent et actif et il définit les règles du jeu. Il y a en ce sens une régulation juridique du marché. Elle est celle que Hayek a également fort bien définie et qui débouche sur un programme de politique économique néo-libérale. Ce programme est foncièrement « dérégulationniste », c'est-à-dire qu'il liquide tout ce qui est une entrave à la liberté des capitaux, il démantèle tout ce qui n'est pas libre jeu de la concurrence, de la propriété privée et de la recherche du profit. Si on s'imagine encore que l'Etat libéral d'aujourd'hui est un Etat séparé qui n'intervient pas, comme dans le chef-d'œuvre d'Adam Smith, il est temps d'apprendre que nous avons changé de siècle et que si les libéraux continuent à tenir ce discours, nous devons savoir faire la différence entre l'idéologie et la réalité. Il y a des politiques néo-libérales et donc l'Etat néo-libéral intervient pour le capital et contre les forces sociales du travail. « Déréguler » n'est qu'une certaine façon de réguler.

Mais il y a un deuxième sens du mot « régulationnisme » et il faut avoir les idées claires à ce sujet si l'on ne veut pas se tromper d'ennemi. Le Welfare State est une forme de régulation du capital qui était pour l'essentiel favorable aux classes laborieuses. On peut pour le percevoir étudier soigneusement le rapport salarial. Les institutions du Welfare State n'ont certes pas supprimé le rapport capital-travail, mais elles l'ont profondément modifié en démarchandisant partiellement la force de travail. Cela a été une chose énorme, tout à fait révolutionnaire et elle reste un obstacle que le capital n'a toujours pas détruit. J'ai plaisir à entendre Bernard Friot sur ce point (je suis loin de partager par ailleurs toutes ses idées) lorsqu'il entreprend de faire réfléchir un auditoire sur ce que si-

gnifie, par exemple, le système des retraites.

Le Medef sur ce point a les idées aussi claires que Hayek. Donc, selon moi, nous devons, d'une part, maintenir en vie ou plutôt réactiver le discours de la socialisation, parce que ce discours altertatif clarificateur doit être présent à tous les esprits ; mais nous devons savoir ne pas opposer toujours réforme et révolution et comprendre que des mesures « régulationnistes » qui limitent la liberté du capital sont des mesures qui vont dans le bon sens et qui peuvent même caractériser l'amorce d'une transition. La taxe Tobin est exemplaire à cet égard. Pourquoi a-t-elle cette signification exemplaire ? Parce qu'à travers elle tout le monde comprend que le problème est de savoir si, en dehors de mesures qui conduiraient à l'anéantissement du capital, nous pouvons en prendre d'autres qui le juguleraient ne serait-ce que partiellement.

Enfin, il me paraît utile de rappeler que le terme de régulation est utilisé dans un troisième sens par des auteurs marxistes décrivant une société communiste. Par opposition à l'auto-régulation du marché, ils parlent d'une économie qui est régulée consciemment, sur la base d'une appropriation sociale qui met fin au caractère privé des activités économiques. Gramsci parlait de « società regolata » à propos du communisme.

CONTRE

LE « COMMUNISME

DE PARTAGE »,

LE COMBAT POUR

L'APPROPRIATION

SOCIALE EFFECTIVE

Le discours sur appropriation sociale

des moyens de production, de communication et d'échanges est certainement encore inaudible pour beaucoup de gens, à cause du stalinisme et de sa gestion bureaucratique d'un système économique étatisé par le recours à une violence souvent irrationnelle. Ce point de départ conduit par exemple les communistes du P.C. F. à liquider l'idée même de socialisme qu'on définit comme un système inefficace économiquement dans lequel la propriété d'Etat est la matrice du totalitarisme. Cette analyse me paraît fautive, mais il faudrait en discuter. Au socialisme, ils substituent un très évanescent « communisme du partage » où l'actionariat salarié est censé conduire à une authentique socialisation. Sur ce point on peut lire, si on veut, le livre de Robert Hue, Communisme Un nouveau projet, Stock 1999, dans lequel il utilise abondamment une communication de Lucien Sève.

La question du rôle que peut éventuellement jouer aujourd'hui la propriété sociale dans la mise au point de mesures régulationnistes contre la globalisation financière me paraît être essentielle. Il faut la discuter à fond. Nous pourrions le faire dans un atelier ultérieur. Il nous permettrait de travailler sur la position d'Engels, reprise plus tard par Trotski, sur la propriété publique comme forme de propriété permettant « d'accrocher » la solution de la socialisation.

Ayant dit cela, je voudrais terminer cette intervention en revenant sur un point capital. On pourrait l'appeler la question de la séparation ou de la non-séparation des deux faces de l'émancipation humaine. L'une de ces faces est celle de la démocratie qui est d'abord politique. L'autre est celle de la socialisation qui met fin au divorce des producteurs directs d'avec leurs moyens de production.

Ces deux aspects du discours de l'émancipation ont quelquefois été séparés dans la tradition marxiste et selon les sensibilités et les conjonctures, il arrive qu'on veuille poser la priorité d'une de ces faces. Je réaffirmerais tout d'abord la nécessité de construire un discours de la transition, sans lequel il n'y a pas vraiment de politique concrète. Puis dans le cadre de ce discours qui peut enregistrer les variations dues aux changements de conjoncture, je réaffirmerais ce qui était, si je ne me trompe, un des axes de l'intervention de François Chesnais, celui de l'unité foncière des deux faces de l'émancipation humaine.

À la fin du XX^e siècle, il ne faut pas s'étonner que le discours de la démocratie vienne en premier lieu. C'est un effet de conjoncture dont la signification profonde est qu'il n'y a pas de vraie socialisation sans démocratie. En ce sens, nous pouvons assumer cette sensibilité nouvelle. Elle ne signifie nullement que nous oublions qu'il s'agit en définitive de mettre fin au divorce des producteurs d'avec leurs moyens de production, dont Marx nous a appris qu'il est le fondement même du capital. (1)

1- Jacques Texier se réfère au document « L'avenir du "mouvement anti-mondialiste" : réflexions en vue d'en consolider les fondements théoriques » préparé par F. Chesnais, C-A. Udry et C.Serfati. Il est disponible sur envoi d'une lettre timbrée à 11francs 50 à l'adresse de Carré Rouge.

La tradition républicaine, issue de la Révolution française, a érigé dans ce pays, sans doute plus qu'ailleurs, la démocratie politique en cherchant à la présenter comme le dépassement des clivages sociaux, comme base de l'égalité citoyenne. Beaucoup de courants centrent leur combat démocratique contre les entraves mises à la réalisation de cette égalité. La citoyenneté serait le but à atteindre. Pourtant, en se fondant sur l'analyse de la Révolution française, Marx a très tôt analysé ce qui se cachait derrière la citoyenneté, derrière la République.

Le contenu politique de la République et les exigences d'un vrai pouvoir ouvrier

Dans les sociétés féodales, les droits politiques étaient strictement liés à la place sociale : la noblesse avait des droits et des pouvoirs spécifiques ; la bourgeoisie, émancipée de l'allégeance féodale, avait des droits économiques liés à sa richesse montante et à sa place dans les rapports de production ; certaines corporations avaient des droits spécifiques. La grande prouesse de l'Etat politique bourgeois, parachevé pour l'essentiel en France en 1848, fut de mettre à bas les ordres antérieurs, de proclamer l'égalité entre tous les individus, quelle que soit leur classe, et de condamner toute coalition d'un groupe social comme opposée à cette égalité individuelle des citoyens. La loi Le Chapelier qui interdisait les « coalitions », donc les syndicats, en était le symbole.

Marx a été le premier à analyser le contenu de la forme politique inventée par la bourgeoisie. « C'est seulement la Révolution française qui a

achevé la transformation des états politiques en états sociaux : elle fit des différences des états de la société civile des différences seulement sociales, des différences de la vie privée qui sont sans signification dans la vie politique. Ainsi était accomplie la différence entre la vie politique et la société civile-bourgeoise » (1). A côté de cette égalité politique — égalité politique relative, puisqu'il faudra quand même soixante-dix ans après 89 pour que tous les hommes de la métropole aient le droit de vote, et cent soixante-dix pour les femmes — il y avait donc ce que Marx appelait la société civile bourgeoise, celle qui était la réalité face à l'illusion démocratique. « De même, dit-il, que les chrétiens sont égaux dans le ciel et inégaux sur terre, les membres du peuple pris chacun dans leur singularité sont égaux dans le ciel du monde politique et inégaux dans l'existence terrestre de la société » (2).

LA RÉALITÉ DES DROITS DÉMOCRATIQUES

Pour la bourgeoisie, aujourd'hui comme hier, la démocratie politique ne concerne pas, ne doit pas concerner, les rapports de production tels qu'ils sont déterminés par la propriété privée des moyens de production. Dans le cadre de ces rapports, le prolétaire, propriétaire de sa force de travail, passe un contrat « libre » avec le capitaliste, propriétaire des moyens de production. Mais cette liberté réciproque s'arrête évidemment au moment même où il signe ce contrat, puisque celui-ci implique qu'il se soumette à l'exploitation capitaliste.

Dès lors, la vie sociale se disloque, entre le citoyen politique, maître de ses droits, et le prolétaire qui, en vendant sa force de travail, se vend lui-même pour le temps où il se soumet à son patron. Dès lors la forme politique de l'Etat doit servir à masquer cette réalité. Ainsi que Perry Anderson l'a dit dans un livre ancien, « la forme générale de l'Etat représentatif — dans une démocratie bourgeoise — est en elle-même l'arme idéologique principale du capitalisme occidental [...] Il ne s'agit pas l'acceptation de la supériorité reconnue d'une classe dirigeante, mais la croyance en l'égalité démocratique de tous les citoyens dans ce gouvernement de la nation, en d'autres termes, la négation de l'existence d'une classe dirigeante » (3). Ces éléments ne déterminent pas seulement les rapports sociaux entre individus, avec le despotisme d'usine, comme l'appelait Marx, mais au-delà, évidemment, les structures « élues démocratiquement » de l'Etat, qui n'existent et n'agissent que dans le cadre fixé par les détenteurs du pouvoir réel, les capitalistes.

L'analyse de Marx sur les rapports entre les formes d'organisation politiques et la société civile, entre les droits politiques individuels et la soumission des salariés à leurs exploiters est toujours d'actualité. La définition même du salarié telle qu'elle existe dans les livres de droit et le Code du travail reflète cette réalité : celui qui en échange d'un salaire se soumet aux ordres de son employeur. Les salariés sont soumis aux ordres de leurs employeurs, de la prise des congés à la définition des horaires en passant par les salaires, sans oublier évidemment le droit régalien sur l'embauche, les sanctions et les licenciements.

De même, les droits politiques ne peuvent s'exercer que dans la mesure où ils ne remettent pas en cause la propriété et les droits des capitalistes d'organiser non seulement la production de leur entreprise, mais de fait l'essentiel de la vie de la société.

LES ILLUSIONS QUE DES DIRECTIONS SYNDICALES CHERCHENT À NOUS FAIRE PARTAGER

Dans ce cadre, l'Etat a néanmoins pu apparaître, notamment dans les années 50 et 60 en Europe occidentale, comme un protecteur face à la férocité patronale. Et il est vrai que les droits sociaux acquis au cours du XX^e siècle y ont atténué l'exploitation, sans changer en rien la structure du pouvoir, sans modifier un tant soit peu les rapports de propriété et la situation de soumission des salariés.

Les avancées réalisées par le prolétariat, dans le partage de la valeur ajoutée, concrétisées par les parts de salaires sociaux consacrées à la santé, à la famille ou aux retraites,

ont pu apparaître comme des acquis de l'Etat, celui-ci apparaissant comme un intermédiaire régulateur des rapports de production. De même les acquis de protection des salariés inscrits dans le Code du Travail.

Mais la démocratie sociale, qui est devenue dernièrement le maître-mot du MEDEF et de la CFDT, est une locution vide de sens. La négociation collective n'est que la transcription, souvent momentanée, des rapports de force du mouvement ouvrier quant au partage de la valeur ajoutée, et les droits des comités d'entreprise (les CE) dont certains se targuent ne sont qu'un droit de « regard » sur la manière dont s'organise l'exploitation. Comme si le fait de siéger une fois par mois dans la même salle que son patron pouvait faire oublier à certains que, même avec le même costume-cravate, une frontière de classe sépare le salarié de son patron qui ne perd pas une once de son pouvoir. Enfin, l'acharnement juridique qui fait florès ces derniers temps dans le mouvement syndical, amène certains à fouiller les entrailles des jurisprudences et à croire que le Code du Travail pourrait être le crucifix brandi face au vampire patronal.

Bien sûr, les jurisprudences, le Code du travail et les CE peuvent être des armes ouvrières face au patronat, mais aucune d'entre elles ne peut remettre en cause l'exploitation, ni la soumission des salariés, ni le pouvoir absolu des capitalistes.

La contradiction entre le caractère prétendument démocratique de la république bourgeoise et la réalité du pouvoir absolu du capitalisme apparaît plus crûment que jamais dans plusieurs domaines :

▮ évidemment celui de l'entreprise, dans laquelle les intérêts patronaux ont toujours été masqués par des

obligations « objectives », techniques ou commerciales. Cette fiction se déchire souvent lorsqu'il est patent que des fermetures d'entreprises, des suppressions d'emplois ont comme seules causes les intérêts des actionnaires et le niveau de la rente financière.

■ celui de l'Etat, lorsqu'il apparaît non seulement que ses hauts fonctionnaires et ses élus accumulent le profit personnel à partir de leur charge, mais aussi quand celui-ci apparaît « incapable » de gérer la société dans l'intérêt collectif, dès lors que cela nécessiterait de contrecarrer les intérêts des capitalistes ; et enfin,

■ ces dernières années, avec le déplacement des sphères de décisions vers des institutions financières ou économiques européennes ou mondiales qui n'ont justement pas la légitimité démocratique dont se prévalent les états nationaux avec leurs systèmes représentatifs.

Les aspirations démocratiques des salariés se traduisent souvent sous la forme du souhait que « l'Etat joue son rôle », que « les technocrates de l'Union européenne ou les représentants des trusts internationaux et des investisseurs financiers étrangers ne soient pas libres de faire la loi ». Il faut y voir aujourd'hui un réel ressort de combativité, voire de subversion. Mais, pour des marxistes, la question ne peut pas être de rendre à l'Etat ses prérogatives ou d'accentuer un contrôle démocratique sur les institutions, même si des mobilisations peuvent prendre ces thèmes comme base de leurs actions.

CHANGEMENT DE FORMES DE PROPRIÉTÉ ET TRANSFORMATION DU CONTENU DU POUVOIR

La question reste évidemment celle de la propriété, et sans remise en cause de la propriété privée des moyens de production et de l'appropriation par les capitalistes du produit du travail, il ne peut y avoir de changement réel des règles de la société. Mais au-delà de la question de l'expropriation, il y a évidemment la question du contenu du pouvoir ouvrier. La base du système capitaliste est l'existence du salariat, dans laquelle les prolétaires sont soumis au pouvoir capitaliste, justifié non seulement par la propriété mais aussi par les décisions techniques des experts.

Il ne peut y avoir de remise en cause des rapports d'exploitation et avènement d'une société gérée par les producteurs eux-mêmes que si celles-ci se fondent sur l'abolition du salariat. Non pas dans le sens de l'abolition d'une forme de rémunération du travail, mais dans le sens du rapport d'aliénation inhérente à ce statut.

Dans les pays de l'Est, même après l'expropriation des capitalistes, si l'on excepte la période révolutionnaire immédiatement consécutive à la Révolution d'Octobre en Russie, il est évident que le salariat, en tant que rapport de domination, n'a jamais été remis en cause, et que la logique d'Etat excluait tout pouvoir des producteurs eux-mêmes, même si, par procuration, ils étaient censés être maîtres de l'Etat et des moyens de production.

La remise en cause réelle du capitalisme implique au contraire que les producteurs deviennent d'emblée, dans le cadre d'une propriété collective, maîtres de leurs entreprises, non seulement en ce qui concerne les conditions de travail, mais aussi dans toutes les questions liées à la production.

L'extension des droits de la démoc-

ratie politique, dans un système de délégation représentative, n'a aucun sens si ce n'est pas toute la machine de l'Etat qui est mise à bas. C'est à dire toute la logique dans laquelle « ceux qui savent », ceux qui sont censés représenter l'intérêt collectif (hauts fonctionnaires, ou dirigeants de partis) détiennent en fait le pouvoir réel. Supprimer la coupure entre l'économique et le politique implique justement que le pouvoir réel dans la société parte d'en bas, des producteurs eux-mêmes.

Tous les débats sur les moyens de combattre les dérives bureaucratiques, sur ceux de maintenir une activité et une mobilisation directe de la classe ouvrière après un renversement du capitalisme n'ont aucune utilité s'ils ne se fondent pas d'abord sur l'abolition du rapport d'aliénation dans l'entreprise et la prise de pouvoir des producteurs dans des structures de conseils.

Les réponses qui mettent en avant des systèmes de double-chambres (une structure classique, démocratisée, calquée sur le système parlementaire actuel, avec des représentants de partis ; et une chambre sociale, émanation des organisations sociales) contournent ce problème, en laissant en fait subsister un Etat, maître réel des décisions et des travailleurs, maintenus dans le rôle de salariés, coupés de la maîtrise de la production. La clef de la démocratie est donc bien l'abolition effective du salariat.

Notes

(1) Karl Marx, Critique du droit politique hégélien.

(2) Ibid.

(3) Perry Anderson, l'Etat absolutiste, Maspero, Paris, 1975.

Contribution écrite de
Régis CANTE et Roger
PATURAUD, suite à
l'intervention orale du
second

Contribution à la réflexion de l'atelier « démocratie »

L'ETAT S'EFFACE-T-IL

OU NON ?

Oui, sur certaines fonctions, comme la justice, qui prend une relative autonomie pour se constituer en une force politique cherchant à ne plus dépendre directement des hommes politiques au pouvoir. Sur celles, régaliennes (comme la banque centrale devenue européenne), la construction de l'Europe constitue la cause principale des transferts d'autorité plus que « la mondialisation économique » (dont le terme ne vaut que pour la sphère de la spéculation boursière. Les échanges économiques intra-Européens constituent 86 % du commerce mondial).

Non, il ne s'efface pas dans ses fonctions répressives, police, armée, où elles se sont accrues ou maintenues, ni en matière d'Etat-providence garant des droits, lois, statuts.

L'intervention dans les deux sphères du champ social, l'économique et le politique par la bourgeoisie, se fait de façon directe: sur le plan économique par l'élargissement de la propriété privée des moyens de productions. Sur le plan politique par son personnel politique, ses partis. La crise qui les affecte produit un relatif effacement de ceux-ci et accompagne le relatif effacement de l'Etat. La perte d'influence du gouvernement sur la sphère économique capi-

taliste s'accompagne d'une autonomisation de la Justice agissante contre les hommes politiques, Chirac, les partis, pour financement occulte, la mise en cause de dirigeants politiques comme Pinochet au Chili, Milosevic en Serbie, par l'ingérence internationale dans les petits pays. En France, l'intervention se fait en conséquence par le patronat via le Medef pour obvier à cette perte d'influence.

LA PUISSANCE SOCIALE

DU SALARIAT

Socialement, le salariat a atteint 80 % de la population active en France, la paysannerie réduite à la portion congrue de 5,5 %. Le salariat subit une profonde modification interne, le prolétariat d'industrie ne représente plus que 27 % des salariés, bien que son nombre total se soit accru : 7,1 millions de salariés. Le secteur des services, 7,7 millions de salariés, est en extension, 30 % des salariés. Il participe à la richesse sociale, il ne produit pas directement de la richesse matérielle. L'intervention du prolétariat, au sens large les salariés, se fait par la lutte directe et/ou la gestion en partenariat avec l'Etat ou les entreprises, gestion de CE par ses organisations politiques, syndicales, sociales.

Les fonctionnaires, d'une certaine fa-

çon, nous ne disons pas qu'ils se sont emparés, mais qu'ils ont investi l'Etat qui est le garant des acquits, droits sociaux, statuts. La place qu'occupe la fonction publique dans l'Etat est aussi le lieu d'intégration du personnel politique et syndical. Elle fournit la base économique de leur refus d'aller au socialisme ; ils préférèrent gérer la sphère économique d'où ils tirent leurs revenus par la place qu'ils occupent dans l'Etat. La perte de substance des partis et syndicats est aussi due à un transfert partiel de leurs fonctions à l'Etat. Le poids économique de l'Etat n'est pas mince, ses dépenses sont de 54 % du PIB à 8833 milliards de Francs. Les tentatives de son remodelage par la bourgeoisie ou par les partis qui gèrent le capitalisme se heurtent immanquablement à la mobilisation pour la défense des acquis. Cette position de forteresse assiégée répond à l'offensive de la bourgeoisie. Elle ne nous donne pas l'initiative. Cela tient à l'absence de propositions de notre part. L'inconvénient de cette position est de ne pas prendre en compte les travailleurs du privé, ceux aux petits salaires ou les exclus, les émigrés autrement que par une déclaration d'intention dans un programme. Nous n'avons pas de solution toute faite pour y remédier. Ils occupent socialement la place qu'occupaient les ouvriers dans la première moitié du siècle, l'organisation en moins. Les organiser est une voie à emprunter, de notre capacité à le faire dépend la possibilité de gagner une autorité morale et de conquérir une représentativité. La part en pourcentage des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises, en baisse, est passée à 61% en 1998. Son rattrapage passe certes par une augmentation générale des salaires, mais aussi, pour

amorcer ce rattrapage, par l'insertion salariale des chômeurs. Nous sommes pour un revenu à définir pour tous, garanti par un emploi ou une formation pour tous par bassin d'emploi. L'Etat bon marché dont parle Marx est-il possible? Il ne prenait pas en compte les secteurs de l'enseignement, des soins, des transports, des communications, les multiples services publics qui répondent à des besoins sociaux et qui participent à la richesse sociale.

DÉMOCRATIE

ET POUVOIR OUVRIER

Après la prise du pouvoir, quelle forme de démocratie donner à cette domination politique des salariés ? Pour la marche au socialisme, qui exige la démocratie économique des producteurs organisés, mais sous quelle forme ? Sommes-nous pour la gestion directe des travailleurs sur leur lieu de travail ? Cette forme met fin au despotisme d'entreprise. Ou pour la gestion indirecte, représentative, qui prend en compte les intérêts généraux du prolétariat par l'organisation nationale et internationale ? Nous pensons qu'il faudra un mélange des deux, où la musique sera décidée à l'échelle des intérêts généraux, sa mise en œuvre réalisée au niveau local, professionnel ou communal, pour l'activité citoyenne, dont la proportion de l'un et de l'autre ne peut pas être décidée hors situation. De façon générale nous sommes pour la transparence, le droit de regard et de contrôle de l'Etat ouvrier comme des entreprises. Sommes-nous pour le mandat impératif ? Il est un obstacle à la discussion qu'il clôt aussitôt commencée quand chacun énonce ses arguments. Nous sommes pour des délégués élus et révocables, mais doi-

vent-ils l'être à tout moment ou périodiquement, à dates fixées par avance ? Nous sommes pour le pluralisme, ce qui exige que l'on accepte d'être battu. Nous sommes, avec Rosa Luxemburg, pour le droit de penser autrement. La difficulté dans une période de guerre civile, et c'est ce qui s'est produit avec le parti bolchevik, est que la réfraction des positions politiques de la classe ennemie passe aussi à l'intérieur des organes de démocratie ouvrière. Il faut donc accepter d'être en minorité et remplacé. La limite, nous la fixons à la conservation de la propriété socialiste des moyens de production. Pour la démocratie politique, la bourgeoisie, lorsqu'elle n'est pas menacée, est pour la démocratie représentative (à ceci près que les parlements ne jouent qu'un rôle effacé dans l'ensemble des pays riches), et pour les libertés démocratiques mais dont les plus importantes demandent pour leur réalisation des moyens économiques qui échappent aux salariés. D'où le débat sur les libertés formelles et les libertés réelles.

La démocratie politique directe, l'assemblée générale qui décide est un formidable bélier pour la destruction de l'ordre dominant, nous nous prononçons pour ; sa possibilité ne se réalise qu'à certains moments de l'histoire et pour un temps relativement court. Pour construire, elle devient vite impuissante, à courte vue, erratique et sans continuité. C'est une des raisons de la bureaucratisation des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière : même dans les plus petites, ce sont les mêmes camarades qui doivent susciter, impulser, entraîner, organiser. Cela dit, nous sommes pour l'élection et la révocabilité des responsables à tous les niveaux. Cela suffit-il à empêcher les manipulations po-

litique par les dirigeants?

FAUT-IL SUPPRIMER

LE MARCHÉ DES LA

DU POUVOIR ?

Le marché est le lieu de la réalisation de la plus-value, il a existé avant le capitalisme, il est le lieu de son développement et aussi de ses crises. Cela suffit-il pour croire qu'il ne doit jouer aucun rôle dans le socialisme ? Trotsky, en 1936, indique que la méthode de la répartition des produits dépend plus du niveau de la technique et des ressources matérielles que de la forme de la propriété, et que pas plus que l'argent il ne peut être arbitrairement aboli, qu'il doit épuiser son rôle historique. Sa suppression autoritaire pour l'égalité parfaite est la mort de la vie politique. Pour être clair, plus que de suppression du marché (capitaliste) il convient de le remplacer par le marché socialiste. Seule façon qui garantit le choix, et non pas la distribution arbitraire. On l'a vu après la Révolution d'octobre, quand les conditions de la guerre civile ont contraint les bolcheviks à prendre des mesures de contrainte qui seront même appliquées ensuite contre la classe ouvrière, ils ne pourront, voudront plus revenir à un fonctionnement démocratique qui aurait alors abouti à leur éviction du pouvoir. Ils durent aussi, sur le plan économique, revenir à la NEP pour ranimer l'activité économique anémiée. La défaite des bolcheviks serait advenue en permettant le jeu de la démocratie ouvrière ; le prolétariat international y aurait-il gagné du temps et du sang ? Impossible de faire de l'histoire-fiction, mais finalement le bolchevisme a été défait par la forme per-

vertie du stalinisme et un coût humain énorme.

En ce qui concerne la transition au socialisme, il est remarquable que presque tout le monde n'utilise plus que le terme de socialisme, et que celui de communisme, partage égalitaire de la production dans une société de transition, ne s'utilise que vidé de son contenu économique. Le communisme est l'aspiration élémentaire des masses qui ne possèdent strictement rien ; elles sont donc pour le partage, la mise en commun des ressources. Cela devient déjà moins évident pour les pays riches, même quand on ne possède pas grand-chose. Le PCF conserve le communisme comme nom sans que cela l'empêche de participer à la gestion du capitalisme. Des camarades soulignent l'usure de certains mots par leur utilisation par le stalinisme en opposition directe avec leur sens, comme démocratie populaire, dictature du prolétariat. A propos de la dictature du prolétariat, ce concept de Marx, la forme enfin trouvée de la classe ouvrière pour s'emparer du pouvoir, assurer la volonté du plus grand nombre pour l'organisation de la société. Le terme souffre de la terrible défiguration qui lui a été infligée par le stalinisme. Son actualité ne se pose qu'à la veille d'un assaut révolutionnaire, aussi nous n'en faisons pas un point de rupture aujourd'hui avec ceux qui la récusent. Mais renoncer à ce concept, c'est renoncer à la prise du pouvoir par la classe ouvrière (acte autoritaire s'il en est, comme dit Marx) et renoncer à détruire l'Etat bourgeois existant. Historiquement, le clivage entre révolutionnaires et réformistes a toujours été fait par la position pour ou contre la dictature du prolétariat.

Les conditions historiques, économiques du socialisme sont requises

par le haut niveau de développement économique dans les pays capitalistes. Il ne manque que la volonté subjective des salariés. Cela passe par l'organisation politique des salariés sous forme de parti, par la conviction pour l'action. Il doit se déterminer et agir de façon indépendante par rapport à l'Etat et par rapport aux partis ouvriers, reconnaître le droit de tendance. Un camarade affirme le refus de tout soutien aux forces politiques au gouvernement qui gère le capitalisme. Poser le problème ainsi est sans doute nécessaire dans les milieux où coexiste la petite bourgeoisie et les militants partisans du socialisme, qui doivent ainsi se démarquer sous peine d'être assimilés à la connivence avec ces partis. Dans la classe ouvrière, nous ne craignons pas de travailler ponctuellement avec tout militant de ces partis, pour tout pas en avant, même petit, sans exiger qu'il dénonce ses dirigeants. La délimitation d'avec les dirigeants du PS pour les ouvriers est physique : nous ne fréquentons pas les mêmes lieux, les mêmes gens, nous n'avons pas les mêmes revenus et d'ailleurs ils ne veulent pas de nous. D'une façon générale nous ne renonçons pas à ce qu'on appelle communément le F.U.O., celui de Trotsky, pas de Pierre Lambert. Si la force sociale porteuse du projet de la transition au socialisme est indéniablement le salariat, avec Lénine, nous sommes pour investir dans tous les secteurs de la société sur la base idéologique du socialisme sans oublier que c'est la place que l'on occupe, la condition sociale qui déterminent la conscience.

Contribution à l'atelier sur la démocratie

Il s'agit de la première discussion d'un premier atelier. Je poserai donc les questions les plus générales et les plus consensuelles.

La première est celle de l'actualité des classiques du marxisme, à commencer par Marx et Engels. D'un côté, les classiques ne sont pas indispensables dans le sens où la discussion d'aujourd'hui est parfaitement intelligible par des jeunes, même s'ils ont une très faible connaissance des classiques. De l'autre, les classiques du marxisme sont parfaitement actuels dans le sens où, malheureusement, la question de la démocratie n'avancé pas beaucoup depuis cent cinquante ans. Le vingtième siècle voyait beaucoup de réponses négatives et peu de réponses positives.

Je ferai une seule citation de Jacques Texier, fondateur de la revue *Actuel Marx*. Toute citation est arbitraire ; quand il pose la question de l'auto gouvernement des producteurs, il rectifie immédiatement, il parle de l'auto gouvernement des citoyens-producteurs. Tout est là.

Il y a quelques années, je ne sais plus où, j'entendais et je lisais une formule selon laquelle les abstentionnistes du dimanche sont les grévistes du lundi. Le sens de cette for-

mule est très simple. Le même citoyen, producteur, prolétaire, vendeur de la force de travail, on l'appelle comme on veut, ne vote pas dans les élections politiques, car il ne voit pas la différence entre la droite et la gauche. Et le même citoyen, producteur, prolétaire, vendeur de la force de travail, quand les conditions d'exploitation sont trop insupportables, décide la grève dans son entreprise. Cela ne pose aucun problème à la majorité de la classe ouvrière, et je ne vois pas pourquoi cela nous poserait un problème.

L'abstention et la grève sont les deux formes d'expression idéales de la lutte des classes. Cela dit, l'abstention, comme réponse à la question de la démocratie politique, et la grève, comme réponse à la question de la démocratie sociale, ne suffisent pas. Il y a des questions plus difficiles. Du point de vue de la démocratie sociale, il y a la question des confédérations syndicales.

Du point de vue de la démocratie politique, les animateurs de la revue *Carré Rouge* ont raison quand ils posent, dans le dernier numéro de la revue, la question des consignes de vote pour les prochaines élections municipales.

Du point de vue de la démocratie politique, il y a la question de l'Etat et de sa nature de classe. L'Etat n'a pas de double nature, il a une et une seule nature de classe. L'Etat était et est toujours l'Etat régalien, l'armée, la police, la justice, l'instrument du maintien et de la défense de la domination de classe de la bourgeoisie.

En même temps, des dizaines d'années de lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie aboutissent aujourd'hui à l'existence d'acquis et de lois sociales. J'appellerai cela l'Etat régulier. Les capitalistes combattent en permanence contre ces acquis et lois sociales. Les citoyens, producteurs, prolétaires, ou-

vriers, démocrates de gauche combattent en permanence pour la défense de ces acquis et lois sociales. Parmi les questions plus difficiles, je citerai deux autres questions.

Il y a d'abord la question du millerandisme. Millerand, c'était il y a un siècle en 1901, dans le gouvernement de Waldeck Rousseau, le premier ministre socialiste, démocrate, ouvrier, de gauche, on appelle cela comme on veut, dans un gouvernement de droite.

Pendant un siècle, des ministres de gauche cautionnaient la politique des gouvernements de droite. L'expérience historique apporte-t-elle une réponse définitive à la question ? Condamne-t-elle définitive-

ment la participation de ministres de gauche dans des gouvernements de droite ? Y a-t-il une participation positive de ministres de gauche dans des gouvernements de droite, et si oui laquelle ?

La dernière question est celle du bilan de l'Union soviétique. De ce point de vue, je recevais une formation trotskiste et, pour moi, l'analyse trotskiste de l'Union soviétique est toujours la moins mauvaise, sinon la meilleure. Cela dit, autant à mon avis la question de la démocratie nous rapproche de Marx, autant à mon avis la question du bilan de l'Union soviétique nous en éloigne.

Il n'aura fallu que quelques jours pour que les effets politiques des résultats des élections municipales trouvent une première traduction dans la multiplication des heurts entre les salariés d'une part, les patrons et le gouvernement d'autre part, en somme dans une accélération de la lutte des classes. Le rapport n'est pas mécanique, mais il est d'une netteté surprenante. Ce numéro de Carré rouge porte la trace de cette nouvelle situation, de l'effort que les militants entreprennent pour prendre la pleine mesure de ce « tournant » (quelle que soit la prudence que nous devons manifester dans le recours à ce terme...). Les réflexions qui suivent s'inscrivent dans cet effort. Le souci de revenir à plus de précision dans la définition des objectifs historiques du mouvement des salariés et des jeunes répond à une exigence qui sourd de cette situation. Et s'il n'y a rien de nouveau à redire, avec le Manifeste de 1848, que « Dans tous ces mouvements, [Les communistes] mettent en avant la question de la propriété à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, comme la question fondamentale du mouvement », nous sommes à un moment où cela doit être réaffirmé et redémontré, tout simplement parce que, dans ce moment précis, la conscience en affleure dans l'ensemble des mouvements de classe, et que la précision devient urgente pour aider au développement de ces mouvements.

« Partage des richesses » ou « expropriation du capital » ?

Sur le site internet qu'il anime, Samuel Holder qui, dans ce numéro de Carré rouge, met en évidence les relations étroites entre le mouvement des traminots de Rouen et les résultats municipaux dans la même ville, propose une analyse extrêmement fine des modi-

fications en cours dans la conscience des travailleurs, et des responsabilités nouvelles qui en découlent pour ceux qu'il appelle les « militants d'extrême-gauche ». Ce site (voir dans la rubrique « à découvrir » en fin de numéro tout ce qu'il faut en savoir) se proposant comme un « ré-

servoir » et un réceptacle pour les militants, je me suis permis d'y puiser les extraits suivants, qui disent mieux que je ne l'aurais fait ce qui est en train de changer.

« Les mouvements des sages-femmes, avec la façon dont Kouchner a été chahuté à Rennes, et la colère qui commence à éclater chez Danone et Marks & Spencer montrent que des secteurs de la classe ouvrière commencent à se débarrasser de toute forme de respect et de soumission à l'égard des gouvernants et des patrons. Le bon droit est de leur côté. On cherche des idées mais on n'attend pas des consignes venues d'avocats politiques ou syndicaux ayant pignon sur rue et qu'on a de moins en moins envie de consulter.

S'appuyer sur le mouvement réel

Les révolutionnaires ont davantage de chance de devenir ou de redevenir marxistes dans ces conditions. Ceci est écrit sans ironie. Il était difficile de redonner des couleurs au marxisme conçu comme guide pour l'action, tant que la partie la plus combative et consciente politiquement du monde du travail attendait l'essentiel des appareils syndicaux et des partis de gauche. Le lien de confiance basé sur des préoccupations et une perception communes des principaux acteurs de la scène politique et sociale pouvait difficilement se construire. Ce socle est en train de se créer entre les révolutionnaires et bien des travailleurs.

A partir du moment où de nombreux travailleurs et jeunes ne sont plus captifs des appareils et jugent tout le monde sur pièce, ce que les révolutionnaires ont à donner et à proposer devient infiniment précieux et sera repris rapidement. Les raisons objectives d'être optimiste sont fortes. Notre inquiétude doit plutôt porter sur

le retard que les révolutionnaires prendraient à comprendre les éléments nouveaux de la situation. Cela signifie qu'on ne peut plus réfléchir à l'échelle des tâches de sa propre organisation ni même seulement de l'extrême-gauche dans son ensemble. Cela signifie ne pas sous-estimer le niveau de conscience de nombreux travailleurs. Un nouveau mouvement ouvrier se reforme sous nos yeux, formé d'hommes et de femmes mieux informés des enjeux et rétifs à être manipulés par qui que ce soit. Le fossé entre les discours et les actes leur saute aux yeux.

Ils savent que le capitalisme est un système mondial et que rien ne peut se régler dans le cadre français ni même européen. Dans leur propre entreprise, ils ont souvent affaire à des multinationales qui frappent sur tous les continents. Ils se convainquent de plus en plus au travers de dures expériences que non seulement le gouvernement ne veut rien faire en leur faveur mais qu'en fait il ne peut pas faire autre chose que de servir les intérêts des patrons et des gros actionnaires. Il serait donc lamentable de la part de l'extrême-gauche de faire croire que par nos luttes, on peut faire changer la politique du gouvernement. Non, on peut arracher des concessions plus ou moins importantes au gouvernement et au patronat mais on ne peut pas changer leur orientation fondamentale qui épouse la logique de la course mondiale aux profits. Se contenter de vitupérer contre le libéralisme du gouvernement est obsolète, nul et non avenu. Se contenter de phrases lénifiantes sur la nécessité d' "une autre répartition des richesses" ne l'est pas moins. C'est à une alternative au capitalisme que les travailleurs et les révolutionnaires ont à réfléchir, se préparer et donner consistance

au travers de toutes les luttes. »

Plus loin, sous un intertitre qui dit « Le respect de la propriété capitaliste est incompatible avec celui des êtres humains », Samuel Holder affirme :

« Même pour défendre notre emploi, notre statut ou pour défendre le droit à être soigné ou le droit des femmes à accoucher dans des conditions humaines, nous salariés serons obligés de ne pas respecter la propriété privée. Leur Bourse ou notre vie, le choix est simple.

Les salariés de Danone n'ont pas à respecter la comptabilité de leurs patrons. S'ils respectent les machines, les stocks et la matière première, si à l'avenir ils en disposent à leur guise, c'est parce qu'à bon droit, tout cela leur appartient. Ils ont créé par leur travail tous les produits Danone et dégagé des masses d'argent qui en toute logique leur reviennent. De plus en plus, les travailleurs seront amenés à chercher les moyens de se payer sur le capital pour préserver leurs conditions d'existence. Les salariés de Delphi, de Moulinex, de Danone, de Marks&Spencer, d'AOM-Air Liberté-Air Littoral peuvent se donner des garanties pour interdire les licenciements : en réquisitionnant les entreprises concernées. »

Et, dans sa conclusion, il dit ce qui est l'essence du rôle des révolutionnaires : « La spécificité des révolutionnaires consiste à démontrer, à partir de faits incontournables, qu'aucun problème humain ne peut être résolu si nous respectons la propriété des capitalistes dans quelque domaine que ce soit. »

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE,

CAUSE PREMIERE

DES TOURMENTS

DE CE MONDE

Si dans les moments comme celui dans lequel nous sommes entrés, la conscience affleure que les salariés de Danone peuvent à bon droit estimer que leur production, mais aussi les outils sur lesquels ils la réalisent leur appartiennent, si les cheminots peuvent légitimement prendre conscience qu'ils savent mieux que quiconque comment fonctionne l'outil qu'ils font tourner chaque jour, et que rien ne justifie donc qu'il ne soit pas leur propriété collective, alors il est urgent de remettre au centre de notre réflexion et de notre agitation le problème de la propriété.

Nous devons rappeler ce qui n'est pas un dogme, mais une réalité aux conséquences immédiates et quotidiennes, auxquelles rien n'échappe. Le fait qu'une automobile, par exemple, soit le produit de l'activité associée de centaines de milliers de travailleurs (depuis les concepteurs sur leurs tables à dessin jusqu'au salarié qui remplit le réservoir de carburant en bout de chaîne, en passant par les mineurs, sidérurgistes et accessoiristes) et qu'en bout de chaîne elle appartienne à un individu (ou à un groupe d'individus, actionnaires propriétaires du capital de l'entreprise automobile) est à la racine de toutes les distorsions, de tous les désordres qui accablent notre planète et l'humanité.

Le premier de ces désordres est bien entendu le « droit » accordé au détenteur de capitaux de les valoriser en cherchant par tous les moyens à extraire le maximum de profit de sa propriété et, pour ce faire, d'exploiter le plus possible ceux qui la valorisent : les prolétaires. Mais les conséquences de ce fait de « droit » ne s'arrêtent pas là. Propriétaire de ses capitaux, il en dispose librement. Et

si un secteur d'investissement ne présente plus assez de garanties d'être rentable, soit parce que le risque existe, le marché étant saturé, de ne plus réaliser la plus-value contenue dans ce qui est fabriqué (plus-value qui reste virtuelle aussi longtemps que le produit n'est pas vendu), soit parce que s'ouvre un autre secteur où la promesse de valorisation rapide du capital investi est plus juteuse, rien ne l'empêche de retirer ses capitaux de ce premier secteur pour les investir ailleurs. Ce principe essentiel de la propriété privée des capitaux, et en général des moyens de production, de communication et d'échange, nous le voyons chaque jour à l'œuvre sous nos yeux. C'est Danone qui concentre ses productions pour les rendre encore plus rentables. C'est Marks & Spencer qui rapatrie ses ventes en Grande-Bretagne pour les mêmes raisons. C'est tel détenteur de capitaux (qu'il soit un individu ou un groupe, un fonds de pension ou un spéculateur) qui exige des fermetures d'usines pour réaliser des économies d'« échelle ». Ils en ont le droit. Mais c'est aussi le « droit » de polluer, le « droit » d'exploiter un brevet que l'on a acheté, même si ce brevet est celui des remèdes anti-SIDA, et de ne pas accepter qu'une version « libre de droit » soit mise en circulation, même si cela doit permettre de sauver des millions d'êtres humains. Car le droit de propriété (sous ce vocable très général, le seul droit de propriété vraiment protégé est celui des moyens de production) est sacré, inaliénable.

Le détenteur de capitaux, fort de ce droit, dispose donc librement de sa propriété, et en fait l'usage qui lui paraît le plus profitable. Et si le profit le meilleur doit être trouvé dans la fabrication de moyens de destruction plu-

tôt que dans celle de biens destinés à la satisfaction des besoins fondamentaux de l'humanité (il fut des époques où il était plus intéressant et plus sûr, en terme de réalisation de la plus-value, de fabriquer des canons et des chars que de construire des maisons ou de produire des denrées alimentaires, et c'est toujours vrai), rien ne saurait en dissuader le capitaliste.

C'est ainsi que, loin d'être un instrument de régulation, d'ordre, la propriété privée des moyens de production est un formidable, un inépuisable instrument de désordre, d'anarchie, de perte d'énergie.

Aussi longtemps qu'un acte juridique n'annule pas celui qui accorde la propriété privée des moyens de production, pour la confier à l'ensemble des producteurs effectifs associés, cette situation perdurera. A l'extrême, la « révolution » pourrait ne consister qu'en cet acte « juridique ». Autre chose est qu'il faille pour cela affronter ceux qui, à un titre ou à un autre, s'y accrochent becs et ongles, parce qu'ils en sont les bénéficiaires. La révolution que nous voulons n'est en somme qu'un acte remettant le monde sur ses pieds, et décidant que le produit de l'activité associée des hommes appartient à ces producteurs associés.

LE « PARTAGE DES

RICHESSES »,

UN MOT D'ORDRE

ENVAHISSANT

Et cependant, c'est au moment où toute la situation met comme jamais au centre le problème de la propriété, au moment aussi et surtout où se reconstituent les conditions d'une prise de conscience à une échelle de masse de la nécessité d'aller au-delà

du capitalisme, c'est-à-dire d'opérer une rupture radicale au plan de la propriété des moyens de production, c'est à ce moment donc que surgit comme jamais, et de toute part, le mot d'ordre de « partage des richesses ». De toute part ? Oui, et des endroits les plus inattendus : ce mot d'ordre est au cœur des affiches électorales de la LCR pour les municipales ; il est scandé par les manifestants du cortège de la CNT lorsqu'il passe devant le magasin Marks & Spencer ; il fleurit dans les défilés et dans les tracts des Marches européennes contre le chômage, en même temps que dans l'ensemble des discours de toutes les composantes de la gauche plurielle. Cela mérite réflexion.

En évitant les amalgames douteux : le même mot d'ordre sert tantôt à recouvrir d'un voile apparemment généreux une denrée avariée, tantôt ne fait que traduire ces imprécisions, ces petites facilités de langage, dont nous pensons précisément qu'aujourd'hui elles doivent être clairement débattues entre nous et éliminées de nos modes de pensée.

Dans le premier cas, il s'agit d'apaiser les souffrances des victimes les plus brutalement atteintes, dans un cadre général de pensée qui emprunte à la charité chrétienne ses principes essentiels : respect de l'ordre établi (c'est-à-dire, fondamentalement de la propriété privée), onguent sur les plaies, promesses de récompenses dans l'au-delà. Dans sa variante actuelle, celle de la très brutale mondialisation du capital, cela donne la politique de « brancardage social », tâche essentielle dévolue aux États, en alternance, et selon les besoins, avec les tâches traditionnelles des États bourgeois de matraquage pur et simple des

pauvres qui, à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières, feraient peser une menace sur la propriété privée. Dans cette acception, le « partage des richesses » est décliné en « équité » opposée à l'« égalité », revêt les oripeaux des « coups de pouce au SMIC et aux minima sociaux », en se gardant d'ailleurs bien d'en imposer la charge aux patrons, mais en faisant appel à la fiscalité « redistributive ». Ce partage des richesses s'entend dans le cadre intangible du respect du caractère « sacré » de la propriété privée (des moyens de production, bien entendu).

Les initiateurs des Marches européennes contre le chômage ne s'inscrivent pas dans le cadre de cette filiation. Mais dans un souci d'unanimité qui les anime sans cesse, ils tendent à s'aligner sur les organisations caritatives d'inspiration chrétienne, très nombreuses à s'être engouffrées dans ce cadre, et ils en adoptent la logique implacable. Le mot d'ordre qu'ils ont fini par adopter de « revenu minimum » a récemment été quantifié en « % du PIB de chaque pays »... En ne proposant pas aux millions de chômeurs européens d'exiger « toute la moisson du monde entier », comme le disait Louise Michel, ils sont condamnés à n'espérer que des miettes. C'est l'essence même du mot d'ordre de « partage des richesses ».

Pourtant, de loin en loin, le cercle des militants investis dans ces Marches et dans toute une série d'associations qui agissent sur tel ou tel problème précis n'étant pas illimité, par une sorte de capillarité insidieuse, ce mot d'ordre pollue tous les discours. Il surgit, nous l'avons dit, sur les affiches électorales et dans les défilés, jusque dans les plates-formes des syndicats « alternatifs ».

Et lorsque, dans le cours d'une discussion, il nous arrive de le critiquer et de rappeler que beaucoup de ces militants ont commencé leur engagement politique sous la bannière de l'expropriation du capital, la remarque est balayée négligemment d'un « Bon, mais c'est la même chose ! C'est simplement une forme plus "populaire" pour le dire. Mais on est bien sûr d'accord, tu le sais bien ! »

Au risque d'être rabat-joie, empêché de marcher ensemble ou, pire, considéré comme un « puriste », il me semble essentiel de répéter que ce n'est pas du tout la même chose. Et que loin d'être une finesse académique, cette précision est, aujourd'hui peut-être plus qu'hier, de la plus grande importance. La distance entre « partage des richesses » et « expropriation du capital » est la même que celle qui sépare l'affirmation selon laquelle les salariés de Danone sont fondés à revendiquer la propriété collective de ce qu'ils ont créé et de ce qu'ils fabriquent (et l'exigence politique qui en découle de réquisition de l'entreprise) d'une part, et d'autre part, les simagrées auxquelles se livrent les ministres de la gauche capitaliste et les dirigeants syndicaux (ou les maires de « gauche » qui évincent les Danettes des cantines scolaires de leur commune !) dans le but de « limiter les dégâts » ou, comme chez Marks & Spencer, de s'assurer que les licenciements se feront selon les canons des lois bourgeoises. Dans un cas, on propose aux salariés de s'engager dans un combat dont les objectifs et les difficultés sont lucidement exposés. Dans l'autre, on les « amuse », on les promène... et on les fait perdre.

Jean-Pierre Page est l'un des animateurs du regroupement de militants du PCF « Nous assumons nos responsabilités », qui diffusent aussi du matériel politique sous le nom de Rouge Vifs !. Jean-Pierre Page a été membre de la Commission exécutive de la CGT et responsable international de la confédération, jusqu'au Congrès de Strasbourg (1999). De même, il a été membre du Comité national du PCF. Dans cette instance, il s'est opposé à la position de « soutien critique » donnée par le PCF à la guerre des puissances de l'OTAN contre la Yougoslavie. Cela lui a valu d'être éliminé du Comité national au congrès de Martigues (juin 2000).

Jean-Pierre Page a participé au rassemblement de Porto Alegre en janvier, non comme membre de l'une des délégations françaises, mais comme l'invité du Comité d'organisation du Forum Social Mondial. Les enseignements qu'il présente sont d'autant plus intéressants que peu de réflexions de ce type ont été publiées. Un motif d'étonnement des militants d'ATTAC, qui ont beaucoup investi dans la préparation de Porto Alegre, est même d'avoir reçu fort peu de rapports et d'analyses sur ce qui s'est passé.

Après Porto Alegre, réflexion sur quelques enjeux majeurs

On entend dire depuis fin janvier, qu'après Porto Alegre, « rien ne sera plus tout à fait comme avant ». C'est exact. Le Forum Social Mondial a, en effet, constitué un événement, dont la portée bouleverse la donne de la mobilisation internationale contre l'ordre et les règles des sociétés transnationales et des institutions financières. Mais faut expliquer de quelle façon cette appréciation doit

être comprise.

LE PIEGE QUI A ÉTÉ

DÉJOUÉ

Avant, et surtout depuis les manifestations de Seattle, puis de Washington, de Genève et de Prague, la contestation de la mondialisation capitaliste a pris de l'ampleur, rassemblant dans une grande diversité des

centaines d'organisations, des dizaines de milliers de manifestants, jeunes pour la plupart, portant souvent des exigences fortes et radicales à l'égard de l'OMC, du FMI/Banque Mondiale, ou du G7. D'aucuns pouvaient donc s'imaginer que Porto Alegre allait déboucher, presque mécaniquement, sur la mise en place d'une sorte d'Etat-major mondial. Celui-ci deviendrait, au nom de l'anti-libéralisme, un nouveau « centre », revendiquant l'orientation et l'organisation du mouvement, porte-parole exclusif et, pourquoi pas, nouvel interlocuteur au nom de la société civile de futures négociations internationales. Il n'en a rien été et il faut s'en féliciter.

Certes, un mouvement mondial d'un type nouveau a émergé et existe. C'est d'ailleurs pour cela qu'il est devenu un enjeu. Son formidable potentiel réside dans sa capacité à s'assumer souverainement à travers l'expression de son pluralisme et de son indépendance. Celle-ci se forge non par décret, mais à partir d'une expérience tirée du foisonnement de luttes concrètes, depuis le terrain, le cadre national articulé souvent avec des réseaux internationaux. Cette réalité, incontestable, a donné au Forum social de Porto Alegre tout à la fois sa cohésion, son dynamisme, sa capacité d'adaptation. Loin d'être corseté, entravé, le mouvement doit être mis en position de se développer de façon autonome et d'être capable ainsi de résister aux visées hégémoniques que certaines organisations pourraient être tentées d'entretenir. Ce serait surtout le cas de celles qui pour l'essentiel déploient leurs activités en Amérique du Nord ou en Europe.

Contrepoint du Forum de Davos, qui est le rassemblement annuel des « global leaders », le Forum social

mondial de Porto Alegre s'est voulu l'expression « d'un autre monde possible ». Prenant appui dans la ville et l'Etat (Rio Grande do Sul) administrés par le Parti des Travailleurs de mandat en mandat, et où s'élabore le budget participatif, cette expérience de gestion démocratique originale à laquelle participe directement près de 300 000 citoyens, le Forum social a contribué à renforcer l'esprit de résistance contre la mondialisation capitaliste. Inimaginable il y a quelques années encore, ce rassemblement fort de 5 000 délégués représentant près d'un millier d'organisations associées (ONG, syndicats, organisations paysannes, etc.), de 117 pays débattant dans 400 ateliers, de 700 représentants des communautés Indiennes, de 2 000 journalistes et d'un forum inter-parlementaire de 350 élus plaidant en faveur « d'une souveraineté démocratique et populaire », avait quelque chose d'inédit.

QUELLES PRIORITÉS

LE MOUVEMENT

QUI A ÉMÉRGÉ ?

On pourrait, bien sûr, se satisfaire de ce seul constat, tout comme de la décision de tenir un nouveau forum en 2002 ... à Porto Alegre, et d'organiser une série de différents rendez-vous de luttes au long des prochains mois, qu'il s'agisse du « Sommet des Amériques » de G.W. Bush à Québec en avril, du G8 à Gênes en juillet 2001, de l'Assemblée Générale du FMI et de la Banque Mondiale en octobre à Washington, et enfin du prochain Round de négociations de l'OMC à Doha (Qatar). Ce serait une erreur. Si importante qu'il soit de réussir ces manifestations face à une répression politique et policière qui

va se durcir brutalement, force est de dire que l'essentiel n'est pas là. Et de poser la question : arrivé au point où nous sommes, l'effort principal ne doit-il pas être porté sur le contenu, la perspective, le débouché politique ?

Après Porto Alegre, il y a évidemment un risque qu'il ne faut pas se cacher : celui de voir ce mouvement s'orienter en fonction de chants de sirènes qui souhaiteraient, au nom de la place à accorder dorénavant à « la société civile », revendiquer une participation, même modeste, aux côtés « des décideurs ». L'ambition affichée serait alors de contribuer au ripolinage du système international, d'aller dans la voie d'un capitalisme à visage humain. D'ailleurs, à Davos, comme dans de nombreuses institutions internationales, ou encore au sein de plusieurs gouvernements occidentaux, notamment européens, on ne fait pas mystère de récupérer toutes ces bonnes volontés qui s'expriment en faveur d'une mondialisation responsable. Jean-Marie Meissier, PDG de Vivendi, s'est proposé pour financer des ONG. En cela, il suit l'exemple de certains groupes industriels et financiers britanniques ou allemands. Ainsi, sur le modèle américain, crédits publics ou privés pourraient servir à déléguer en faveur de programmes permettant de soigner à la marge toute la misère du monde.

QUELLES ALTERNATIVES

À LA MONDIALISATION

CAPITALISTE ?

A Porto Alegre, il a été beaucoup question d'alternatives. Qu'en a-t-il été vraiment ? Il y a eu le rappel de quelques grands principes comme celui de l'annulation de la dette, de la

lutte contre les OGM, de la défense de l'environnement et de la préservation des ressources, de même que le rappel des analyses et thèmes de campagne sur le rôle de marchés financiers et l'action des multinationales. Mais pour l'essentiel, on ne saurait considérer qu'une véritable avancée fut faite pour dégager des objectifs qui s'attaquent à la logique de domination du capital. Tel n'était pas sans doute un objectif souhaitable dans ce premier Forum social, tant la diversité des approches était grande et leur respect incontournable. Toutefois, on ne saurait considérer l'action contre la mondialisation capitaliste, indépendamment d'une analyse des choix stratégiques faits par les différentes composantes du capital et de la manière de les contrer. Après la bataille contre l'Accord multilatéral sur l'investissement, un espace de confrontation et de débat, de réflexion, s'est ouvert.

Comme on l'a vu à Seattle, des rapports de force peuvent se créer et prendre appui sur des luttes multiples contre les privatisations, contre les nouvelles réglementations coercitives qu'entend mettre en place l'OMC, sur la notion de propriété intellectuelle, actuellement garantie par des brevets, qui, par exemple, interdisent l'accès aux nouvelles technologies de santé. Ainsi, la mobilisation sociale a contribué à ce que plusieurs Etats adoptent une attitude de résistance. L'affaire des médicaments génériques, qui donne lieu à une action en justice contre l'Afrique du sud de 39 sociétés de la pharmacie, ou encore la plainte des USA auprès de l'OMC contre le Brésil, est révélatrice.

Pour autant, il s'agit d'être lucide sur la situation qui va se développer, compte tenu de l'aiguïssement des contradictions à l'échelle mondiale.

On pourrait en multiplier les exemples récents, à commencer par la décision de non-ratification des Accords de Kyoto par Bush Jr., malgré les limites mêmes du compromis que ces accords représentent. La décision témoigne d'une volonté farouche d'imposer au nom des intérêts du « big business » et par tous les moyens, fût-ce par la force, comme on l'a vu en Yougoslavie, l'hégémonie du capital. Les stratèges du capital veulent déréglementer pour re-réglementer, afin de contribuer à la mise en place durable du nouvel ordre impérialiste sous leadership Américain. Tel est l'objectif qui domine l'agenda des relations internationales et qui bénéficie de la participation active des gouvernements des pays de l'Union européenne.

Dans ces conditions, et face à une situation dont les développements ne peuvent être marqués que par de nouvelles conflictualités, il importe que les progressistes interviennent pour contribuer aux clarifications nécessaires, à l'élaboration de projets et de stratégies conséquents. C'est le cas, tout particulièrement pour ceux, révolutionnaires, qui situent leur projet politique dans une perspective de transformation sociale, c'est-à-dire, de rupture radicale avec l'ordre capitaliste existant.

Cela est d'autant plus urgent et indispensable que l'accélération du processus de mondialisation n'est pas étrangère aux perspectives d'une récession économique et financière, qui est partout à l'ordre du jour ! L'Europe prévoit ses révisions à la baisse, l'état de santé des banques américaines et japonaises inquiète les autorités monétaires, les Bourses plongent et, pour parler comme beaucoup, « la croissance mondiale tringue ». Ainsi qu'on le voit avec Dannon et Marks & Spencer, partout la

compétition s'accroît. Derrière de molles protestations, les concentrations et les fusions sont encouragées avec leur train de restructurations et de licenciements. En même temps, la criminalité financière et la corruption prennent une nouvelle ampleur. Et pour les salariés, le prix à payer demeure : pauvreté, chômage, flexibilité, mal-vivre. Ainsi, près d'un quart de la population mondiale se trouve aujourd'hui marginalisé par rapport à toute activité économique. Dans ces conditions, quand la pensée unique et la dictature des règles du marché cherchent à s'imposer de façon aussi brutale, faut-il différer ou faut-il au contraire provoquer les confrontations idéologiques et politiques ?

Contradictoirement, la mondialisation voulue par les entreprises, les fonds de placement, les institutions financières et les Etats les plus riches, ainsi que la surexploitation des peuples et des matières premières qu'elle comporte, semble de nouveau favoriser le besoin élémentaire et primordial des exploités et des opprimés de se défendre, de s'unir. Cela n'a évidemment rien de spontané, mais conduit toutefois à faire que des exigences nouvelles s'expriment et que commence à prendre corps la contestation d'un système qui subordonne l'humain, le social, l'environnement, la culture aux règles du marché.

ET LES CENTRALES

SYNDICALES ?

Force est de souligner la faiblesse de la représentation syndicale à Porto Alegre. Et, par conséquent, le caractère inquiétant de la faiblesse de la contribution syndicale aux débats. Celle-ci se réduit à soutenir la mise en place de normes, quand

cela n'est pas la mise en oeuvre de la prétendue « clause sociale ». L'objectif promu par les syndicats des pays riches ne semble pas faire recette parmi les travailleurs, et il fait surtout l'objet d'une opposition résolue de la part d'un grand nombre de syndicats du Sud. Voir l'idée d'un partenariat OMC-OIT défendue par des partenaires aussi inattendus que l'Administration américaine, l'Union européenne, mais aussi par de nombreux syndicats occidentaux, n'est pas ce que l'on souhaiterait voir en termes de solidarité ouvrière internationale. S'opposer au travail des enfants dans les pays pauvres, au travail carcéral lorsqu'il est fait en Chine, mais se taire sur le fait qu'aux Etats Unis, l'industrie pénitentiaire est devenue florissante pour Boeing, Microsoft, Texas Instruments, Kentucky Fried Chicken, et d'autres, qui tirent de juteux bénéfices de l'exploitation des condamnés dans les prisons, conduit à un travestissement de la réalité dans le vain espoir que ce type de protectionnisme serve à protéger des emplois. Cette absence ou, au mieux, cette pauvreté de stratégie syndicale, est également révélatrice d'une certaine forme d'impuissance au moment où les stratégies des sociétés transnationales appellent des luttes nationales fortes et coordonnées, articulées avec un réseau de coopération et de solidarité à l'échelle mondiale. Cette faiblesse met en évidence le besoin de déployer des efforts pour permettre aux travailleurs de prendre leur place dans la lutte contre la mondialisation capitaliste. Il s'agit là d'un enjeu prioritaire pour tous ceux et toutes celles qui veulent donner un sens conséquent à toute démarche internationaliste.

Il y a donc là une bataille à mener au risque, si cela était perdu de vue, de conduire le mouvement et les luttes à l'échec. Cette responsabilité est bien sûr celle des syndicalistes, mais pas uniquement. Un véritable travail de ré-évaluation des objectifs et de redéfinition des perspectives doit être engagé pour donner aux travailleurs la place qui doit être la leur dans la conduite des luttes et, donc, dans la confrontation avec le système dominant.

À l'exception des partis de la gauche brésilienne, peu de forces politiques étaient présentes hors une importante représentation parlementaire, ce qui, d'une certaine façon, peut également en dire long sur une conception qui entend réduire à cette seule dimension le rôle du politique. Par rapport à cette représentation parlementaire, il faut noter la présence de Jean-Pierre Chevènement, de deux ministres du gouvernement Jospin (Vert et PRG), ainsi que d'une délégation de la LCR et d'une autre du PCF. Celle-ci s'est d'ailleurs distinguée par une contribution conçue à l'aune de sa participation au gouvernement Jospin.

On a donc eu droit de la part du PCF à une contribution prônant « le partage équitable des richesses et des pouvoirs », consensuelle au point de soutenir « un développement durable, solidaire et partenaire » sans l'ombre d'une critique à l'égard de la politique française. Comment en aurait-il été autrement ? Pour la direction du PCF, il s'agit de « corriger les excès du capitalisme », de limiter le désordre, de souhaiter une régulation permettant au fond une mondialisation moins brutale. Cette approche est ainsi en tout point fidèle à celle que défend un Lionel Jospin partisan « d'une

économie de marché, mais pas d'une société de marché ». En fait, cette fausse bonne conscience entend faire l'impasse sur le fait que la mondialisation est avant tout la manifestation d'une hégémonie de classe, d'une suprématie qu'il faut qualifier d'impérialiste.

NE LEURRER NI

SOI-MEME, NI LES

AUTRES :

OUVRIR UN VRAI DÉBAT

Le débat sur le contenu des objectifs à opposer aux tenants de la mondialisation capitaliste est déjà relancé avec la perspective de la réunion interministérielle de l'OMC à Doha (Qatar) en novembre 2001. On sait qu'à cette occasion, les pays riches, et notamment les Etats-Unis, cherchent de façon pressante un accord sur le commerce des services (AGCS), dont on sait les conséquences, en particulier, sur la santé et l'éducation. C'est pourquoi on ne peut être qu'inquiet quand certains, comme José Bové, en viennent à revendiquer l'ouverture d'un « dialogue » entre la supposée société civile et l'OMC. Faut-il, comme il le suggère « négocier » ou plutôt confronter l'institution elle-même ? Faut-il accepter le moindre mal au nom du fait qu'une régulation internationale faite par l'OMC serait préférable aux « prétentions dominatrices des Etats Unis » ? N'est-ce pas se leurrer et leurrer tous ceux qui veulent agir contre la globalisation que de laisser accrédi-ter l'idée que l'OMC et, pourquoi pas, le FMI ou la Banque Mondiale, seraient un cadre neutre dépourvu de rapport de forces, où le poids des puissants serait égal à celui des plus faibles ? Suivre de telles intentions, n'est-ce pas prendre le risque de conduire

l'action de ceux qui manifestaient à Seattle et à Porto Alegre à l'inefficacité et à une bien dangereuse impasse ?

C'est pourquoi, les peuples, les travailleurs, les jeunes, leurs organisations, ont plus que jamais besoin d'internationaliser leurs luttes, d'articuler celles-ci entre elles depuis leurs lieux de travail, leurs villages, jusqu'à l'échelle mondiale, en se coordonnant dans les groupes multinationaux à travers leurs syndicats, comme à travers les communautés paysannes, indigènes... Il s'agit, en effet, de construire et de multiplier les réseaux, les contre-pouvoirs, face aux institutions supranationales, aux institutions financières, aux puissances qui s'arrogent le droit unilatéral de décider pour le monde. Il s'agit de se donner les moyens d'un vaste débat contribuant à clarifier les enjeux et d'un même pas la stratégie. Un tel débat, et les travaux qu'il comporterait, aiderait à dessiner les contours d'une société capable de mettre l'ensemble des ressources productives du monde au service des besoins et des aspirations des habitants de la planète.

Par conséquent, ce qui est décisif dans cette situation nouvelle, et Porto Alegre l'a montré, c'est que l'internationalisme ne saurait se réduire à une pétition de principe, à une aspiration morale. Il doit se concrétiser en terme d'engagements précis, de comportements conséquents, et cela depuis les réalités nationales, économiques, sociales et politiques, auxquelles tous sont confrontés. Il s'agit de se doter d'un programme et d'une pratique sociale effectivement internationaliste de façon à affaiblir les positions du capital, à commencer dans son propre pays, si l'on veut prétendre avancer vers des succès globaux et continentaux. La

solidarité internationale n'a d'intérêt que si elle peut contribuer à la mise en mouvement des travailleurs et des peuples, à la réalisation de leurs objectifs propres.

Cela renvoie aux orientations, priorités et méthodes, comme aux moyens et formes d'organisation dont dispose le mouvement ouvrier international s'il veut prétendre peser sur les politiques mises en œuvre par les entreprises, les institutions et les gouvernements. Il existe un champ formidable d'intervention ! Porto Alegre a, de ce point de vue, contribué à donner un sens à un internationalisme véritable.

Claude Serfati vient de publier un livre, *La mondialisation armée, Le déséquilibre de la terreur*, Collection La Discorde, Editions Textuel, qui porte sur différentes dimensions de la question de la guerre et des armements en ce début de XXI^e siècle. L'analyse de la politique stratégique et militaire des Etats-Unis y occupe une place centrale. Les Etats-Unis sont le pivot de la mondialisation du capital. Ils sont aussi les premiers bénéficiaires des gigantesques ponctions de matières premières et de ponctions financières rentières qui la caractérisent. Les documents américains sur lesquels Claude Serfati a travaillé ne laissent aucun doute sur le sens de leur domination militaire et sur leur volonté de l'exercer sans partage.

Les Etats-Unis et leur doctrine militaire de domination impérialiste au début du XXI^e siècle

Le Congrès américain a fait le constat suivant : au cours de la décennie quatre-vingt-dix, les forces armées sont intervenues hors de leur territoire plus fréquemment (60 interventions) qu'au cours de toute la période 1945-1990 (un peu moins de 50 interventions). Pour ne mentionner que la période très récente, l'Administration a organisé des opérations militaires sans aucun mandat de l'ONU, par exemple le bombardement de l'Irak en décembre 1998, avec le Royaume-Uni. Ou encore, après l'attentat à la bombe de l'ambassade de Nairobi (Kenya) en août 1998, Clinton a commandé le bombardement de l'Afgha-

nistan et d'une fabrique de médicaments à Khartoum (Soudan) au motif que cette usine fabriquait des armes chimiques. Un an après, dans l'indifférence générale, l'Administration reconnaissait qu'elle s'était « trompée » sur cette usine de Khartoum (voir *International Herald Tribune*, 28 octobre 1999) .

Pendant la même période très récente, les Etats-Unis se sont également dispensés du respect des traités internationaux, qu'ils les aient ou non signés. Citons la décision du Congrès américain de ne pas ratifier la convention de 1997 qui interdit l'usage de mines antipersonnel, le traité d'interdiction totale des essais

nucléaires (CTBT), la décision de renforcer le programme de défense anti-missile (NMD, National Missile Defense), un programme qui tient compte en les actualisant des recherches menées dans le cadre du programme d'Initiative de défense stratégique. La poursuite de ce programme est en violation ouverte avec l'accord sur les missiles anti-balistiques (ABM, 1972). Ce traité, qui constitue l'un des piliers majeurs des régimes de contrôle des armes nucléaires, interdit aux parties de construire des systèmes de défense contre les attaques stratégiques et limite fortement le développement et le déploiement de missiles de défense.

Tout cela ne s'est pas fait sans un cadre de théorie stratégique. Bien au contraire, à la fin de la décennie quatre-vingt-dix, plusieurs commissions se sont attelées à redéfinir la sécurité nationale à l'heure de la mondialisation. La « Commission sur les intérêts nationaux américains » a publié un rapport en juin 2000 (1). Elle incluait des membres influents du Congrès, des économistes réputés (Paul Krugman) et Condeleeza Rice, qui depuis a été nommée conseillère à la sécurité nationale dans l'Administration de G.W. Bush.

Etablir une doctrine en matière d'interventions militaires qui soit adaptée à l'ère de la mondialisation nécessite de définir ce que sont les intérêts américains, où se trouvent ses enjeux de sécurité. Comment définir la sécurité ? Dans le cadre du capitalisme, l'insécurité ne concerne jamais celle que subissent les salariés et la famille, confrontés aux « plans sociaux » des entreprises et à la violence du chômage. La sécurité intérieure ne signifie rien d'autre que la protection de la propriété privée, et la sécurité extérieure la protection du

territoire contre une invasion extérieure.

Le rapport insiste sur le fait qu'il faut établir une hiérarchie des intérêts nationaux américains, en distinguant ceux qui sont « vitaux », « très importants », et « moins importants ou secondaires ». Il souligne en effet qu'il faut en finir avec l'illusion que les Etats-Unis, parce qu'ils sont la seule superpuissance, peuvent intervenir partout dans le monde. Ainsi, consciente des controverses que cela peut produire, la Commission déclare néanmoins que la prévention de génocides (tels que celui au Rwanda en 1994) ne saurait constituer un « objectif vital » pour les Etats-Unis. Ce n'est pas uniquement une déclaration pour l'avenir, mais une justification de ce qui s'est passé : l'Administration avait été alertée par les africanistes du Département d'Etat et du Conseil national de sécurité du génocide qui était en fait planifié depuis des mois, sinon des années.

LA DÉFENSE DE LA GLOBALISATION, INTÉRÊT VITAL DES ETATS-UNIS

Le rapport a établi une liste restreinte d'objectifs vitaux. Il énumère bien entendu les menaces militaires proprement dites de type nucléaire, chimique et bactériologique contre les Etats-Unis et les forces situées dans le monde. Il poursuit en précisant que « parce qu'elle est la plus grande économie dans le monde et parce qu'ils en sont les principaux bénéficiaires », la défense de la globalisation doit figurer parmi les intérêts vitaux des États-Unis, ceux pour la défense desquels les armées américaines devraient prioritairement in-

tervenir. C'est ce qu'a expliqué sans fard Thomas Friedman, l'un des journalistes les plus influents, éditorialiste au New York Times, « l'agent le plus puissant pour contraindre les autres pays à ouvrir leurs marchés au libre-échange et à l'investissement étranger c'est l'oncle Sam, et à l'ère de la globalisation les forces armées situées partout sur le globe maintiennent ces marchés et les voies de communications maritimes ouvertes comme la marine britannique le faisait pour l'ère de la globalisation au dix-neuvième siècle [...] En vérité, Mc Donald ne peut prospérer sans Mc Donnell Douglas, l'entreprise qui a conçu l'avion de combat F-15 de l'armée de l'air car le marché ne fonctionne et ne s'épanouit qu'à la condition que les droits de propriété soient garantis et protégés, ce qui exige un cadre politique lui-même adossé à la force militaire » (2).

Par défense de la globalisation, le rapport du Congrès entend le « maintien de la stabilité et de la viabilité des systèmes globaux majeurs que sont les réseaux commerciaux, financiers, de transports et d'énergie, l'environnement ». Dans d'autres rapports, des membres de premier rang de l'appareil militaire américain expliquent que la globalisation de nombreux systèmes (ressources, énergie, capital, technologie, données et connaissances mais aussi les infrastructures qui permettent leur diffusion ainsi que les institutions qui les réglementent) sont de plus en plus déterminants pour les pays, et d'abord pour les démocraties de l'Atlantique nord (sic). La globalisation modifie donc radicalement les approches traditionnelles de la sécurité. En conséquence, alors que depuis des siècles, la sécurité d'une nation signifiait l'inviolabilité de son territoire, elle signifie désormais la via-

bilité (le bon fonctionnement) de ces systèmes globaux (3). En somme, ces experts proposent de généraliser, y compris à la protection des marchés financiers, le droit à l'intervention militaire que les États-Unis ont toujours pratiqué lorsqu'ils ont considéré que la protection de leurs réseaux d'énergie (le pétrole) était en cause. C'est également ce programme qu'ils ont défini pour l'OTAN.

**EN AFRIQUE, PRIVATISER
LA GUERRE,
POUR EN RENDRE LE
« FARDEAU » MOINS
LOURD**

Plus haut, il a été question de la priorité peu élevée de l'Afrique pour le Congrès américain. Les experts que nous venons de citer sont lucides. Ils ne sont pas payés pour faire de l'idéologie, annoncer la bonne parole de « l'utopie néo-libérale », mais pour réfléchir sur la défense de la propriété privée et du monopole de la richesse. Ils n'ont donc aucun mal à reconnaître le caractère « inégal et incomplet du processus de globalisation » (4). Leurs priorités immédiates sont en Amérique hispanique et lusophone, où l'ALENA et peut-être bientôt la Zone de libre échange pan-américaine mettent ce processus « inégal et incomplet » avec son cortège de menaces, à la porte même des États-Unis. Ailleurs, il faut se « dégager du fardeau ». C'est notamment le cas de l'Afrique où le fiasco de l'intervention au Soudan a laissé de très mauvais souvenirs.

Les États africains ne sont plus des colonies, mais leur « indépendance » ne constitue une gêne ni pour les anciens pays colonisateurs, ni pour le capital privé en quête d'investisse-

ments ou de placements financiers. L'existence d'appareils d'États fragiles, qu'ils soient vertébrés autour de l'armée ou plus ramifiés entre factions dirigeantes plus ou moins rivales mais toutes adossées à des groupes armés n'est pas un handicap pour les anciennes puissances coloniales. Mis sous le contrôle des organisations économiques internationales, ces pays assurent aux compagnies qui exploitent les ressources minières, et aux institutions créancières qui détiennent des titres sur ces États surendettés, la protection de leur propriété et le respect des contrats. C'est seulement grâce à cette reconnaissance internationale que les classes dirigeantes de ce que certains appellent des « quasi-États » d'Afrique peuvent maintenir leur autorité politique et leur contrôle sur les ressources économique et prendre leur part du butin au passage. Même les pays promus au rang de « puissances régionales » par certaines analyses sont minés par les conflits internes.

L'« indépendance » formelle des anciennes colonies dispense les pays dominants des charges de gestion qui incombaient au colonisateur, sans lui en retirer les bénéfices. Elle exempte les gouvernements des pays capitalistes développés de la prise en charge de dépenses nécessaires à la reproduction et au maintien de la vie, à l'éducation de la jeunesse. Quant aux groupes multinationaux, ils n'aspirent qu'à tirer parti des ressources naturelles, et les créanciers sont exclusivement préoccupés par le maintien de flux réguliers de paiements de la dette. Pour peu qu'on le considère comme un ensemble fonctionnant à l'échelle mondiale (la « mondialisation »), le mode de reproduction du capital n'a désormais que des exigences très

sélectives vis-à-vis de l'Afrique. Pour les pays développés, confrontés à une croissance économique lente, et qui enregistrent des nouveaux gains de productivité fondés sur l'extension de nouvelles technologies de production qui contribuent au maintien de taux de chômage élevés dans leur propre pays, l'Afrique n'offre même plus l'attrait d'une source de main-d'œuvre bon marché. Dans ce cadre, la « souveraineté » des États africains et la légitimité conférée à des gouvernements soumis au capital étranger permettent de tirer pleinement parti des avantages offerts par ces pays sans avoir à en gérer ni les coûts économiques, ni les « désagréments » sociaux. Le génocide organisé au Rwanda, dont les gouvernements Américain et Européens étaient parfaitement informés, n'a nullement empêché la poursuite des activités minières et pétrolières des groupes multinationaux.

Les fléaux sociaux, au premier chef les disettes, famines et pandémies (le SIDA n'en est que la version la plus récente et exacerbée) qui exterminent les populations ne sont pas le produit de causes internes. Dans le cadre du mouvement de décolonisation, ces fléaux pouvaient refléter un « mauvais départ » bien mis en évidence par R. Dumont au début des années soixante. Quatre décennies plus tard, il faut considérer qu'ils sont devenus une composante irréversible dans le cadre des relations économiques et sociales actuelles. Cette population est désormais trop nombreuse. Claude Meillassoux constate que « le contrôle de la démographie des peuples exploités par des moyens démographiques (contrôle des naissances, stérilisation, etc.) a échoué. Une forme de contrôle par la faim, la maladie et la mort, plus efficace et plus cruel,

s'établit sous le prétexte de "rationalité économique" et d'"ajustement structurel" : la leçon de Malthus a été entendue ». La loi de Malthus, écrit Meillassoux, c'est que « la population travailleuse doit être maintenue en permanence à la lisière de la disette » pour éviter une croissance démographique « excessive » (5). Les « nouvelles guerres » ont aussi la tragique fonction de permettre l'application de la loi de Malthus.

L'OTAN COMME INSTRUMENT DE SUBORDINATION DES BOURGEOISIES EUROPÉENNES

Aux Etats-Unis, si le débat ne passe pas par un partage entre isolationnistes et interventionnistes, il porte en revanche sur la hiérarchie des intérêts de « sécurité nationale », et en particulier les « intérêts vitaux » dont la mise en cause devrait sans tarder conduire les Etats-Unis à réagir militairement. Car, en dépit de son statut, il n'est pas question que les troupes américaines se mettent à intervenir sur tous les endroits de la planète pour gérer les problèmes liés au respect des « droits de propriété ». D'abord parce que l'objectif du « zéro mort » reste (pour l'instant) prioritaire, ensuite parce que les menaces sont plus diffuses et multifformes. Il convient donc que les Etats-Unis, tout en continuant à empêcher l'émergence de rivaux de même rang (peer competitor), hiérarchisent leurs objectifs stratégiques et tactiques. C'est d'ailleurs dans le cadre de ce débat qu'une partie des responsables propose de se « défausser » sur les armées européennes de la gestion d'un certain

nombre de conflits (non seulement en Europe mais également en Afrique) .

Or, les ambitions des grands pays européens, avant tout la France et la Grande-Bretagne, à continuer de jouer un rôle mondial grâce à leur puissance militaire sont tout à fait compatibles avec la doctrine des Etats-Unis, donc de l'OTAN. Les gouvernements européens ont la même vision des enjeux et des risques posés par les transformations économiques et géopolitiques des années quatre-vingt-dix. Le système de défense européen qui est en train d'émerger est clairement conçu comme une composante de l'alliance transatlantique. Au cours de l'année 2000, Javier Solana, ancien secrétaire général de l'OTAN, a été nommé Haut représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne. Quelques mois après, la mise en place d'une force de réaction rapide était décidée au sommet de Nice (décembre 2000). La constitution d'une défense européenne poussera d'ailleurs les pays européens à une augmentation de leur budget de défense, comme c'est déjà le cas dans une majorité des pays de l'OTAN.

La soumission du système de défense européen à l'OTAN s'accompagne d'une intégration transatlantique croissante sur le plan économique. L'intégration s'est renforcée depuis la crise de 1997 qui a éclaté en Asie du sud-est, avant de se propager en Russie puis en Amérique latine. La crise économique a un peu plus creusé les écarts entre la situation économique des Etats-Unis et de l'Europe d'une part, et l'immense majorité des pays, y compris les pays « émergents » d'autre part. L'intégration transatlantique,

dominée par les Etats-Unis, est reflétée dans la multiplication des liens financiers et commerciaux entre grands groupes multinationaux américains et européens (6), l'adoption des mêmes règles de gestion des entreprises entièrement tournée vers les exigences des actionnaires (gouvernement d'entreprise) (7) ainsi que dans la convergence des politiques macroéconomiques menées des deux côtés de l'Atlantique. Elle ne supprime pas les rivalités inter-impérialistes, mais les circonscrit dans le cadre d'intérêts fondamentalement communs et de la domination des Etats-Unis qu'aucun Etat européen ne conteste. L'intégration transatlantique est encore plus marquée dans l'industrie d'armement. Le niveau du budget militaire américain, l'avance technologique largement prouvée lors des guerres menées contre l'Irak et la Serbie, ensemble avec la nécessité de mettre les équipements nationaux en concordance avec les besoins opérationnels de l'OTAN vont se traduire sur le plan industriel par une augmentation de programmes de recherche-développement et de production d'armes transatlantiques, dont les groupes américains assureront, par définition, la direction.

Les dirigeants des Etats-Unis souhaitent également que le Japon s'implique beaucoup plus dans les architectures de défense que le Pentagone a mises en place dans le sud-est asiatique. Robert Zoellick, quelques mois avant d'être nommé représentant pour le commerce dans l'Administration de George W. Bush, est conscient qu'il s'agit « d'un changement historique ». Il souhaite que « le Japon, les Etats-Unis, la Corée du sud et l'Australie resserrent leurs relations militaires

comme une étape vers une plus grande intégration des forces de défense japonaises au sein des armées américaines en Asie ». (8)

LES « CLASSES

DANGEREUSES »

DE LA MONDIALISATION

SONT À LA PORTE

Il existe un « intérêt vital » pour les Etats-Unis mentionné dans le rapport des experts : c'est celui qui consiste à « empêcher l'émergence de puissances hostiles importantes ou d'Etats-faillis aux frontières des Etats-Unis » (9). Dans le langage des stratèges américains, la notion d'Etat failli (failed state) apparut officiellement en 1991 pour désigner la décomposition des États sous l'effet des guerres civiles (ou infra-étatiques).

Car les discours sur la mondialisation « heureuse » et la convergence (économique et sociale) entre les nations produites par la globalisation n'engagent que ceux qui y croient. L'Administration américaine, ses stratèges sont parfaitement conscients des dommages causés par la « mondialisation réelle » (comme on parlait du « socialisme réel »). La littérature d'experts en stratégie et relations internationales regorge de sombres tableaux où la désintégration des États, combinée à la mondialisation sont amenés à produire de terribles conséquences sociales. C'est ce que des membres de premier rang de l'appareil militaire américain cité plus haut appellent le caractère « inégal et incomplet du processus de globalisation ». Pour les dirigeants américains, la globalisation est porteuse de lourdes menaces pour leur sécurité.

Parmi les principaux dangers que

provoque cette « globalisation inégale et incomplète », on trouve la constitution d'immenses mégapoles. Il est vrai que l'afflux de population vers les villes présente des traits différents de celui provoqué par l'exode rural massif qui eut lieu au dix-neuvième siècle dans les pays européens. Même si les conditions de vie des paysans et artisans chassés de leurs villages étaient tragiques, cet exode était concomitant de l'industrialisation et l'expansion du capitalisme finit par absorber ces populations. La situation est tout autre aujourd'hui. La situation des pays en voie de développement n'offre aucune perspective aux centaines de millions d'individus qui viennent habiter les grandes villes.

Le nombre de villes de plus de dix millions d'habitants ne cesse de croître. On estime qu'aux alentours de 2010, 45 % de la population des pays en voie de développement vivra dans les villes. Ce sont naturellement les dangers représentés par les villes situées près de leur territoire et dans les pays où leurs intérêts économiques sont majeurs qui inquiètent les Etats-Unis. Mexico (20 millions d'habitants), Sao Paulo (plus de 26 millions d'habitants), Buenos Aires et Rio de Janeiro (chacune plus de 10 millions d'habitants) représentent des périls contre lesquels il faut se préparer. C'est une version moderne des « classes laborieuses, classes dangereuses » du dix-neuvième siècle. Mais aujourd'hui, le danger que perçoivent les dirigeants américains n'est plus celui de la « prolétarianisation » des masses d'individus, puisque l'espoir d'un travail salarié leur est irrémédiablement fermé. C'est celui qui pousserait par désespoir les individus à ébranler les fragiles appareils d'États que les Etats-Unis ont aidé à constituer, en

particulier sur le continent américain. Les dirigeants américains sont également parfaitement conscients que le désespoir et la misère contraignent les individus à des activités illécites.

Le Brésil, l'Argentine, le Chili et le Venezuela, les Caraïbes, la Colombie sont les pays cités dans le rapport de la « Commission sur les intérêts nationaux américains », mais c'est le Mexique qui fait l'objet d'une attention soutenue. Le rapport ne se paie pas de mots. Avec l'accord sur le libre-échange nord-américain (ALENA), ce pays « est devenu explicitement ce qu'il était implicitement auparavant, une composante de l'espace stratégique américain, au même titre que le Canada » (10). Le rapport mentionne la crainte qu'en cas d'effondrement économique et de crise politique, un flot massif d'immigrants à sa frontière sud-ouest vienne menacer les Etats-Unis. Les « intérêts vitaux » (dans le sens défini plus haut d'une obligation d'intervenir militairement) seraient alors engagés. Un chercheur, adoptant à peu près la même analyse, rappelle que « les investissements américains au Mexique d'un montant de 50 milliards de dollars seraient menacés, tout comme le serait le commerce bilatéral de 156 milliards de dollars, qui sont pour une large part des exportations de pétrole [...] Dans une future guerre [civile au Mexique], des millions d'Américains qui ont une famille au Mexique pourraient prendre parti, et provoquer des violences aux Etats-Unis mêmes ». (11)

Ce que le rapport de la Commission ne dit évidemment pas, c'est la responsabilité que la politique économique imposée au Mexique par les Etats-Unis est au premier chef responsable de la détresse sociale. Dans un livre documenté sur les

« prospérités du crime », Guilhem Fabre rappelle que l'expansion planétaire de l'économie de marché, la dynamique de financiarisation et l'anonymat garanti aux intervenants sur de nombreuses places off-shore, et la corruption (des banques et du personnel politique) sont étroitement connectés. Dans ce cadre, le programme de privatisations massives qui a été imposé au Mexique par les institutions internationales et les Etats-Unis a fourni « un véritable cheval de Troie aux nacro-trafi-quants, à côté des transactions commerciales et des investissements immobiliers » (12). On verra que c'est au nom de la lutte contre le narco-traffic que les Etats-Unis ont mis en route le « Plan Colombie » qui apparaît comme la première étape de mise en œuvre de la défense de leurs intérêts vitaux.

LES ETATS-UNIS PRÉPARENT DE PROCHAINES

URBAINES

Les experts stratégiques ont pris acte des nouveaux terrains d'affrontements que peuvent constituer les villes. Traditionnellement, la doctrine militaire américaine essayait d'éviter d'être impliquée dans de telles interventions. Mais au cours des dernières années, les forces armées américaines ont multiplié ce genre d'interventions, que ce soit pour des opérations de « maintien de la paix » (Somalie, Libéria, Bosnie, Kosovo, etc.) ou pour leurs besoins politiques spécifiques, comme à Panama. On compte 250 déploiements de ce type dans les dix dernières années. Il importe donc de développer et de

produire des armes adaptées à ces combats. Un rapport d'un des plus importants groupes d'études américains, la Rand Corporation, qui est étroitement liée à l'armée de l'air, recense les besoins. Ce sont des missiles miniaturisés à fibre optique, des drones (petits avions sans pilote) qui pourraient tirer des munitions du type de celles qui ont été testées avec un relatif succès dans l'intervention de l'OTAN en Serbie, des robots de petite taille, dont la mission serait de déployer des canons à bruit et autres armes non-létales. Dès la fin de la guerre froide, l'Administration américaine s'est intéressée à ce type d'armes, qu'on peut définir (sur le papier) comme des « armes conçues pour mettre hors d'état de servir le personnel, les armements, l'approvisionnement ou les équipements, de telle façon que la mort ou la mise hors d'état grave ou permanente soit improbable » . Des « armes propres » en un mot, comme furent prétendument propres les frappes dites chirurgicales dans la guerre contre l'Irak, ou l'utilisation d'armes à uranium appauvri en Serbie. Une partie importante des programmes de recherche est classifiée, c'est-à-dire tenue secrète (les crédits qui sont alloués par le Congrès budgétaire ne sont pas détaillés). On sait toutefois qu'un programme a été lancé en 1994, le programme HAAARP (pour High Frequency Active Auroral Research Program) destiné à influencer les processus naturels par des rayonnements électromagnétiques Haute Fréquence. La Serbie pourrait avoir servi de terrain expérimental avec les bombes au graphite qui ont paralysé son système électrique.

Les programmes de développement d'« armes non létales » sont promis à un bel avenir. Elles permettront aux

armées américaines ou à leurs mandataires l'intervention directe dans les pays, au coup par coup, dès lors que les Etats-Unis estimeraient leurs intérêts économiques (même non vitaux) menacés. Comme on a commencé à le voir en différents endroits de la planète, les programmes d'armes dites « non létales » affaiblissent lors des conflits la distinction entre populations civiles et combattants, qui était considérée comme un progrès de la civilisation. Mais il est inévitable qu'elles réduisent également les différences entre ennemis de l'« extérieur et de l'«intérieur » (de la société), ce qui fait dire à Luc Mampey que la production de ces types d'armes va « renforcer l'arsenal répressif interne et placer à terme la société sous un contrôle permanent » (13). Autant dire qu'elles sont des armes de guerre civile qui pourraient être utilisées dans les pays développés qui les produisent. Car le chômage et la pauvreté, l'absence d'espoir de travail un tant soit peu durable pour des millions de jeunes ne sont pas (plus) des phénomènes propres aux pays en voie de développement. Ces fléaux, qui se conjugent avec le démantèlement des institutions de protection sociale sous la pression des politiques néolibérales, créent des « processus d'exclusion et de marginalisation ». Du reste, le développement de la privatisation de la sécurité dans les pays riches indique que les pays en voie de développement n'ont pas l'apanage des « classes dangereuses ». C'est également pour faire éventuellement face à cette variété toute particulière de « guerres infra-étatiques » que les programmes d'armes non létales sont développés.

LES ETATS-UNIS ET

**LES ARMES CHIMIQUES
DE DESTRUCTION
DE MASSE**

L'attention politique dans le domaine stratégique est actuellement surtout centrée sur le nouveau programme en préparation de haute technologie spatiale, dont le but serait de doter les Etats-Unis d'un « bouclier anti-nucléaire ». Comme celui de la « guerre des étoiles » de Reagan, dont il est le prolongement, ce programme a une double finalité. Tournée contre la Chine, la finalité est plutôt stratégique. A l'encontre des « alliés et partenaires » des Etats-Unis, elle est de domination technologique et industrielle.

Mais à ces programmes « visibles » s'en ajoutent d'autres. Parallèlement, le Pentagone est engagé dans d'importantes recherches sur les armes biologiques et chimiques. L'idée n'est pas neuve. Des armes chimiques utilisant le chlore, les gaz moutarde furent utilisées à grande échelle pendant la Première Guerre mondiale. Les conséquences furent tellement tragiques qu'elles furent prohibées par le Protocole de Genève de 1925... et largement utilisées depuis cette prohibition. Une convention sur les armes biologiques et toxiques fut donc adoptée en 1972. Une autre convention qui interdit la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi des armes chimiques, et en décide la suppression, fut adoptée à Paris (13 janvier 1993). La convention est entrée en application en 1997 et à la fin 1999, 129 pays l'avaient ratifiée, mais 21 s'y étaient refusés parmi lesquels l'Égypte, Israël, La Corée du nord, la Libye et la Syrie ainsi que de nombreux États d'Afrique.

Les Etats-Unis ont ratifié après de

longs débats la Convention sur les armes chimiques. Ils sont plus réticents en ce qui concerne la signature du protocole concernant les mesures de vérification -contrôle des armes biologiques. Comme le remarque le SIPRI, l'existence même de ce protocole est menacée par les réticences des pays occidentaux, dont l'industrie serait la plus menacée par la mise en place effective du régime de « désarmement biologique et chimique ». Or, l'industrie pharmaceutique américaine est résolument hostile à tout contrôle. Le secrétaire d'Etat au commerce de Clinton les a soutenus. Dans une lettre adressée à Madeleine Albright, elle écrit : « Je continue de penser que nous devrions nous opposer aux visites inopinées, de routines, y compris les "visites de transparence" [...] Nous avons tenu à répéter à l'industrie américaine que nous opposons aux visites inopinées et de routines sur leur site » (14). Pour complaire à son industrie, l'Administration américaine s'est donc opposée à la pratique des visites inopinées, mais également aux « visites transparentes » proposées par la Grande-Bretagne dans un souci de compromis. On peut mesurer l'écart entre la manière d'agir des Etats-Unis et celle qu'ils imposent aux autres. Les mesures mortifères imposées à la population irakienne depuis dix ans, en même temps que la latitude laissée à Saddam Hussein de maintenir son peuple sous une répression sanglante, indiquent une fois de plus que le « droit du plus fort est aussi un droit », et c'est lui qui fonde le nouvel ordre mondial du capital.

**LA COLOMBIE COMME
TERRAIN**

**DE PRÉPARATION
DES « NOUVELLES
GUERRES »**

Des nouvelles guerres résultant de la mondialisation « inégale » doivent être préparées aussi sur le terrain. La guerre qui se déroule en Colombie conduit les Etats-Unis à une ingérence directe. Au nom de la lutte contre le narcotrafic, l'Administration Clinton en 1999 a renforcé son dispositif et mis en place le « Plan Colombie ». L'opération menée au Panama et baptisée Just Cause visant à se débarrasser de Noriega, ex-agent de la CIA, avait déjà eu pour prétexte, largement relayé par les médias américains, la lutte contre le narcotrafic et le rétablissement de la démocratie. En effet, depuis la disparition de l'URSS, il n'est plus possible d'invoquer la menace communiste. La condamnation de cette intervention par les Nations-Unis n'a évidemment pas modifié d'un pouce la stratégie américaine.

La Colombie, pays riche en pétrole, a vu sa dette extérieure passer de 14 à 33 milliards de dollars entre 1985 et 1998. Ecrasée par des politiques néolibérales, une bonne partie de la population, qui compte 30 à 35 % de chômeurs (mais 60 % à Bogota), se trouve dans une misère qui s'est aggravée au cours des dernières années. Les entreprises publiques ont été privatisées, bradées aux groupes étrangers, les systèmes de retraite confiés à des fonds de pension privés. Dans ce contexte, le « plan Colombie » qui s'élève à 1,3 milliard de dollars n'est pourtant pour l'essentiel consacré qu'à la répression militaire. On estime que 250 « conseillers militaires » sont présents, mais également des « consultants » appartenant à une officine de sécurité privée

américaine.

L'Union européenne a décidé de participer au « soutien des efforts de paix du Président Pastrana » alors même que les troupes paramilitaires, émanation directe de l'armée, poursuivent depuis des années des politiques systématiques de massacres des populations paysannes (15) mais sont également impliquées dans les assassinats de militants syndicaux. Cet appendice « social » ajouté par l'UE au plan militaire américain est voué à l'échec, comme l'a été le Plan du même type adopté par l'UE pour aider la Bolivie. Il masque mal les objectifs réels de l'Administration américaine qui participe à sa manière à l'essor de « nouvelles guerres ». L'implication directe et officielle des Etats-Unis en Colombie s'explique par un ensemble de facteurs qui débordent largement les frontières de ce pays riverain et concernent la perspective de construction du plus grand marché du monde sur le continent prévu pour 2005, la « zone de libre-échange américaine », ZLEA. Une telle zone, qui s'étendra de l'Alaska à la Terre de feu, nécessitera la mise en place d'une nouvelle architecture de sécurité garantissant sa prospérité économique et le bon fonctionnement des échanges. Mais la lutte contre la drogue vient aussi à point nommé pour conforter les projets du Pentagone et les exigences du complexe militaro-industriel, au premier chef Lockheed. Comme l'a déclaré l'ancien responsable du Southern Command le général Thurman, pour l'instant la guerre contre la drogue est « la seule guerre qui nous reste » (16).

Enfin, l'implication américaine est une composante de la redéfinition de leurs « intérêts vitaux », car derrière l'argument de la lutte anti-drogue

menée contre les paysans colombiens, ce Plan annonce la guerre contre les « classes dangereuses ». Ces « classes dangereuses » se trouvent dans des campagnes mais aussi des villes, où des mouvements de protestation très forts ont eu lieu à l'initiative d'organisations syndicales, qui ne sont pas interrompues par l'assassinat systématique de syndicalistes et autres militants par les groupes paramilitaires. L'objectif du Plan Colombie est également la consolidation de la domination américaine sur l'ensemble d'un continent confronté aux conséquences du néolibéralisme, et dont l'avenir, déjà réalisé dans plusieurs pays est la « dollarisation » de leurs économies. En ce qui concerne la Colombie, certains, tel Colin Powell, sont inquiets que l'intervention militaire américaine « devienne un nouveau Viet-nam », mais le secrétaire d'Etat au commerce Zoellick considère qu'il faut cesser de « distinguer entre lutte contre-insurrectionnelle [contre la guérilla] et la lutte contre le narco-trafic » (18).

J'espère avoir donné là quelques éléments de réflexion qui permettront aux lecteurs de Carré Rouge de contrer, dans les discussions, les positions évangéliques à l'appui de « l'ingérence ». Trop souvent, elle n'est que l'habillage idéologique d'interventions dont la ligne de fond est la défense de la propriété privée et des canaux de ponction prédatrice de la richesse au bénéfice des plus riches.

Notes

- (1) The Commission on America's National Interests, juillet 2000, Washington, D.C.
 (2) The Lexus and the Olive Tree, Harper Collins Publishers, 2000 respectivement p.

381 et p. 464.

(3) D.C. Gompert, R. L. Kluger, M. C. Lubicki, Mind the gap, Promoting a transatlantic Revolution in Military Affairs, National Defense University Press, Washington, D.C., 1999

(4) Gompert et al., op.cit., page 24.

(5) C. Meillassoux, L'économie de la vie, Démographie du travail, Cahiers Libres, Editions Page deux, 1997, p.108-109.

(6) 60 % du total fusions-acquisitions transfrontalières réalisées entre les groupes multinationaux sur la période 1997-1999 ont été réalisées entre groupes industriels Américains et Européens (UNCTAD, 2000)

(7) C. Serfati, « La domination du capital financier : quelles conséquences ? » dans F. Chesnais et D. Plihon, (éditeurs), Les pièges de la finance internationale, Syros, Paris, 2000.

(8) R.B. Zoellick, « A Republican Foreign Policy », Foreign Affairs, vol.79, n°1, p.74

(9) The Commission, op cité, p. 6.

(10) The Commission, op. cit. p.29.

(11) S.R. David, « Saving America from the Coming Wars », Foreign Affairs, vol.78, n°1, 1999, p.109.

(12) G.Fabre, Les prospérités du crime, Edition de l'aube, 1999, p.116.

(13) Mampey L., « Les armes non létales. Une nouvelle course aux armements », Rapports du GRIP, 1/99, p.8.

(14) Cité dans le SIPRI, op.cité, p. 525)

(15) Voir l'enquête de Maurice Lemoine, « Cultures illicites, narcotraffic et guerre en Colombie », Le monde diplomatique, janvier 2001

(16) « The only war we've got ». Cité par NACLA, Reports on the America, New York, novembre-décembre 2000, vol.34, n°3

(17) Voir R. Acosta, « La lutte sociale dans le difficile contexte colombien », dans AT-TAC, Les peuples entrent en résistance, CADTM, CETIM, Edition Syllepse, Genève, 2000

(18) Cité dans Business Week, « Bush World's », 29 janvier 2001.

A la fin de l'entretien avec Claude Meillassoux publié dans le n° 14 de Carré Rouge en juin 2000, celui-ci a fait allusion à la nécessité de comprendre le caractère des guerres qui marquent l'Afrique actuelle. C'est dans la suite de cette remarque que nous publions l'intervention faite par Claude Meillassoux le 26 janvier 2001 à Zurich, à l'occasion de la réunion internationale « L'Autre Davos », organisée par ATTAC Suisse. Nous renvoyons également le lecteur à son livre, *L'Économie de la vie*, Cahiers Libres, Editions Page deux, Lausanne, 1997.

Effets de la mondialisation et privatisation des massacres guerriers en Afrique

1. REMARQUE PRÉLIMINAIRE

Je voudrais signaler la pauvreté de l'information portant sur les conflits africains dans les médias réputés d'information objective, même en particulier dans le Monde et Le Monde diplomatique.

J'insiste à ce propos sur la carence informative concernant les conflits successifs qui ont ensanglanté le Congo Brazzaville en 1997 et 1999.

2. INTRODUCTION

C'est un lieu commun de répéter que les richesses de l'Afrique n'ont cessé de faire de ce continent la proie des puissances occidentales. La guerre, sous l'instigation de l'une ou l'autre de celles-ci, y a toujours sévi. Aujourd'hui les guerres se font dans le cadre de la privatisation et de la mondialisation pour atteindre des sommets d'horreur.

Les graves événements qui se pas-

sent actuellement en Afrique, les tueries et les famines, l'installation de pouvoirs mafieux consécutive à l'exploitation guerrière des ressources minières de l'ex-Zaïre, qui nous servira d'exemple, en illustrent dramatiquement les effets délétères dont sont victimes, en premier lieu, les régions du monde les plus vulnérables.

3. UNE DÉFINITION DE LA GUERRE, EN GÉNÉRAL

La guerre, par elle-même, a toujours été une entreprise moralement plus que douteuse qui ne trouve que des raisons d'être discutables. C'est la poursuite d'un objectif par des moyens remettant en cause les règles de la civilisation, en particulier le respect de la vie humaine (1).

Cette pratique, lorsqu'elle est offensive, s'assimile à la criminalité, par l'usage du meurtre, du massacre, de la torture et de tout autre sévice physique ou moral sous la justification

du but à atteindre. C'est ce but seul qui est invoqué pour distinguer la guerre offensive des pratiques mafieuses. Or cette distinction ne peut être déclarée que dans des conditions qui n'excluent jamais complètement les arguments de la partie offensive, donc douteuses : la décision de recourir à la guerre offensive revient toujours, en définitive, à celui qui s'estime le gagnant potentiel d'une confrontation, c'est-à-dire au plus fort. Son issue dépend, non de la morale, mais de cette force.

4. LA PRIVATISATION DE LA GUERRE

Pendant des siècles la guerre s'est perpétuée sous une bannière pseudo-morale, sinon Dieu, le Roi, la Patrie.

Pourtant l'économie de guerre n'a cessé d'être présente par le fait que la guerre nécessite l'organisation d'une production, celle des armes, d'une circulation de ce produit spécifique, de son transport, de son stockage, de son entretien et surtout de son renouvellement, en raison du caractère destructif de cette entreprise. Donc, le recours à des investissements et à une trésorerie est obligatoire.

En raison de la mobilisation nécessaire d'un grand nombre d'hommes, allant de pair avec l'usage des armes, la guerre est passée rapidement sous le contrôle des puissances politiques suffisamment centralisées pour être capables de cette mobilisation. Les Etats se sont vite trouvés les principaux instigateurs et gestionnaires des guerres. Dès que l'Etat aristocratique disparaît avec ses prérogatives économiques, la production guerrière se privatise sous l'égide du capitalisme, puis sous celle de sa forme la plus cor-

rompue : les mafias.

Etant donné l'état de non-droit régnant dans une Afrique démantelée sous les agressions des intérêts privés, la privatisation a évolué vers ses débouchés naturels : le capitalisme sauvage et la « mafiosisation ».

Dans le cadre capitaliste, l'économie guerrière se partage entre les arsenaux publics et des entreprises privées. Les premiers se trouvant ainsi confrontés aux lois du marché.

Toutefois, à ce stade, les armes permettant l'exercice de la force sont encore l'objet de restrictions commerciales légales. Ces restrictions les rendent plus précieuses encore, plus désirables pour ceux qui peuvent y avoir accès, puisque leur usage s'accompagne d'un quasi monopole d'une étendue variable, susceptible de favoriser militairement l'acheteur.

De ce fait, le trafic d'armes devient une des affaires les plus profitables en raison des « primes » annexes dont il s'assortit. Parallèlement à la vente banale, ces « primes » alimentent des transactions complémentaires dont profitent ceux qui savent que celles-ci sont indispensables pour débloquer ce type de marché particulier. Ces entremetteurs « rendent ainsi service » tant aux acheteurs qu'aux vendeurs en traçant les circuits tortueux nécessaires à leurs transactions. Sur ces transactions parallèles se branchent ainsi des intermédiaires douteux, touchant de grosses commissions, mais se persuadant de leur nécessaire intervention pour le bénéfice de tous leurs associés.

A qui sont aujourd'hui destinées ces armes ? Elles servent à des individus corrompus, parvenus par toutes sortes de moyens à des positions d'autorité et qui ont besoin de ces armes pour renforcer leur pouvoir et

pour accéder à et exploiter des richesses auxquelles ils auront accès grâce à elles. A condition qu'ils puissent recruter aussi les forces humaines nécessaires à leur manipulation.

5. LES GUERRES EN AFRIQUE

Ce n'est que récemment qu'un début de vérité a commencé à filtrer sur les horreurs commises dans ces pays où la guerre a longtemps été sommairement expliquée soit par la psychologie de leurs habitants, soit par leur « pulsions ethniques ». C'est ainsi que l'ethnicisme s'est trouvé pendant un temps, presque unanimement, désigné dans la presse comme le principal fauteur de guerre, non plus seulement dans les pays réputés tribalisés, mais aujourd'hui même en Europe.

On confond trop souvent, dans l'expression courante, ce qui ressort d'un comportement individuel, spontané, mal contrôlé et sporadique avec l'exercice délibéré, organisé et continu de la force, en particulier par la guerre. Cette confusion permet ainsi d'attribuer à des passions humaines réputées incontrôlables et irrationnelles (qui peuvent être déclenchées dans le contexte ultra-permissif d'une guerre) ce qui ressort le plus souvent d'entreprises politiques. Nous savons que chacun d'entre nous porte en soi une dose de férocité, mais aussi que certaines circonstances sont propices à son expression, la guerre est l'une d'elle. La présente ruée vers l'Afrique est la pire sorte de recolonisation que l'on puisse craindre. La prolifération de proto-Etats indépendants, prêts à vendre leur butin volé, ou à sacrifier leur peuple à ces puissances étrangères, comme nous en avons vu

quelques exemples, contribuent à multiplier ces conflits meurtriers (2).

La belligérance, comme partout, a existé entre populations africaines. Mais si on les examine de plus près, en dehors d'engagements limités entre formations voisines, les guerres ayant une certaine envergure ont toutes été induites par des interventions extérieures. A commencer par les guerres esclavagistes suscitées par les traitants ; puis les guerres incitées par la colonisation et ayant provoqué la mobilisation des Africains contre eux-mêmes

Or, les facteurs généralement retenus pour expliquer les guerres dans ce contexte (les haines raciales ou l'hostilité ethnique) me paraissent assez minces par rapport aux facteurs extérieurs, autant économiques que militaires.

Avant 1914, les territoires des Etats Africains ont été en leur temps configurés par les conflits coloniaux entre grandes puissances européennes. La dimension des colonies était plus ou moins proportionnée au pouvoir de ces puissances. Aujourd'hui, les assauts contre l'Afrique viennent encore de ces Etats coloniaux, mais ils viennent aussi d'entreprises jouant un rôle analogue. Le partage nouveau des Etats tend à se faire à l'échelle du business et des Corporations.

Lorsque j'étais étudiant à l'Université du Michigan, je me souviens avoir lu dans la Revue du Department of Economics appelée Michigan Review, un article qui donnait la Mafia comme un exemple de bonne forme d'organisation des affaires!

Ce conseil a fait son chemin et trouve dans la situation africaine, parmi d'autres, une excellente application. Les règlements de comptes entre les parrains actuels de l'ex-Zaïre (voir l'assassinat de Kabila le 18.01.01)

trahissent le caractère mafieux des rapports économiques mortifères qui règnent aujourd'hui dans cette partie du monde et la nature des « guerres » qui s'y mènent.

6. LES MERCENAIRES

On sait que la « location » de mercenaires est aujourd'hui un business florissant en Afrique et je ne m'attarderai pas dessus (3). Mais le mercenariat s'est prolongé dans de telles proportions jusqu'au sein de la société civile qu'il faut en examiner rapidement les causes. Le recrutement de personnel armé, capable des pires horreurs, comme c'est le cas au Sierra Leone, touche jusqu'aux enfants. Les causes économiques en sont la principale raison. Pour citer certains auteurs (4) : « Le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, par les programmes d'ajustement structurel, ont mené à la privatisation de services qui était la seule protection de l'Etat » [...] « la politique étrangère et l'armée sont les derniers ajouts à la liste de ces privatisations. »

Beaucoup d'entre nous dans cette assemblée ont dit et répété que les interventions des deux principales agences financières de développement créées à Breton Woods, le FMI et la Banque Mondiale, ont pratiqué une politique dite de « développement » qui n'avait, sinon d'autre but, tout au moins d'autres résultats, que d'abaisser partout le prix de la force de travail. Bien que l'idéologie prétendue chrétienne de leur dirigeant soit hostile verbalement à la « lutte des classes », leurs « ajustements structurels » ont favorisé et aggravé les inégalités sociales et jeté une partie croissante de la population africaine dans une misère propice à la recherche de tous les moyens

pour y échapper. Ce qui débouche sur la solution individuelle : le fusil ou la houe ; l'engagement dans les troupes armées, quelles qu'elles soient.

De ce point de vue, la responsabilité économique des agences dites de développement et de leurs dirigeants est écrasante. Dans un tel climat économique, le recrutement de mercenaires et d'auxiliaires de guerre devient simple.

Les armes, en raison de leur destination mafieuse, agissent par la terreur qu'elles inspirent sur les populations civiles et non comme moyens de combat. La seule possession d'une arme bon marché rend leurs possesseurs aptes à se payer eux-mêmes, sur la population civile terrorisée par leurs exactions.

Cette terreur permet aux entrepreneurs de mort de prendre le contrôle des zones propices à l'exploitation de richesses minières et autres et d'en détourner le produit.

7. L'EX-ZAIRE: UNE VASTE RÉGION PILLÉE DE FOND EN COMBLE

Les Etats Unis alliés à l'Afrique du Sud ont aidé le Rwanda et Kabila à expulser Mobutu (1996-1997). Les « forces spéciales » US ont entraîné les unités rwandaises qui ont placé Kabila aux commandes... Ils utilisent l'Ouganda et l'Erythrée pour aider les rebelles au Soudan. Ils ont des intérêts miniers majeurs au Congo-Kinshasa (voir R.Griggs, Research Independent Project Trust-Durban, qui partage aussi une approche ethniciste !)

Dans cette conjoncture, les sociétés privées sont en train de déchirer le continent selon leurs besoins financiers, en essayant de s'assurer des ressources au moindre coût organi-

sationnel, sans aucun souci, même hypocrite, « de répandre la civilisation », comme le prétendaient les colonisateurs. Au contraire, ces nouvelles conquêtes sont faites par des belligérants professionnels recrutés et stipendiés sur place, et ce, au prix énorme de milliers de vies payé par les populations locales.

Pour se faire embaucher, les bandes militaires surenchérisent en atrocités pour démontrer leur efficacité aux yeux des commanditaires. Ces boucheries, mettant de nombreuses bandes en concurrence, multiplient encore les causes de conflits. Des millions de réfugiés, en essayant d'échapper à ces menaces multiples, errent dans la brousse, voués à la famine et dans les pires conditions matérielles et sanitaires.

Le business occidental est loin d'être innocent dans ce gâchis. Les observations relatives aux implications du business dans cette forme extrême d'exploitation sont recoupées par Colette Braekman, (une journaliste belge travaillant de longue date sur l'Afrique) dans un article bien informé (5). Elle fait remarquer que, selon l'accord de paix signé à Lusaka en juillet 1999 sous le contrôle de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine), un comité militaire mixte devait être désigné pour exercer son autorité sur le Congo. Depuis, rien de tel n'est advenu. En 1997, Kabila avait passé un accord avec la firme America Mineral Fields, selon lequel celle-ci le pourvoit en liquidités pour qu'il poursuive la guerre. Le pays est infesté de « rebelles » de toutes sortes, pillant les populations locales. Aucune autorité centrale n'est respectée. Les ressources locales sont pillées pour entreprendre des guerres et pour enrichir ceux qui se disent les « élites ». Les ressources minières s'arrachent entre les sol-

datés du Rwanda et de l'Ouganda. De nouvelles provinces sont créées ex nihilo, comme celle de Kibale-Ituri, dont le gouverneur aurait été nommé par un certain « commandant Kazini ».

Les liens des politiciens avec des entreprises étrangères sont nombreux. Les terres du Kivu, une province congolaise, produisent des minerais rares convoités par des entreprises internationales telles que Kenrow International of Gaiterburg, Tenfield Holding Ltd, Collier Venture Ltd, Sparora Mining Ltd. Le vice-président de Tanzanie est dit être le propriétaire d'actions dans la société Littlerock Mining Ltd.

Colette Braekman mentionne d'autres entreprises ayant patronné des opérations militaires en échange de contrats profitables, telle la Barrick Gold Corp (dont l'un des actionnaires est George Bush) ; Russell Resources (australienne) dirigée par l'ex-général David Agmon ; Krall, également australienne. On cite de même Banro American Resources; the Chinese Company of Non-ferrous metals.

Parmi les ressources les plus convoitées sont les diamants. Les pierres sont commercialisées par quelques entreprises dont la de Beers, qui « s'est cru longtemps devoir rester engagé au Congo » dans la mesure où celui-ci contrôle le marché du diamant.

Les guerres instiguées en Angola contre le gouvernement du président Dos Santos par le mouvement rebelle de l'Unita dirigé par Jonas Savimbi se sont longtemps poursuivies grâce à la vente de diamants du cru, ventes qui se seraient montées, de 1992 à 1999, à plus de trois milliards de dollars. La de Beers aurait pris l'engagement de ne plus acheter de diamants angolais à Savimbi, le chef de

la guérilla d'Angola contre le président dos Santos, ni à Foday Sanko (6).

Qu'importe ! La relève est déjà assurée par un mafieux international notoire, Arkadi Gaïdamak, cité dans le cadre de l'affaire Falcone. Et Jean-Christophe Mitterrand est aujourd'hui légalement associé à un diamantaire israélien (Lev Levaev) pour trafiquer des diamants angolais de Jonas Savimbi (7). Lev Levaev, en fuite devant la justice, est autorisé néanmoins à faire un procès en diffamation à deux rédacteurs de l'association Survie (8) !

8. D'AUTRES GUERRES « AFRICAINES »

A ce conflit Zaïrois particulièrement dévastateur s'ajoute celui, stipendié par la firme française TotalElfina, entre trois sanglants politiciens, dont le président actuel N'guessou, qui a également saccagé Brazzaville (9).

Je rappelle que ces tueries instiguées par l'Occident sont matières courantes : ainsi la sanglante répression en pays Ogoni au Nigeria, entreprise par le gouvernement militaire du Nigeria avec l'aide matérielle de la société britannico-hollandaise Royal Dutch Shell. Cet écrasement s'est accompagné (grâce à de faux témoignages) d'exécutions capitales par pendaisons, dont celle de l'écrivain Saro-Wiwa. (10)

N'oublions pas les atrocités commises dans la Corne de l'Afrique à l'occasion du conflit entre l'Ethiopie et l'Eritrée. Ainsi, 400 habitants d'un village ont été exterminés en les écrasant, délibérément, sous deux tanks. (11) Or, il n'y a pas d'usine de tanks en Afrique.

Enfin, le cas du génocide rwandais, inspiré par les doctrines nazies et mis en œuvre par une population

christianisée et par certains de leurs prêtres, n'échappe pas à cette analyse. L'intervention de l'armée française par l'opération « Emeraude » avait pour objectif de protéger les massacreurs contre les troupes du FPR (Front patriotique rwandais). D'autres parmi les responsables politiques ont été mis à l'abri grâce à des interventions officielles, entre autres françaises (et suisses, semble-t-il).

9. DE NOUVELLES CAUSES DE GUERRES

D'autres causes de conflits et peut-être de guerres se profilent dans de nombreuses régions d'Afrique.

1/ Ainsi, on observe une aggravation des conflits fonciers. Les terres sont devenues un objet de convoitise. Au Nigéria, le dictateur Obasanjo s'est approprié des terres, pendant son mandat de 1976-1979.

Une opération d'expropriation des terres le long de la Vallée du Sénégal est à l'œuvre. Sous l'effet de la construction du Barrage de Manantali, il y a eu expropriation par l'armée mauritanienne des riverains qui ne peuvent plus utiliser les crues et dé-crués naturelles comme moyen d'irrigation de leurs terres. Ils sont remplacés par de nouveaux propriétaires utilisant des pompes à essence

Certains de ces expropriés, réfugiés au Mali, sont accusés de se livrer au banditisme dans la région de Niolo. Les conflits prennent vite une allure ethnique entre les réfugiés considérés comme « peuls » et les populations locales soninké (selon Tiébilé Dramé qui s'efforce de désamorcer ce type de conflit). Le Republicain (Bamako, N° 338, 11.09.1998) signale aussi des conflits sanglants dans les régions de Mopti et Kayes et dans la 5^e Région et la 1^{ère} région: entre éleveurs et agriculteurs

Les horribles massacres perpétrés en Algérie auraient, selon certaines hypothèses, pour objet de provoquer la terreur dans les campagnes et de chasser les paysans afin de libérer leurs terres.

2/ Les tentatives d'appropriation des eaux nourrissent aussi des conflits. Ainsi, à propos du fleuve Sénégal, le détournement de ses eaux, dont est accusé le gouvernement du Sénégal, pour irriguer les vallées fossiles suscite de nombreuses tensions, explosives.

On connaît mieux le conflit non résolu qui oppose Israël à la Jordanie à propos des eaux du Jourdain.

10. CONCLUSION

La concurrence, suscitée par la mondialisation de l'économie mondiale, est propre à être terriblement destructive envers un continent déjà gravement affaibli par les « ajustements structurels » et frappé par les pires désastres sanitaires.

Les conflits et tueries dont nous avons parlé contribuent largement à l'aggravation des conditions de vie des populations. Pour certaines, ces conditions de vie disparaissent dans la douleur. Pour les survivants, elles aboutissent souvent à la dépossession de leurs terres, c'est-à-dire de leurs moyens de survie. Elles les entraînent à des migrations sans fin, souvent dans des conditions accablantes et parfois fatales. Elles provoquent des famines mortelles, en particulier pour les enfants.

Stopper la vente et le trafic d'armes, condamner la profitabilité de ce business mortel, punir sévèrement ceux qui s'y livrent, quels que soient leurs antécédents, c'est une tâche qui doit être accomplie d'urgence.

Notes

1. « La guerre est une pourpre où le

meurtre se drape [...] » HUGO, les Châtiments, VII, II, I.

2. Philippe Delmas, 1995, Le bel avenir de la guerre, Paris, Gallimard.

3. Voir « Le boom du mercenariat », Colloque du 30/11/2000, in Survie (pour adresse : 57, av. du Maine, F-75014 Paris).

4. Cilliers, Jackie. & Masons, Peggy, 1999, Peace, Profit or Plunder, Institute of Security Studies, Johannesburg.

5. Braeckman, Colette, 1999, « La République démocratique du Congo dépecée par ses voisins », Le Monde Diplomatique, octobre 1999: 16-17.

6. Foday Sanko, ex-sous officier formé en Grande Bretagne, le bourreau du Sierra Leone. Foday Sanko a inauguré l'amputation des bras et des mains des civils lorsqu'un parti d'opposition incita les Sierra Leonais à voter « pour prendre leur destin en main. »

7. Courrier International, n° 34, (18-24.01.2001).

8. Un autre procès en diffamation est intenté à la même association Survie par trois chefs d'Etat africains connus pour leurs rapports avec des réseaux de la « Françafrique ».

Ces chefs d'Etat seront représentés par l'avocat Jacques Vergès qui avait acquis la réputation d'un militant anticolonialiste dans les années 60, mais devenu depuis un suppôt des individus mêlés aux affaires le plus douteuses.

9. Conflit meurtrier presque complètement passé sous silence par la presse métropolitaine française

(voir pour information la Revue Rupture, éditée par un groupe d'intellectuels du Congo-Brazzaville et éditée par Karthala, 22 Bd Arago, Paris 13).

10. The Independent (GB), 19 septembre 2000.

11. New Internationalist, n° 221 July 1991. Voir aussi le n° 238 de décembre 1992 sur les tueries de Somalie.

Chaque salarié, chaque syndicaliste, chaque militant politique a connu, souvent directement voire personnellement et intimement, des expériences de harcèlement, mode ancien d'intimidation patronale.

Défini comme « la dégradation délibérée des conditions de travail », le harcèlement psy. est en fait une technique de management pour désolidariser le collectif du travail.

Pourquoi le harcèlement psychologique au travail n'a-t-il dès lors pas constitué jusqu'à présent un thème de mobilisation sociale important ? Convient-il de rechercher uniquement une explication psychanalytique à un tel constat ou faut-il admettre que ce mode de répression sélective ne peut être contrecarré ou « pris en charge » collectivement ?

Ce phénomène connu en particulier dans les PME, se développe rapidement dans les groupes industriels et de services pour atteindre les cadres moyens et supérieurs : étape nouvelle de l'atomisation des salariés. C'est un enjeu de la lutte contre la désagrégation sociale mais pour l'élargissement des solidarités à tous les salariés.

Harcèlement psy au travail

UNE VISION BIAISÉE

« On ne parle pas de ça ! » Surtout s'il y a eu tentative de suicide ; mot tabou.

Le harcèlement psy. au travail est couvert par la loi du silence. Silence patronal bien sûr, mais également silence syndical. Certains, en particulier des patrons, selon une approche faussement symétrique, estiment en toute conscience que le harcelé comme le harceleur doivent bénéficier du secret, condition minimale de

respect de la dignité de toute personne.

Non ! Sauf si, après examen et prise en charge psychiatrique, il le demande expressément, le harcelé dont, en fait, la situation est souvent connue de tout son entourage professionnel, ne doit pas subir davantage la loi du silence. Le secret est très nuisible à ses efforts pour recouvrer sa dignité professionnelle bafouée.

Le harcelé a un impératif besoin de « re-co-naissance » publique pour tenter de faire taire la rumeur et de

réparer le dommage moral et social qu'il subit. Quant au harceleur, au contraire, au nom du même droit fondamental du respect intangible de la personne humaine, il a droit a priori d'éviter d'être exposé à son tour à la vindicte publique et doit être également aidé. Sauf précisément s'il s'agit d'une pratique institutionnelle de destruction d'un (de) membre (s) du corps social de l'entreprise.

COURAGE ! FUYONS ...

Dans ce dernier cas, de plus en plus fréquent en particulier à l'égard de salariés mal ou non protégés, par exemple « les meneurs », les syndicalistes non « institutionnels », les cadres supérieurs, ceux parmi les salariés qui ont davantage conscience des enjeux économiques et sociaux et des contradictions internes de l'Entreprise, ceux qui défendent l'intérêt social contre des actes de fraude, corruption, abus de biens sociaux, etc., la loi du silence doit impérativement être brisée pour tenter de leur permettre de surmonter la répression, quelquefois sauvage, qui s'abat sur eux.

Or, là, que constate-t-on ? La peur règne. Rares sont les autres salariés, non encore harcelés, qui osent manifester leur solidarité. Le harcelé lui-même, évidemment perturbé, somatise sa souffrance, déprime et hésite à solliciter du secours sachant pertinemment les risques que ses collègues encourent.

Sur ordre de la direction générale, en particulier dans les grandes entreprises industrielles ou de services, l'organisation applique implacablement les mesures d'isolement et de sanction, bureaucratiquement, selon les pratiques totalitaires dénoncées ailleurs, mais appliquées quotidiennement ici, en toute impunité sociale

et bien sûr légale.

KAFKAÏEN...

Le harcèlement, c'est d'abord l'isolement, une douleur permanente, individuelle et familiale. Puis, c'est ...

▮ L'argent : Pour l'entreprise, la grande entreprise spécialement, les conséquences du harcèlement, comme le dit le Président d'une banque française, ne constituent que des « frais fixes déductibles ».

Pour le salarié, au contraire, les coûts s'additionnent : frais d'avocat, frais médicaux non pris en charge, frais divers (y compris la TVA, bien sûr non récupérable), etc., alors que sa perte de salaire s'aggrave en cas de congé maladie prolongé. Ainsi, plus la lutte est longue, plus le harcelé subit un coût (un coup) très nettement supérieur à celui du harceleur institutionnel. Quel rapport de forces ! : son argent contre celui de la firme !

▮ Le temps. L'usure du temps : quelle arme dans la main de l'entreprise ! Le temps joue pour elle. Pour le harcelé, qu'il soit dans son « placard » ou « chez lui », il attend. Quoi ? Un appel téléphonique, un contact, une décision, rien... Il s'use inéluctablement ; il déprime.

▮ La justice : lente, si lente : l'appel, la cassation ... : 5-6 ans minimum. Dérisoire.

▮ Les avocats : ils ne lisent les dossiers qu'en réunion de travail ; il faut leur répéter trente-six fois la même chose ; ils oublient tout, ils réfléchissent peu, ils « n'ont pas le temps » qu'ils vous font néanmoins payer. En résumé, il faut leur mâcher le travail et trouver les solutions potentielles soi-même, à condition d'être physiquement apte à réfléchir de façon rationnelle et suffisamment longtemps.

▮ Lobbying : Là aussi, le rapport de forces s'exprime en faveur de l'entreprise : compétence tactique et expé-

rience juridique, capacité de pression sur l'environnement judiciaire et médiatique... Quant au salarié, il peut solliciter l'intervention du délégué du personnel, du CHSCT, mais ils n'ont pas d'expérience pratique de ce sujet, souvent perçu par eux, d'abord, dans sa dimension individuelle. Dans ce domaine, les cadres supérieurs sont naturellement les plus isolés donc les plus exposés.

« ETRE TENDANCE »

La mode aujourd'hui, dans le milieu patronal, moutonnier comme tout autre groupe social, est à la publication des « tableaux de chasse ». A qui le plus beau tableau ! Restructurations, plans « sociaux », downsizing, mises à la retraite anticipée, transfert des coûts à la collectivité... L'ultime horizon : le résultat trimestriel de la firme. Quel impact sur la Bourse, les stock-options et dans les dîners en ville ou au « Siècle » !

Mais au-delà de l'effet premier recherché, il y a la volonté perverse (la jouissance : Ô mode de sélection des patrons !) d'exprimer concrètement, physiquement, un rapport de forces sociales et politiques. Au moment où les Droites et les Gauches ont idéologiquement imploré, le Patron constitue paradoxalement à lui seul « l'unique alternance ». Le Maître (de forges) est réapparu. Le harcèlement donne physiquement « corps » à une « nouvelle » (sic) expression, en fait archaïque, radicale, et criminelle de l'éternelle Bataille.

A terme, quand la « rationalité » économique pousse à l'individualisation des performances, l'atomisation sociale, l'homme productif n'est plus qu'un loup pour l'autre, son concurrent, son subordonné, le harcèlement psychologique est la figure (alégorique ?) de la chair (humaine) vi-

vante sur la table du repas de l'argent-roi. Cannibalisme.

**LUTTER : SIMPLEMENT,
MARCHER, PAS À PAS,
POUR NE PAS TOMBER.**

Le harcèlement, cette épreuve, est vécu dans la souffrance par la personne harcelée et sa famille, au risque de subir la seule loi universellement applicable : « la L.E.M. » ou la « loi des emmerdements maximum », même si le harcelé trouve un lieu de paroles (ami, famille, médecin). Face aux sentiments d'impuissance, d'inutilité et de vacuité (la volonté de ne pas se donner en spectacle aussi), seul le corps médical, le psychiatre, peut tenter d'aider à renouer le fil de la vie.

LES ÉTAPES DE LA LUTTE INDIVIDUELLE :

- Analyser sa situation, cerner qui est son véritable adversaire.
- Recourir immédiatement et impérativement, dans tous les cas, au seul psychiatre pour créer les conditions cliniques d'une vie possible.
- Dire sa souffrance.
- Re-crée des liens avec son entourage immédiat et plus lointain. Peu importe leur nature, ces solidarités sont essentielles pour renouer le tissu social
- Rencontrer la Médecine du travail et faire constater par expertise médicale la situation.
- Si l'état de santé du harcelé le permet, ne pas laisser le temps passer sans agir. Ne pas laisser de répit à l'employeur.
- Rendre publique, le plus largement possible, la situation de harcèlement dont on est l'objet. Cet effort d'abord sur soi-même, puis son premier

cercle, doit être également immédiatement engagé, par tout moyen. Cette thérapie est aussi importante que l'usage nécessaire du traitement médical.

- Ne jamais démissionner.
- Faire face à son adversaire, sur place si possible, dans l'entreprise ou, en dernière extrémité, en dehors (déclarer le congé en « accident du travail » et non pas en « maladie »). Se battre, aussi implacablement que l'employeur. Ne pas se fier aux actions en fait déstabilisatrices, de l'adversaire. Avant toute transaction éventuelle, il appartient au harceleur institutionnel de prouver matériellement sa volonté d'arrêter son œuvre destructrice.
- Engager les actions auprès de l'Inspection du travail et auprès de la CPAM pour obtenir la qualification en « accident du travail » des conséquences du harcèlement. Pour cela, recueillir des attestations ou témoignages, faire des comptes-rendus à envoyer systématiquement à l'adversaire. L'obliger à réagir, le pousser à la faute.
- Choisir un avocat et agir aux Prud'Hommes exclusivement (en l'état actuel de la législation et de la jurisprudence — cf. bibliographie jointe—), pour simplement faire constater le harcèlement et non pas la rupture, même abusive, du contrat de travail.
- Ne jamais renoncer à obtenir une indemnisation légale du préjudice subi et les dommages intérêts correspondants.
- Parallèlement, chercher un nouvel emploi.
- Puis, ensuite, plus tard, s'arrêter et tourner la page, tout en laissant se dérouler à leurs rythmes (lents) les instances judiciaires.

LES ÉTAPES DE LA LUTTE COLLECTIVE

Peut-il y avoir prise en charge collective de telles atteintes aux droits fondamentaux de la personne humaine ?

Un débat, quelque peu faux comme souvent, semble caractériser cette question. Il y aurait, parmi les spécialistes du harcèlement moral, des partisans d'une approche dite préventive et d'autres d'une approche dite de la « victimisation » du harcelé.

Il y a sans doute là quelque illusion à penser qu'une aussi vieille méthode d'agression patronale (1) puisse être analysée uniquement selon une approche médicale voire de prévention. S'il est logique que les psychiatres soient principalement à l'origine de la conceptualisation du harcèlement psychologique au travail, la dimension sociale et politique du phénomène relève avant tout de la lutte sociale, avant comme après harcèlement. Le harcèlement psy. n'est pas une nouvelle pandémie mais les harcelés sont simplement victimes d'actions de répression patronale délibérée : un mode de management à la mode ... à « l'américaine », quoi !

Aussi faut-il :

- Populariser, expliquer la notion de harcèlement psychologique ou moral au travail. Dans le prolongement du légitime succès du Docteur Hiri-goyen dont le livre a connu plusieurs rééditions, il convient d'organiser des réunions d'information, les plus ouvertes possibles, telle que celle qui vient de se réunir au C.H.U. La Pitié-Salpêtrière devant plusieurs centaines de personnes attentives pendant plusieurs heures. La médiatisation du concept comme une formation militante ad hoc doivent être développées.
- Agir pour donner un réel contenu au projet de loi, actuellement en première lecture à l'Assemblée nationale ; contre les actions de lobbying en

cours.

▮ Appuyer sur les conclusions de l'étude en cours d'examen final au Conseil Economique et Social (séances publiques des 13 & 14 mars 2001).

▮ Mobiliser les CHSCT sur ce sujet qui interpelle chacun dans l'entreprise, y compris s'il s'agit de cadres supérieurs, en dépit des anciens préjugés.

▮ Soutenir en justice systématiquement les harcelés qui attaquent leurs employeurs en demande de dommages intérêts et de réhabilitation morale.

▮ Provoquer des actions ponctuelles de solidarité avec dénonciation publique de l'entreprise et de ses dirigeants coupables de telles actions criminelles, etc ...

Faut-il que les harcelés affichent une homosexualité de façade pour obtenir gain de cause à l'image du héros du film Le Placard ?

Il faut en tout cas une mobilisation citoyenne forte pour réduire l'impunité des harceleurs institutionnels et des dirigeants d'entreprise qui pratiquent impunément de telles agressions permanentes.

Ce combat nécessaire recevra un écho et un soutien populaire. Il fera sauter une des barrières mentales internes des pouvoirs.

Note

(1) Il convient aussi d'éviter l'amalgame avec les harcèlements (sexuels ou moraux) entre personnes en positions non hiérarchiques, qui existent évidemment également, mais ne relèvent pas nécessairement du même type de conflit.

Bibliographie

Livres, revues & colloques :

- M-F Hirigoyen, Le harcèlement moral - Pocket 2000
- P. Ravisy, Le harcèlement moral au travail – bibliographie – Delmas 2000
- Revue Droit social mai 2000 Sandy Licari p.492/506
- Société médecine du travail Ouest Ile de France réunion du 17/10/2000
- Colloque UNSA 5/10/2000 sur « lutter contre le harcèlement professionnel »

Débats parlementaires

- Projet de loi de modernisation sociale - séance et compte-rendu analytique : 3ème séance du 11/01/2001 nouveaux articles 50 ter et quater
- Commission des affaires culturelles, familiales et sociales compte-rendu n°22 20/12/2000 audition de M Debout sur le harcèlement moral
- Conseil économique et social - assemblée

plénière 13 & 14 mars 2001

- Commission nationale consultative des droits de l'homme : 29/06/2000

Jurisprudence

- Le Droit Ouvrier Mai 2000 synthèse de la jurisprudence
- Cass. Société. – 20/04/1988 - affaire Sahabou c/ CPAM de l'Essonne.
- TASS d'Epinal du 28/02/2000 – affaire Rousseaux c/ CPAM des Vosges

Sites La Toile

- www.assemblee-nat.fr
- www.conseil-economique-et-social.fr

Aigris par la débandade de la déviation stalinienne du marxisme léniniste, les protagonistes de cette doctrine se sont trouvés désarmés et orphelins. Tombés en déshérence, ils ont pensé que la branche, qu'il fallait couper pour opérer un sauvetage du corpus marxiste, ne pouvait être que celle du bolchévisme et celle de son fondateur, Lénine.

De la continuité historique du marxisme révolutionnaire

Etant penseur, mais aussi fondateur-protagoniste, Lénine était le plus engagé, sort ingrat pour tous ceux qui, pour avoir à prouver l'idée par des actes, doivent prendre des risques et en payer le prix.

Ainsi, les ex-marxistes-léninistes déçus pensaient-ils faire une bonne affaire. Mais se sont-ils aperçus qu'en sacrifiant les branches bolchéviques, réputées fragiles, ils élaguaient l'arbre du marxisme ? Certes, bien qu'encore solide, la théorie dépourvue de mise à l'épreuve, constituée par les événements historiques survenus au cours du XX^e siècle, perdait quelque chose de substantiel : son ancrage historique.

Ainsi, ceux qui adoraient hier encore ce qu'aujourd'hui ils jettent aux orties sont devenus les plus zélés protagonistes de l'enterrement du bolchévisme.

**PERTINENT POUR LE XIX^E
SIÈCLE, LE MARXISME
RÉVOLUTIONNAIRE EST-**

ENCORE ACTUEL ?

Nous postulons que, si le XX^e siècle,

« plein de guerres et de révolutions », n'a pas confirmé encore l'issue positive de la lutte des classes, pronostiquée par la doctrine, il ne l'a pas infirmé. Ce qui signifie que les lois tendanciennes censées régir la marche de l'histoire n'ont pas cessé d'agir le siècle suivant ; il y a même eu des révolutionnaires prestigieux qui s'en sont réclamés et qui les ont mises en œuvre.

Prétendre le contraire, c'est-à-dire affirmer que le siècle passé a été le tombeau de la théorie-guide de l'action, devenue victime d'une multitude de déviations, de trahisons et de dégénérescences, c'est admettre l'impuissance du marxisme révolutionnaire à décrypter les forces qui sont en action dans les sociétés contemporaines.

Or, si les fondateurs du marxisme et leurs disciples et protagonistes, Lénine et Trotsky, se rattachent à la même matrice historique, c'est parce qu'ils se réfèrent tous aux luttes du mouvement ouvrier européen. Telle qu'elle fut théorisée par ses fondateurs, la doctrine ne fut pas une révélation sur la montagne, mais un produit de l'histoire tel qu'il fut ressenti, pensé et vécu par le mouvement ouvrier de toute l'Europe.

Et c'est à ce titre que les bolchéviks

se considéraient comme les continuateurs du marxisme révolutionnaire dans une partie de l'Europe nommée Russie.

A ce propos, aussi bien Marx qu'Engels n'avaient-ils pas postulé maintes fois que le socialisme n'était concevable que pour des sociétés économiquement développées ? Les théoriciens de la II^e Internationale, Kautsky en tête, en étaient convaincus. Les menchéviks, plus tard, en feront une partie proéminente de leur programme politique.

Cependant, on sait aussi que Marx, dans sa correspondance avec l'éminente social-démocrate russe Véra Zassoulitch, n'excluait pas cette possibilité du devenir révolutionnaire de la Russie. Le début du XX^e siècle en Russie, avant et après la révolution de 1905, avait vu les deux fractions du PSD russe s'affronter vivement autour du programme politique que nous venons d'évoquer.

Ici, il n'est pas inutile de relater ce qu'un des fondateurs du PC italien, Gramsci, avait pensé de cette question de la révolution russe :

« Les faits ont fait éclater les schémas critiques à l'intérieur desquels l'histoire de la Russie aurait dû se dérouler selon les canons du matérialisme historique. Les bolchéviks renient Karl Marx en affirmant, grâce au témoignage de l'action accomplie et des conquêtes réalisées, que les canons du matérialisme historique ne sont pas aussi inflexibles qu'on pourrait le penser et qu'on l'a pensé. » (Ecrits politiques, NRF)

On connaît aussi la controverse de Lénine contre Kautsky qui, à l'époque, était la tête pensante de la II^e Internationale. Les termes de cette controverse ne sont pas sans rapport avec le sujet qui nous préoccupe. On va y revenir. On voudrait seulement souligner qu'à propos de la Révolu-

tion d'octobre, Lénine avait fait une illustration en acte du marxisme révolutionnaire. Ce faisant, il élucidait aussi certains points du matérialisme historique, travail qui n'était nullement superflu, déjà à l'époque. Ainsi de la conception topique des structures sociales et des rapports ambivalents entre leur base et leurs superstructures. Ce qui infère sur la façon dont il faut comprendre l'embarassante Introduction à la contribution à la critique de l'économie politique de 1859.

Manifestement, dans la topique des niveaux structurels, leurs rapports réciproques sont plus complexes que ceux présentés par une certaine vulgate, dont les simplifications ont plutôt embrouillé la question qu'elles ne l'ont éclaircie. Ici, de nouveau, Gramsci permet d'avancer. Dans sa controverse avec le philosophe italien B. Croce à propos de la philosophie de la praxis marxiste, il tranche : « [...] La philosophie de la praxis ne détache pas la structure de la superstructure, [...] conçoit leur développement comme intimement lié, nécessairement corrélatif et réciproque. » (cité dans Fr. Lombardi, La pédagogie marxiste d'Antonio Gramsci, Ed. Privat, p. 34)

Nourri par une connaissance approfondie de la dialectique de Hegel, développée par des hommes de culture éminents comme Labriola ou B. Croce, Gramsci était bien armé pour éviter tout dogmatisme dans l'analyse des circonstances dont la révolution russe était le fruit. Il avait senti que la révolution bolchévique était un événement qui poussait ses racines dans les tréfonds de la réalité russe, de son histoire et des effets que la guerre de 1905 et celle de 1914 avaient exercés sur le comportement du peuple. Dans ces conditions, celui qui jouait un des premiers rôles, Lé-

nine, agissait autant qu'il était agi. En rapport étroit avec le mouvement des masses, aurait-il essayé de s'en détacher pour jouer un rôle personnel qu'il aurait été promptement balayé.

« Pour créer le socialisme, dites-vous, il faut être civilisé. Fort bien. Mais pourquoi ne pourrions-nous pas commencer par créer chez nous les conditions préalables de la civilisation en chassant les grands propriétaires fonciers, en chassant les grands capitalistes russes pour ensuite commencer notre marche vers le socialisme. Dans quel livre avez-vous lu que pareils changements dans l'ordre historique habituel sont inadmissibles ou impossibles ? Il m'en souvient, Napoléon a dit : "On s'engage et puis ... on voit." » (Editions du Progrès, Moscou, p. 912)

Dans ces lignes, manifestement, Lénine conteste l'ordre impeccable dressé par l'évolution historique de l'Europe de l'Ouest et telle que Marx l'avait analysée et théorisée. Ce qui saute également aux yeux, c'est qu'ici tout au moins la justification de la révolution bolchévique est plutôt intuitive. Presque de même nature que celle de Gramsci, ce qui n'enlève rien à leur force argumentative.

La justification historique de la révolution bolchévique sera théorisée par Trotsky, qui l'intégrera dans un édifice théorique appelé La Révolution permanente, qui fera date, et qui en raccourci postulera : saisir sous ses formes plus ou moins figées le mouvement, pas toujours apparent, qui les fait et les défait.

Faisant l'analyse du développement de l'industrie en Occident, Marx distingue trois phases : les métiers, la manufacture et l'usine. Or, en Russie, les deux premières phases ont été escamotées. Cela signifie que ce phénomène procède de la loi tendancielle du développement inégal

et combimé, qui admet la contraction ou l'élimination de certaines étapes historiques. En Russie, précisément, l'usine fit son apparition en sautant par dessus les étapes du métier et de la manufacture.

La Révolution d'octobre est l'expression la plus frappante de ces « particularités nouvelles en politique. » (Trotsky, *La Révolution permanente*, édition NRF, p. 181)

Quant au caractère combiné de la révolution, il procède du fait que l'arriération socio-économique de la Russie avait été compensée par le fait que le mouvement ouvrier russe et le PSD en particulier avaient bénéficié des leçons de la lutte des classes assumées par le mouvement ouvrier en Occident (ce que l'auteur de ces lignes avait soutenu au cours du colloque organisé à l'occasion du 80^e anniversaire par l'université Paris X à St. Denis.)

Ce n'est pas sans rapport avec le thème éminemment actuel de l'idéologie, à laquelle le directeur du Dictionnaire du marxisme, G. Labica, consacre un essai : « Le paradigme du Grand Hornu » (éditions de La Brèche). Celui-ci, non sans malice, se réfère à une malice précédente que Marx avait commise dans la préface citée : « Les formes idéologiques, sous lesquelles les hommes prenaient conscience de ce conflit et le menaient jusqu'au bout. » Ce qui provoque l'apostrophe de G. Labica : « Alors, l'idéologie au poste de commande de la révolution ? » (ibidem p. 29)

Le concept d'idéologie est donc resté inachevé chez les maîtres-fondateurs du marxisme et une pierre d'achoppement dans les luttes du mouvement ouvrier international. Mais il est vrai aussi que cette lacune est tributaire de la topique de la structure par niveaux pour identifier

les facteurs déterminants dans la lutte des classes. Topique qui a rendu des services, mais qui a épuisé ses ressources. D'après G. Labica, Labriola et Lénine sont plus pertinents avec leur métaphore qui présente les rapports de production comme étant le « squelette de la société, mais il n'est rien sans la viande, qu'on la nomme superstructure ou idéologie, qui est sa vie même. » (op. cité p. 124)

Pour revenir donc à l'événement déterminant de l'« âge des guerres et des révolutions » que fut la Révolution bolchévique, la fraction portant le même nom, devenue majoritaire à la suite du congrès de PSDR de 1903, s'était opposée à la fraction menchévique sur les orientations de la révolution souhaitée par tous. Bien qu'ils partageaient les mêmes idées sur la stratégie générale du PSD, Lénine et Trotsky ne se retrouveront ensemble que la veille de la révolution de 1917. Que se passa-t-il auparavant ?

« NOS TACHES

POLITIQUES »

Vu avec le recul et considéré avec le temps long, l'événement qui, pour nous, avait un sens en ce début de siècle fut la brochure de Trotsky, *Nos tâches politiques*, publiée en Suisse en 1903 (voir à ce sujet mon article « Une prophétie refoulée », *Cahiers Léon Trotsky* n° 69, 2000).

Afin de saisir le sens profond qu'elle contenait, on ne peut passer sous silence l'évolution du mouvement ouvrier européen, celle de la II^e Internationale, et leurs répercussions sur le comportement des menchéviks.

A noter que, à cette époque, le mouvement ouvrier évoqué paraissait jeune et vigoureux, cependant sa dynamique recéléait des revers qui com-

mençaient à inquiéter Lénine. C'est que les profits colossaux que l'impérialisme collectait dans les colonies permettaient de corrompre une partie du mouvement ouvrier, tout au moins celle de ses dirigeants. N'était-ce pas une des causes de la trahison de ces dirigeants au moment de la déclaration de la guerre ? Et cet aspect ne doit pas en dissimuler un autre, qui lui était concomitant, à savoir que la tendance dominante de la II^e Internationale était déjà le réformisme. De sorte que lorsque débuta la révolution bolchévique, il n'y eut que Rosa Luxembourg pour l'approuver au sein du PSD allemand. Or, celle-ci, en tant que marxiste révolutionnaire isolée, était déjà marginalisée au sein du plus puissant parti ouvrier que la social-démocratie russe prenait comme modèle. Ce modèle exerçait un tel rayonnement que les mencheviks en étaient fortement influencés. Ce sera une cause non négligeable qui les conduira à s'opposer à la révolution.

Or, Trotsky, qui avait déjà participé à la révolution de 1905, en sentait comme Lénine l'imminence. Sur les buts, donc, l'accord était presque total. C'est sur les moyens que les idées divergeaient.

A la veille du grand chambardement, Trotsky admit la justesse des vues de Lénine quant à l'organisation du parti et il devint même son fidèle compagnon jusqu'à la mort. Trotsky resta donc léniniste jusqu'à sa fin et il renia toujours Nos tâches politiques. Cependant, il arrive souvent que le temps donne un autre sens aux événements. De sorte que le dépassement du léninisme par son émule et successeur Trotsky se fit post/ante, à cheval sur la Révolution d'octobre. Le marxiste-léniniste Trotsky a renié sa prophétie prodigieuse de 1904, mais cette prophétie a rebondi, re-

surgi et nourri la lutte des classes tout au long du siècle. Les émules de Trotsky, militants de la IV^e Internationale, de simples ouvriers, ont repris cette prophétie et lui ont donné vie dans leurs pratiques.

On peut à présent conclure. Si le marxisme révolutionnaire a été ac-

tualisé par Lénine, c'est parce que celui-ci l'a ajusté et dépassé. Et si Trotsky a actualisé Lénine, c'est parce que, à son tour, il l'a réajusté et dépassé. Il nous semble que la voie de la révolution est ainsi faite et qu'il n'y en a pas d'autre.

DIX THESES SUR LA POSTÉRITÉ D'OCTOBRE

- 1- Lénine dit que le XX^e siècle serait le siècle des guerres et des révolutions.
- 2- Ce fut une suite de guerres suivies de révolutions et de révolutions suivies de guerres civiles.
- 3- Après 1917, ils espéraient des révolutions venues de l'Ouest. Elles sont venues de l'Est. Mais en allant vers l'Est, le fleuve de la révolution est sorti de son lit et s'est dilué.
- 4- L'impact de la révolution bolchévique a fait l'effet d'une étincelle (Iskra) qui a mis le feu aux poudres, de l'Afrique à l'extrême-Orient et du Maghreb à l'Amérique latine.
- 5- Les guerres furent anticoloniales et anti-impérialistes. Les révolutions furent de libération nationale, mais souvent amorties dans l'esclavage salarial et tribal.
- 6- Alors, la campagne a envahi la ville et la ville s'est désurbanisée.
- 7- Après, la bourgeoisie prit peur et s'appliqua à éviter les retours de la crise de 1929.
- 8- Staline était une « figure historique non identifiée » dans une société de transition.
- 9- C'est une des raisons pour lesquelles les bolchéviks n'ont pu entraver son accès au pouvoir.
- 10- L'imposture stalinienne a consisté dans la dissimulation de la contre-révolution sous le masque du léninisme.

Mars 2001

15 novembre 2000

A François CHESNAIS

Cher François Chesnais,

J'ai tardivement pris connaissance de ton texte intitulé, « Propositions pour un projet de travail collectif », destiné aux participants de la réunion des rédacteurs, abonnés et sympathisants de la revue Carré Rouge qui s'est tenue fin septembre à Paris.

Dans ce texte, j'ai reconnu certaines de mes propres préoccupations et interrogations actuelles. En particulier :

1/ L'idée que la période actuelle se caractérise par une profonde insuffisance de l'élaboration théorique et politique de tous les courants qui continuent à se réclamer, à divers titres, d'une perspective anticapitaliste. Autrement dit, qui partagent la conviction qu'il est à la fois nécessaire et possible de concevoir et de réaliser une société post-capitaliste, fondée sur un dépassement des rapports capitalistes de production et de classes.

Il me semble en effet qu'aucun des courants qui se réclament de la tradition communiste, par ailleurs tout à fait divers, ne dispose plus ni d'une analyse ni d'un programme qui soient à la hauteur des exigences, des urgences mais aussi des opportunités de la présente période historique. Autrement dit, que tous ces courants manifestent aujourd'hui leur insuffisance et, sans doute, leurs limites historiques, signant ainsi leur appartenance à une période révolue. Cela est vrai, comme te le montres dans ton texte, du courant trotskiste. Mais cela n'est pas moins vrai des

courants dits anti-autoritaires, anarchistes ou conseillistes, dont je me suis, personnellement, toujours senti proche et dans la mouvance desquelles j'ai toujours milité.

2/ L'idée qu'il appartient, par conséquent, à chaque courant de commencer par balayer devant sa porte : de se livrer à un travail de réflexion autocritique, destiné à dresser le bilan de son héritage, avec sa part d'actif mais aussi, inévitablement, de passif ; mais aussi et surtout d'essayer de hisser cet héritage à la hauteur des questions que l'époque nous pose. A l'image de ce que vous avez commencé, à Carré Rouge, à faire pour la tradition trotskiste, avec une sincérité qui vous honore.

La lecture de ton texte m'a ainsi ramené à une idée qui me trotte de par la tête depuis quelque temps. Je te la livre dans toute sa simplicité et naïveté. Ne penses-tu pas que cet important travail de refondation théorique et politique de la perspective communiste gagnerait à être mené, simultanément, à un double niveau ?
n D'une part, comme tu le suggères dans votre texte, au niveau de chacune des traditions, des courants, des branches de la famille communiste, chacun ayant besoin d'opérer ce retour réflexif et critique sur lui-même que nul autre que lui ne peut au demeurant effectuer.

n D'autre part, dans une tentative pour édifier un espace de discussion et d'élaboration théorique commun à tous ceux, quelle que soit leur origine, pour qui la perspective communiste continue à faire sens, à représenter même la seule qui puisse faire sens et qui, simultanément, ne prétendent pas ou plus, pour autant, détenir la ou les formules théoriques et politiques dans lesquelles il convien-

drait aujourd'hui d'articuler cette perspective. Autrement dit, tous ceux qui, dans leur courant ou tradition propre, ont déjà commencé le travail de réflexion critique que vous appelez de vos vœux.

En un mot, le moment n'est-il pas venu de tenter de réunir, dans un mê-

me effort de refondation, tous ceux qui veulent continuer à faire vivre la perspective communiste, sont prêts à y travailler sur la base d'un rapport critique à leur propre héritage et courant d'origine ?

Je pense, en effet, que chaque courant ou tradition de la famille communiste sera d'autant plus en mesure

d'effectuer l'indispensable retour critique sur lui-même que vous appelez de vos vœux qu'il sera à la fois interpellé, percuté et stimulé par sa confrontation et sa collaboration avec les autres courants et traditions.

Cordialement à vous,

Alain BIHR

DANS LE N° 18 DE CARRÉ ROUGE, À PARAÎTRE
DÉBUT JUIN

Alain Bihr a présenté un texte qu'il a rédigé, intitulé « Actualiser le communisme ». Son introduction a donné lieu à une discussion nourrie, dans laquelle des camarades se réclamant du courant communiste-libertaire sont intervenus.

Ce seul fait mériterait d'être souligné : l'amorce de discussion entre nos deux courants a fait partie de nos objectifs dès la création de Carré rouge. Nous nous réjouissons qu'elle commence.

Le numéro 18 de Carré rouge paraîtra début juin. Il contiendra en particulier le texte de l'introduction d'Alain Bihr, ainsi que le contenu des contributions des divers intervenants, s'il nous parvient avant le 20 mai.

Il va de soi que ces contributions ne s'arrêtent pas aux camarades qui ont pris la parole ce jour-là, et que les réactions suscitées par le texte d'Alain Bihr sont les bienvenues.

Faites-les parvenir sous format « rtf » à l'adresse internet suivante : ybo@club-internet.fr

Un site « Culture et Révolution » est né

Le 12 septembre dernier un nouveau site intitulé « Culture et Révolution » est apparu sur la « toile » d'Internet. La façon la plus simple pour nous de le présenter aux lecteurs de Carré Rouge est de reproduire de larges extraits du message que nous avons rédigé à l'occasion de sa création.

QUI SOMMES-NOUS ?

Le site Culture et Révolution a été créé par un petit groupe d'amis. Il est porté dans les domaines de la culture et de la politique par notre curiosité, nos inclinations personnelles et nos convictions révolutionnaires internationalistes. Il est aussi le fruit de notre activité et de nos discussions passées ou présentes avec ou au sein de différents groupes, tendances ou collectifs révolutionnaires (notamment Lutte Ouvrière, la Ligue Communiste Révolutionnaire, Voix des Travailleurs, Carré Rouge, Convergences révolutionnaires, la Gauche Révolutionnaire, Pouvoir Ouvrier, Cinquième zone et plusieurs groupes révolutionnaires d'autres pays).

NOTRE OBJECTIF

Il nous semble que toutes celles et tous ceux qui veulent changer la société, jeunes ou vieux, salariés ou sans emploi, ayant eu la chance de suivre des études ou pas, pourront d'autant mieux agir efficacement dans les luttes de classe du XXI^e siècle en ayant davantage accès à la

culture dans sa diversité, à son évolution et à sa capacité à féconder et à renouveler leur réflexion politique.

Nous ne fixons aucune frontière particulière à ce que nous entendons par culture. Il est des œuvres littéraires qui portent en elle un imaginaire inépuisable et une charge critique inaltérable où se côtoient aussi bien Cervantès, Shakespeare ou Goethe que, en ce siècle qui se termine, Franz Kafka, Vassili Grossman, Thomas Bernhard ou Nathalie Sarraute. Il en va de même pour Beethoven dont bien des œuvres portent en elles le souffle de la Révolution française ou de John Coltrane exprimant dans « Alabama » la souffrance et la colère des Noirs américains en lutte pour leur émancipation. Les œuvres de portée universelle ne sont pas intemporelles mais à la hauteur de leur temps ; et c'est ainsi qu'elles le dépassent et nous touchent.

Il est des œuvres historiques, philosophiques ou politiques qu'il est nécessaire de lire ou de relire pour se dégager des conformismes de tous ordres, des stéréotypes de pensée et des perceptions étroites. Pour comprendre dans quel monde nous vivons et quel futur nous pouvons construire, il nous faut nous plonger dans des œuvres qui vont de Lucrèce à Marx, de Spinoza à Trotsky, de Diderot à Rosa Luxemburg.

Il nous semble nécessaire, pour nous tous qui préparons un autre avenir pour l'humanité, de prendre connaissance des recherches contemporaines en sciences so-

ciales et en sciences de la nature. Cela élargira notre horizon et nous servira d'appui dans nos combats individuels ou collectifs. Sans compter que nous ne pouvons pas perdre de vue que les découvertes scientifiques actuelles ou récentes façonneront en grande partie le monde dans lequel nous allons vivre et que nous voulons débarrasser de toutes les formes d'injustice.

Nous souhaitons à notre niveau faciliter à chacun l'accès à toutes les formes de culture qui nous semblent importantes et susciter des

échanges variés et utiles à tous.

Les coordonnées de ce site sont les suivantes :

<http://culture.revolution.free.fr/>

et notre adresse électronique:

Culture.Revolution@free.fr

Ce site, qui se situe dans le champ du marxisme révolutionnaire, n'est pas l'émanation d'un groupe ou d'une tendance particulière. Il nous semble qu'il s'inscrit totalement, à sa façon, dans ce qui est la démarche fondamentale de Carré Rouge. Ce sera bien sûr aux amis et aux lecteurs de Carré Rouge d'en juger en

le consultant. Pour notre part, c'est avec plaisir que nous recevrons leurs critiques et leurs suggestions. Bien plus, nous avons créé diverses rubriques permettant à des amis de Carré Rouge d'intervenir sur ce site, sous forme de critiques d'œuvres et d'analyses brèves ou développées sur des sujets de leur choix. Inutile de dire que ce site est en perpétuelle construction et évolution. Notre souhait n'est pas seulement de fournir des références et des points de vue mais aussi de faire de ce site un lieu de dialogue permanent et fructueux.

Samuel Holder

Patrick Seignon

La social-démocratie est morte

prix 50 F , Edition de l'auteur, en vente chez l'auteur, P. Seignon,

8, rue Bellefond, 75009 Paris, également à la Librairie " La Brèche "

La social-démocratie est morte : c'est sous ce sous-titre que Patrick Seignon, militant révolutionnaire de longue date, un des initiateurs des coordinations des cheminots de 1986, engage la réflexion. Malheureusement, le sujet reste d'actualité. Dans les couches populaires qui soutiennent habituellement le Parti socialiste, la désillusion est grande quant à la capacité de changer la société en faveur des travailleurs par le gouvernement dirigé par le PS. Néanmoins des illusions sont entretenues sur la nature de PS, de beaucoup de côtés, notamment par l'extrême-gauche. Certaines voix suggèrent que, malgré toutes ses trahisons, le PS reste quand même lié à la classe ouvrière. Ça et là, on entend parler de la «gauche» dont la politique pourrait être changée. De même, dans la préparation des prochaines élections municipales, on prépare déjà, dans certains état-majors, y compris d'extrême-gauche, un «vote de classe» au second tour en faveur des candidats de la majorité gouvernementale. C'est contre ces vieux démons qui hantent en particulier le mouvement trotskiste que P. Seignon se

bagarre. En passant, il met en cause le sacro-saint principe du «Front Unique Ouvrier (FUO)», qui, malgré le passage dans le camp de l'ennemi du PS (et du PCF...), reste encore trop souvent la justification théorique du recul «tactique» devant le PS. Aussi, on ne peut qu'être d'accord avec l'auteur quand il critique toute la «gauche plurielle» et aussi une grande partie de l'extrême-gauche, qui drainent le «mécontentement populaire dans l'ornière des institutions [...] autoritaires et anti-démocratique de la V^e République ...».

Est-ce que, pour répondre à cette situation, la construction d'un parti ouvrier indépendant est à l'ordre du jour ? Le débat reste ouvert quant à la forme que prendra un nouveau regroupement ouvrier réellement anti-capitaliste, et quant à l'élaboration de son programme socialiste crédible. Aussi, il est sans doute nécessaire d'analyser davantage le rôle particulier que joue le PCF, qui, bien qu'affaibli, reste un élément clef de l'attaque contre les travailleurs par le gouvernement Jospin.

A.B.

travail capitalistes. Elle n'en exprime pas moins le caractère social de la production et de l'échange, ainsi qu'une certaine idée du bien commun et de l'intérêt général qui dépasse l'individualisme et la défense étroite des intérêts particuliers que la glorification de la propriété privée fait fleurir. Le plan « Cap Clients » de la SNCF fait partie d'une stratégie pour en finir avec ce segment de propriété sociale et avec les rapports sociaux « exorbitants » qui lui sont liés. Le plan est rejeté par les cheminots parce qu'ils en ont compris la place dans la préparation du démantèlement de l'entreprise publique, en vue de sa privatisation. A la SNCF, au cœur du combat des cheminots, il y a la défense du service public et d'un outil de travail que les travailleurs du rail sont parfaitement en mesure de gérer eux-mêmes, tant ils en ont maîtrisé les finesses.

Chez Danone et chez Marks & Spencer, le gouvernement de Lionel Jospin est en cause, parce qu'il a choisi le rôle de gestionnaire actif du système qui place la propriété entre les mains des actionnaires et qui leur permet de procéder à ces licenciements au seul motif de défendre le cours de l'action. A la SNCF, il est impliqué de façon absolument directe. Le président de la SNCF a été nommé par ce gouvernement et il en applique les orientations. A la SNCF, c'est contre le gouvernement de la gauche plurielle, contre Lionel Jospin, Laurent Fabius et le ministre des Transports, Jean-Claude Gayssot, battu dans le Languedoc comme à Drancy, que les cheminots combattent. Ils le font en refusant les journées d'action, en s'appuyant sur SUD-Rail, la FGAAC et une partie au moins de FO, et en imposant la grève générale contre les dirigeants de la CGT et de la CFDT qui la refu-

saient.

LES GREVES ET LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

L'une des particularités politiques de la France est d'être un pays où, à un degré plus systématique que dans beaucoup d'autres, les élections ont souvent été un « moment de la lutte des classes ». Elles ont bien souvent soit prolongé et pour ainsi dire « soldé » sur ce terrain (en faveur de l'une comme de l'autre des deux classes fondamentales de la société moderne) des batailles menées précédemment sur le terrain de l'affrontement capital/travail, soit exprimé la venue à maturité de processus moléculaires longuement accumulés, qui finiront par se traduire sur les lieux de travail. La grève de la SNCF, tout comme celle des sage-femmes ou des tramonts de Rennes et de Nancy, est indissociable des résultats des élections du 11 et 18 mars.

Le vote des 11 et 18 mars n'est pas une « sanction » banale. Il n'est pas plus un « avertissement » au sens courant du terme. Des avertissements ont été donnés dans des occasions précédentes. L'article consacré aux élections et à la situation politique le montre : le vote des 11 et 18 mars est un vote de rupture. Il s'est exprimé par trois moyens : d'abord par l'abstention des salariés et des exploités ; ensuite par le vote LO, LCR et PT ; et enfin par le vote pour les oppositionnels à Hue, ceux qui se sont présentés sans l'investiture de la Place du Colonel Fabien et contre les candidats officiels.

Par les positions électorales qu'ils ont prises, les salariés, les exploités et les laissés pour compte, les jeunes signifient au pays qu'ils ont

pris acte de ce qu'ils n'ont plus dans le PS et le PCF de représentation politique, au sens d'élus vers lesquels les salariés et les exploités peuvent se tourner et sur laquelle ils peuvent prendre appui, pas seulement au plan national, à l'Assemblée nationale, mais aussi aux plans municipal et local. Ils constatent que les députés du PS et du PCF ne bafouent pas seulement les mandats sur lesquels ils ont été élus, mais même les engagements qu'ils ont contractés volontairement (comme dans le cas d'ATTAC), auprès des militants et adhérents d'associations auxquels personne ne leur a demandé de s'identifier.

Le Programme de transition définit les partis ouvriers comme ceux qui représentent la classe ouvrière, dans le sens où, historiquement, leurs dirigeants peuvent prétendre « parler en son nom », et où cette prétention, loin d'être creuse et plus ou moins dénuée de fondement, est construite sur des liens réels et profonds. Les élections du 11 et 18 mars achèvent de montrer qu'en France les deux partis qui avaient encore en 1981 des liens de ce type avec des secteurs représentatifs de la classe ouvrière et du salariat les ont presque complètement perdus. Le PS et le PCF sont rejetés par des secteurs significatifs des salariés, à commencer par ceux qui sont des prolétaires au sens le plus fort du terme qu'ils ne possèdent aucune autre « richesse » que la force de travail qu'ils tentent de vendre dans les conditions les plus difficiles et les plus défavorables, mais aussi par des secteurs, comme les enseignants, longtemps considérés à juste titre comme des bastions.

LES NOUVELLES

RESPONSABILITÉS DES MILITANTS

Pour les militants de la LCR, de LO et du PT, comme pour les rédacteurs de Carré Rouge, les implications de cette rupture et de la très longue phase d'histoire du mouvement ouvrier à laquelle elle met fin, sont immenses. Au nombre des facteurs qui vont contribuer à façonner le développement de la situation politique, il y a maintenant ce que feront ou ne feront pas ces militants. Il faut y ajouter les militants qui cherchent à se regrouper sur une base de classe au sein et à l'extérieur du PCF contre la politique de l'appareil dirigé par Robert Hue. La responsabilité de cet ensemble de militants doit être appréciée dans toute sa dimension : la recherche d'une issue « par le haut » au rejet du capitalisme serait entravée si ces militants, dont nous faisons partie, ne parvenaient pas à accepter pleinement (c'est-à-dire politiquement, mais aussi subjectivement) la conclusion qui se dégage de ces élections et des grèves qui les ont immédiatement suivies.

Cette conclusion est la suivante : il n'y a désormais aucune autre force politique que celle constituée par ces militants, qui puisse, dans une relation d'un type nouveau avec les salariés, les chômeurs et la jeunesse, prendre les initiatives qui s'imposent : aider les travailleurs et les exploités (les chômeurs, les sans-papiers, les sans-logis) en lutte à intégrer leurs revendications dans une perspective de transformation sociale anti-capitaliste ; rédiger avec eux le programme de cette transformation ; dégager avec eux les conditions d'émergence et d'établissement du « gouvernement d'en bas ». Le jour où ce tournant aura été pris, alors il y aura bien résurgence en France et en Europe

de ce « spectre du communisme » qui a tant fait trembler les classes dirigeantes dans le passé.

Il a beaucoup été question des « messages » envoyés par les électeurs et de la manière dont ils seront entendus ou non. La chose vaut pour l'extrême gauche et les militants du PCF dont nous venons de parler. Il n'est pas impropre de dire que les salariés et les exploités se sont adressés à eux, que « la classe a parlé » et a arbitré l'une des questions qui pouvaient encore être en suspens. L'ampleur du rejet des candidats du PS et du PCF, notamment des ministres, a été telle que même les plus « ouverts » à des reports en faveur de candidats de ces deux partis ont été contraints de s'aligner sur le vote (ou l'abstention « active ») de l'électorat populaire. Ce sont les électeurs salariés et jeunes qui ont tranché. Ils ont ouvert une situation nouvelle, où il est devenu impossible, sauf à tout perdre politiquement, de continuer à faire ami-ami sous les caméras de télévision avec Robert Hue et son appareil, comme ce fut le cas encore à Martigues en juin, ou encore de continuer à se définir comme « la gauche de la gauche ».

POUR UNE ISSUE

« PAR LE HAUT »

La division et la dispersion des organisations d'extrême-gauche sont incompréhensibles et intolérables pour l'écrasante majorité de ceux qui votent pour elles. Il ne suffit pas de faire ce constat pour que cette division et cette dispersion se résorbent. Les regroupements de travailleurs dans les luttes pourront contribuer à la réduire. Mais le problème exige des réponses spécifiques. Dans notre supplément préparatoire aux élections

municipales, nous posons la question : « si l'on veut travailler à la mise en place d'une alternative, n'est-il pas temps de lancer, rapidement, de véritables états généraux des salariés et des jeunes, des organisations de l'extrême-gauche et des listes anti-capitalistes et anti-gouvernementales qui se sont formées quand même à ces élections, afin de tracer les grandes lignes d'un programme d'urgence anti-capitaliste, base d'un accord pour des candidats anti-capitalistes et anti-gouvernementaux à la présidentielle et aux législatives ? ». Les résultats des élections pèsent dans ce sens. A Carré Rouge, nous ferons ce que nous pourrons pour aider à la concrétisation d'une perspective de ce type. Nous y travaillons déjà dans nos réunions et dans les « ateliers de travail collectif » qui se sont tenus dans le prolongement de la réunion du 30 septembre 2000. Deux ateliers se sont tenus.

L'un a porté sur certains aspects (mais pas tous, loin s'en faut...) de la question de la démocratie, avec la participation notamment de Jacques Texier, de Léon Crémieux et de Claude Serfati. On trouvera une expression partielle de la discussion dans ce numéro.

L'autre a comporté la présentation par Alain Bihr d'un long texte intitulé « Actualiser le communisme ». Dans ce numéro, nous publions la lettre qu'il avait adressée à la rédaction de Carré rouge en réaction au projet présenté par François Chesnais, lettre dans laquelle il définit son parcours de communiste-libertaire.

Dans le n° 18 (à paraître au début du mois de juin), nous publierons son texte en totalité ainsi que toutes les interventions que nous recevrons sous forme écrite d'ici au 20 mai.

6 avril 2001